

**RAPPORT DE LA PREMIÈRE SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES  
CONTRACTANTES À L'ACCORD SUR LA CONSERVATION DES  
CÉTACÉS DE LA MER NOIRE, DE LA MÉDITERRANÉE ET DE LA ZONE  
ATLANTIQUE ADJACENTE**



**Monaco, 28 février - 02 mars 2002**

*ACCORD CONCLU SOUS L'ÉGIDE DE LA CONVENTION SUR LA CONSERVATION  
DES ESPÈCES MIGRATRICES APPARTENANT À LA FAUNE SAUVAGE*



---

**Publication du**

**Secrétariat Permanent de l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la  
zone Atlantique adjacente**

**16, Boulevard de Suisse  
MC 98000 MONACO  
Tel : (+377) 93 15 80 10 / 20 78  
Fax : (+377) 93 15 42 08  
e-mail : [mcvanklaveren@accobams.mc](mailto:mcvanklaveren@accobams.mc)  
web : <http://www.accobams.mc>**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Avant-propos :</b> .....	page i
-----------------------------	--------

### **Première partie :**

Rapport de la première session de la Réunion des Parties.....	page 4
---	--------

### **Annexes**

I.	Résolutions adoptées à la première session de la Réunion des Parties.....	page 18
II.	Règlement intérieur des réunions des Parties à l'Accord.....	page 78
III.	Règlement intérieur du Bureau des Parties à l'Accord.....	page 88
IV.	Liste des documents présentés à la Première session de la Réunion des Parties.....	page 91
V.	Liste des Participants.....	page 94
VI.	Membres du Comité Scientifique.....	page 120
VII.	Liste des Acronymes.....	page 124

### **Deuxième partie :**

Déclarations liminaires (reproduites telles que présentées au Secrétariat).....	page 125
---	----------

# **PREMIÈRE PARTIE :**

## **Rapport de la première session de la Réunion des Parties**

## **Introduction**

1. Suite à l'entrée en vigueur de l'Accord, le 1<sup>er</sup> juin 2001, et conformément à son article III, la première Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée, et de la zone Atlantique adjacente "ACCOBAMS" a été convoquée par le Dépositaire, en consultation avec le Secrétariat de la Convention sur les Espèces Migratrices appartenant à la Faune Sauvage (CMS).
2. À l'aimable invitation de la Principauté de Monaco, la Réunion se tient du 28 février au 2 mars 2002 à l'Hôtel Métropole Palace à Monaco.

## **Participation**

3. Prennent part à la Réunion les représentants des États Parties à l'Accord ci-après : Albanie, Bulgarie, Croatie, Espagne, Géorgie, Malte, Maroc, Monaco, Roumanie.
4. Prennent également part à la Réunion, en qualité d'observateurs, les représentants des États riverains de l'aire de répartition de l'Accord suivants: Bosnie-Herzégovine, Égypte, France, Grèce, Jamahiriya Arabe Libyenne, Liban, Portugal, Royaume-Uni, Tunisie, Turquie et Ukraine, ainsi que la Commission européenne, qui ne sont pas encore Parties à l'Accord.
5. Sont enfin présents en qualité d'observateurs les représentants des Secrétariats et Organisations des Nations Unies ; des Organisations intergouvernementales ; des Organisations non gouvernementales et des Organismes ou Institutions scientifiques ci-après: Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM/PNUE), Convention sur la Conservation des Espèces Migratrices appartenant à la Faune Sauvage (CMS), Centre d'activités régionales/Aires spécialement protégées (CAR/ASP-PAM), Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique et de la mer du Nord (ASCOBANS), Commission baleinière internationale (CBI), Commission Internationale pour l'Exploration Scientifique de la Méditerranée (CIESM), Convention de Berne/Conseil de l'Europe, NATO SACLANT CEN, Union mondiale pour la nature (UICN), American Society of International Law Wildlife Interest Group (JIWLP), Association de Sauvegarde des Mammifères Marins (ASMS), Blue World, European Cetacean Society (ECS), Groupe de Recherche sur les Cétacés (GREC), Greenpeace, MAREVIVO, Mediterranean Protected Areas Network (MEDPAN), SOS Grand Bleu, Swiss Cetacean Society (SCS), Tethys Research Institute, Whale and Dolphin Conservation Society (WDCS), World Wide Fund for Nature (WWF-France), Instituto Centrale per la Ricerca Scientifica e Tecnologica Applicata al Mare (ICRAM), Musée océanographique de Monaco, BLUWEST et Whalecraft.
6. La liste complète des participants figure à l'annexe de ce rapport.

## **Point 1 de l'ordre du jour : Allocutions de bienvenue**

7. S.E. M. Bernard Fautrier, Ministre en charge de la Coopération Internationale pour l'Environnement et le Développement de la Principauté de Monaco, représentant le pays hôte, après avoir souhaité la bienvenue aux participants et plein succès dans leurs travaux, rappelle le rôle très actif que son pays a eu à cœur de jouer, tant lors des négociations ayant conduit à l'adoption et la signature d'ACCOBAMS que par la suite en assumant les fonctions de Dépositaire et de Secrétariat intérimaire, et en s'employant à promouvoir la ratification de l'Accord par tous les Pays riverains et la Commission Européenne. Malgré un ordre du jour chargé, où figurent en bonne place les questions procédurales, financières et administratives que doit régler toute première réunion institutionnelle, M. Fautrier espère que cette dernière permettra aussi d'avancer dans les domaines concrets de la mise en œuvre de l'Accord.
8. M. Robert Hepworth, Directeur adjoint, Division des Conventions environnementales du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), s'exprimant au nom du Directeur exécutif de

son Organisation, M. K. Töpfer, adresse à la Principauté ses remerciements pour le concours moral et matériel qu'elle n'a cessé d'apporter pour que l'ACCOBAMS devienne une réalité bien vivante. Les Cétacés relient l'humanité à ses origines les plus lointaines, historiques et mêmes préhistoriques. Ils ont imprégné de leur mythologie la culture classique, ce qui nous crée des devoirs envers eux aujourd'hui qu'ils sont en déclin et menacés par nos activités. Le PNUE favorise une coopération plus étroite et le regroupement des conventions internationales et régionales, accords multilatéraux et bilatéraux qui sont "cousins". L'orateur insiste sur la nécessité de mettre en place un partenariat élargi à toutes les organisations et associations à même d'apporter leurs compétences dans le traitement des sujets "transversaux" des diverses conventions environnementales et il mentionne, à cet égard, l'élaboration d'un "atlas numérique des mammifères marins".

9. M. Arnulf Müller Helmbrecht, Secrétaire Exécutif du Secrétariat de la CMS/PNUE, félicite les autorités de la Principauté pour l'excellente organisation de la Réunion et leur contribution dynamique et fondamentale tout au long du processus d'ACCOBAMS, dont les travaux de ces trois jours doivent sceller l'efficacité. L'ACCOBAMS a bénéficié de l'expérience de la CMS et, par les liens privilégiés que l'Accord va instaurer avec les Conventions de Barcelone, de Bonn et de Berne ("les trois B") ainsi qu'avec celle de Bucarest, il offrira une base solide à la préservation d'une espèce "charismatique", avec des incidences positives pour d'autres espèces menacées. À cet égard, M. Müller Helmbrecht invite les participants à collaborer à l'outil GROMS – le Registre mondial des espèces migratrices – de la CMS.

### **Inauguration officielle**

10. S.E. M. Bernard Fautrier transmet à la réunion le message de Son Altesse Sérénissime le Prince Héritaire Albert de Monaco. Cette allocution, qui figure à l'annexe de ce présent rapport, expose l'engagement tant passé que présent de la Principauté dans le domaine de la connaissance et de la protection de la biodiversité marine.

11. Il souligne la forte implication de son pays pour la création de l'ACCOBAMS et son souhait que des actions concrètes, suite à cette première Réunion des Parties soient prises pour la mise en œuvre de mesures de protection des cétacés et rappelle à cette occasion, la récente entrée en vigueur (21 février 2002), de l'Accord entre la France, l'Italie et Monaco portant création du Sanctuaire pour les mammifères marins.

12. L'ACCOBAMS permettra la mise en œuvre d'une coopération internationale nécessaire à la sauvegarde de notre patrimoine commun, thème qui sera largement traité dans le cadre des discussions sur la gouvernance environnementale internationale, lors du Sommet Mondial pour le Développement Durable qui se tiendra en septembre prochain à Johannesburg. Il s'agit désormais d'organiser cette coopération, afin de la rendre la plus efficace possible et d'exploiter au mieux les synergies qui existent dans les différentes régions couvertes par l'Accord.

### **Point 2 de l'ordre du jour : Ouverture**

13. Le Président donne la parole aux représentants des Conventions de Barcelone et de Bonn, qui remercient la Principauté de la chaleur de son accueil et de l'occasion qu'elle leur offre d'évoquer les rapports privilégiés de leurs organisations respectives avec l'ACCOBAMS.

14. M. Lucien Chabason, Coordonnateur du Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM/PNUE) (Convention de Barcelone), rappelle qu'en 1996, l'ACCOBAMS a été adopté et signé en même temps que deux annexes au nouveau Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée de la Convention de Barcelone, dont une disposition sur la liste des ASPIM (Aires Spécialement Protégées d'Importance Méditerranéenne) concerne, entre autres, le Sanctuaire pour les mammifères marins établi par Monaco, la France et l'Italie. Le CAR/ASP (Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées) de Tunis assure aussi le suivi technique d'un plan d'action pour les Cétacés adopté dans le cadre du PAM en 1991. Les Cétacés sont actuellement couverts en Méditerranée par six conventions, d'où une complexité juridique qui appelle une coopération structurée et rationalisée

favorisée aujourd'hui par les actions et les réunions qu'organise le PNUE autour du concept de "Gouvernance Environnementale Internationale" (IEG).

15. Mme Françoise Bauer, Division du patrimoine naturel du Conseil de l'Europe, présente les objectifs et les principales réalisations de la Convention de Berne où la vie sauvage est considérée dans son ensemble, une attention particulière étant accordée aux espèces menacées, et notamment aux Cétacés dont les habitats sont protégés dans le cadre du réseau Émeraude. Elle souligne qu'une des innovations de la Convention de Berne consiste en l'établissement de "dossiers" à la suite de plaintes déposées le plus souvent par des ONG, et que des efforts sont déployés aujourd'hui pour jeter, dans le champ d'action de la Convention, un pont entre les pays d'Europe et ceux du continent africain. La Convention de Berne tient à réaffirmer qu'elle met à la disposition d'ACCOBAMS ses acquis et son cadre institutionnel.

16. Le Président, propose d'examiner le projet de résolution 1.1 (MOP1/10) qui s'applique dans le cas présent à la Tunisie et la Réunion décide d'octroyer à ce pays, qui a déposé son instrument de ratification le 15 janvier 2002, mais qui ne deviendra membre qu'à partir du 1<sup>er</sup> avril 2002, un droit de vote durant cette première Réunion des Parties. Cette proposition recueille l'assentiment de la Réunion qui adopte la résolution 1.1.

### **Point 3 de l'ordre du jour : Adoption du Règlement intérieur de la Réunion des Parties**

17. Le Président explique que le projet de Règlement intérieur de la Réunion des Parties, figurant sous la cote MOP1/5, a fait l'objet, à la suite des consultations informelles qu'ont eues depuis la veille les chefs de délégation, d'une modification permettant de désigner trois Vice-Présidents. Le Secrétariat précise que, pour l'essentiel, le projet s'inspire des Règlements intérieurs des réunions des Parties de la Convention mère (CMS), de ses Accords et de la Convention de Barcelone. Après acceptation de nouvelles modifications présentées par un délégué, le Règlement intérieur est adopté par la Réunion.

### **Point 4 de l'ordre du jour : Élection du Bureau**

18. Le Président propose, suite aux consultations menées entre les chefs de délégation avant la Réunion, que le Bureau soit composé d'un Président et de deux Vice-Présidents, dont l'un assurera également les fonctions de Rapporteur. Il précise qu'un troisième Vice-Président, si les Parties le jugent nécessaire, pourra également être désigné durant la Réunion en tenant compte d'une répartition géographique équitable et de la composition du Comité scientifique qui sera retenue<sup>1</sup>.

19. La Réunion approuve la composition suivante du Bureau:

Président: S.E. M. Bernard Fautrier (Monaco)  
Vice-Président: M. Simion Nicolaev (Roumanie)  
Vice-Président et Rapporteur: Mme Tatiana Hema (Albanie)

### **Point 5 de l'ordre du jour: Adoption de l'ordre du jour**

20. L'ordre du jour est adopté sans modification.

### **Point 6 de l'ordre du jour: Adoption du Règlement intérieur du Bureau**

21. Le Règlement intérieur est adopté après modification du point c) de l'article premier du document MOP1/6.

---

<sup>1</sup> : le troisième Vice-Président a été désigné en fin de réunion. (cf. paragraphe 92 du présent rapport).

**Point 7 de l'ordre du jour : Admission des observateurs**

22. La Réunion des Parties approuve la participation des observateurs mentionnés dans le document MOP 1/7.

**Point 8 de l'ordre du jour : Établissement du Comité de vérification des pouvoirs**

23. La Réunion décide de limiter à trois personnes la composition du Comité de vérification des pouvoirs. Les membres de ce Comité seront issus des délégations qui composent le Bureau.

**Point 9 de l'ordre du jour : Rapports du :**

**a) *Secrétariat intérimaire***

24. Mme Marie-Christine Van Klaveren, Secrétaire intérimaire de l'ACCOBAMS, présente son rapport d'activités (document MOP1/8) depuis la Conférence diplomatique de signature de l'Accord. Elle retrace les principales actions entreprises pour la promotion de l'Accord dans les pays de l'aire de répartition, au sein des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales et des institutions pertinentes. Elle expose également les activités qui ont été réalisées pour la préparation de la première Réunion des Parties et pour la mise en place du plan de conservation, qui a conduit notamment à l'organisation d'un atelier pour la mer Noire et à la participation au côté du CAR/ASP à un atelier pour les pays méditerranéens.

25. Mme Van Klaveren demande à ce que les Parties et les autres États riverains qui ne l'auraient pas encore fait désignent des points focaux nationaux, condition nécessaire à l'établissement de contacts pérennes entre les Parties et le Secrétariat.

**b) *Dépositaire***

26. Le Dépositaire indique qu'il a rempli ses fonctions aux termes de l'Accord : à ce jour, dix instruments de ratification ont été déposés sans qu'aucune réserve n'ait été exprimée ; tous les États signataires du présent Accord, ainsi que les Secrétariats de l'Accord et de la CMS ont été tenus régulièrement informés des signatures et dépôts d'instruments de ratification et d'adhésion; les Parties ne l'ayant pas encore fait ont été instamment priées de ratifier l'Accord tandis qu'était mis à la disposition du Secrétariat intérimaire les moyens financiers nécessaires à son bon fonctionnement.

27. Par ailleurs, le Dépositaire a étudié les possibilités de poursuivre son action en faveur de l'Accord et d'héberger le Secrétariat permanent de l'Accord en prenant à sa charge une partie de ses frais administratifs (document MOP1/11), ce qui libérerait d'autant une partie des contributions des pays pour les consacrer à des actions de conservation.

28. Le Président demande aux États non encore Parties à l'Accord d'informer la Réunion sur l'état d'avancement de leurs procédures de ratification. La France et le Portugal indiquent que leurs procédures sont bien avancées et qu'elles devraient aboutir d'ici à la fin 2002. La Grèce, le Royaume-Uni, le Liban, l'Égypte, la Turquie et l'Ukraine déclarent avoir l'intention d'adhérer à l'Accord sans toutefois être en mesure de préciser la date. Par ailleurs, la Commission européenne déclare qu'elle n'a pas l'intention, pour le moment, de demander au Conseil de l'UE d'envisager un mandat de négociation pour l'adhésion à l'Accord. Le Royaume-Uni précise qu'il a proposé de verser au Fonds d'affectation une contribution de 10 000 Euros pour 2002, qu'il devienne ou non Partie au cours de cette même année. La France indique qu'elle versera une contribution volontaire dont le montant sera équivalent à sa cotisation en tant que Partie.

## **Point 10 de l'ordre du jour : Rapport du Comité de vérification des pouvoirs**

29. Le Comité de vérification des pouvoirs s'est réuni le 28 février 2002 pour examiner les pouvoirs des représentants des Parties et rend compte oralement à la Réunion qu'il a constaté qu'ils étaient en bonne et due forme<sup>2</sup>.

## **Point 11 de l'ordre du jour : Structures institutionnelles:**

### ***a) Mise en place du Secrétariat permanent de l'Accord***

30. La délégation de la Principauté de Monaco confirme l'offre de son Gouvernement d'accueillir le Secrétariat de l'Accord selon les modalités décrites en annexe du projet de Résolution 1.2.

31. Les Parties approuvent la résolution 1.2, et confient le Secrétariat permanent à la Principauté de Monaco en précisant que cet arrangement peut être révisé à chaque réunion des Parties sur requête du pays hôte ou de toute autre Partie à l'Accord sous réserve de notification au Secrétariat permanent 60 jours avant le début de la réunion des Parties.

32. Le Secrétaire Exécutif de la CMS remercie la Principauté de Monaco pour les arrangements relatifs au Secrétariat permanent qui lui permettront de travailler dans des conditions optimales.

33. Tous les participants félicitent le Secrétaire intérimaire pour le travail qu'elle a déjà réalisé et lui souhaite plein succès dans ses nouvelles fonctions de Secrétaire Exécutif de l'Accord.

### ***b) Mise en place du Comité Scientifique***

34. Le Secrétaire Exécutif, présentant le projet de résolution 1.3, indique que le Comité Scientifique sera composé de 12 membres, un expert qualifié choisi parmi les représentants de chacune des quatre régions géographiques qui sont proposées et définies à l'annexe 1 du document MOP1/13, de cinq experts désignés par la CIESM, d'un représentant de l'UICN, de l'ECS et du Comité Scientifique de la CBI.

35. Le Secrétaire général de la CIESM confirme que la Commission est disposée à apporter une contribution très concrète à l'ACCOBAMS, tant au plan matériel en prenant en charge les frais de participation de ses cinq experts qu'au plan scientifique en désignant les experts qui lui paraissent les plus compétents pour siéger au sein du Comité et dont il communique les noms (Alex Aguilar, Pierre Beaubrun, Alexei Birkun, Alexandros Frantzis et Giuseppe Notarbartolo di Sciara). Dans l'esprit de la CIESM, le Comité doit fonctionner en toute indépendance dans le seul souci de sa finalité scientifique.

36. L'UICN, l'ECS et la CBI confirment également leur intention de participer pleinement aux travaux du futur Comité scientifique. L'ASCOBANS demande également à participer aux travaux du Comité.

37. La WDSCS souligne l'importance des Organisations non gouvernementales pour la connaissance et la conservation des Cétacés et souhaite que celles-ci puissent être impliquées dans les travaux du Comité Scientifique.

38. Étant donné l'importance du Comité Scientifique, une délégation propose que les suppléants des représentants régionaux puissent également participer aux réunions du Comité.

39. Le Président estime qu'il revient au Comité scientifique lui-même de décider des suites à donner aux propositions visant à l'élargir et que, au demeurant, il est déjà prévu par le projet de résolution à l'examen que son Président pourra faire appel à des compétences extérieures dans des domaines spécifiques.

---

<sup>2</sup> : cf. le rapport du Comité de vérification des pouvoirs en annexe du présent rapport.



La Réunion se range à cet avis et adopte la résolution 1.3 en confiant au Comité Scientifique le soin de définir ses modalités de fonctionnement et son Règlement intérieur.

40. Suite aux consultations intervenues entre les délégations représentant les quatre régions de la zone de l'Accord, la composition suivante est décidée, pour ceux d'entre eux qui seront membres du Comité<sup>3</sup> :

région Méditerranée Orientale: Anastasia Komnenou ( suppléante: A. Metaxatou);

région Méditerranée Centrale: Drasko Holcer (suppléant: Alfred Baldacchino);

région Méditerranée Occidentale et zone Atlantique adjacente: Abdellatif Bayed (suppléant: Juan Antonio Raga);

région Mer Noire: Akaki Komakhize (suppléant: Tzvetan Stanev),

étant entendu que ces membres du Comité représentent leur région et non leur pays.

#### **c) *Désignation des Unités de coordination sous-régionales***

41. Le Secrétaire exécutif présente le projet de résolution 1.4 concernant l'établissement de l'Unité de coordination sous-régionale pour la mer Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente.

42. Le Directeur du CAR/ASP, indique que dès 1991 les Parties contractantes à la Convention de Barcelone ont adopté un plan d'action pour la conservation des cétacés et qu'à leur Onzième réunion ordinaire, ils ont demandé au CAR/ASP (Malte, novembre 1999) de travailler en synergie avec le Secrétariat intérimaire de l'ACCOBAMS. Dans ce contexte, a notamment été organisée une réunion d'experts pour l'élaboration de plans d'action nationaux et la mise en place d'un réseau de suivi des échouages. Il rappelle également l'inscription récente du Sanctuaire pour la conservation des mammifères marins en Méditerranée occidentale sur la liste des ASPIM.

43. Suite à cette présentation, la Réunion des Parties approuve la résolution 1.4 qui confie au CAR/ASP les fonctions d'Unité de coordination sous-régionale et donne mandat au Secrétariat de signer un mémorandum de coopération avec le Centre.

44. Le Secrétaire exécutif présente le projet de résolution 1.5 concernant l'établissement de l'Unité de coordination sous-régionale pour la Mer Noire en indiquant que le représentant de la Commission pour la Mer Noire n'a pu prendre part à la présente réunion pour des raisons indépendantes de sa volonté.

45. La Réunion des Parties approuve la résolution 1.5 qui entérine la désignation du Secrétariat de la Commission pour la Mer Noire comme Unité de coordination sous-régionale et donne mandat au Secrétariat permanent de signer le mémorandum de coopération avec cette Commission.

### **Point 12 de l'ordre du jour : Matières budgétaires**

#### **a) *Adoption du budget pour la période 2002-2004***

46. Le Secrétaire Exécutif présente le projet de budget de l'Accord (document MOP/16/Rev.1) et le projet de résolution 1.6 sur les questions financières et administratives (document MOP/17/Rev.1). Elle précise que le budget est divisé en deux parties, une administrative et une destinée à des actions de conservation. Cette dernière a pu être proposée du fait des économies réalisées grâce à la prise en charge du Secrétariat par la Principauté de Monaco.

47. Elle précise que les options essentielles de la partie administrative concernent la prise en charge des frais de participation des Parties en développement et en économie de transition aux réunions des Parties contractantes, des membres du Bureau, des représentants régionaux au Comité scientifique, des Unités de

---

<sup>3</sup> : Les adresses complètes de tous les experts du Comité scientifique figurent en annexe au présent rapport.

coordination et des représentants de certaines Organisations associées aux réunions de ce Comité. Par rapport au document présenté, elle indique que le budget devra être légèrement augmenté pour couvrir les conséquences des modifications de la composition du Bureau.

48. Suite à cette présentation, la première partie de l'annexe 1 du budget 2002-2004 relative aux fonctions administratives est adoptée par la Réunion.

49. Lors de l'examen de la deuxième partie de l'annexe 1 relative aux actions de conservation, certains délégués se sont interrogés sur l'opportunité de faire apparaître pour 2002 des montants et des actions dont le financement par les contributions n'est pas actuellement assuré.

50. Un délégué demande des précisions sur l'absence de fonds pour la ligne budgétaire 941 (Plan de conservation pour les cétacés de la Mer Noire). Le Secrétariat rappelle que cette ligne budgétaire est reliée au projet de "taille moyenne" destiné à être présenté pour financement au Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM).

51. Une délégation attire l'attention de la Réunion sur la disproportion entre les fonds attendus sous forme de contributions volontaires et ceux qui sont inscrits au budget de l'Accord à la ligne budgétaire 964 (Développement d'un réseau de bibliographies et de banques de données documentaires spécialisées). Cette délégation souligne le risque qu'un tel montant, qui représente la moitié des contributions volontaires attendues, n'implique de la part du Secrétariat un trop grand investissement au détriment d'autres activités. Le Secrétariat précise que les montants inscrits dans la colonne "Fonds d'affectation spéciale" sont destinés pour certains à préparer les dossiers devant servir de support pour la recherche de bailleurs de fonds.

52. Prenant en considération l'observation de certains délégués, le Président appelle l'attention des participants sur la composante "actions de conservation" du budget pour laquelle les contributions 2002 risquent de ne pas en permettre la mise en œuvre et propose une hiérarchisation des actions de conservation en fonction des disponibilités budgétaires. À la suite d'un débat, il est convenu d'apporter une modification au point 6 du projet de résolution 1.6 afin de donner au Bureau mandat d'arrêter, en fonction des moyens financiers disponibles, des priorités parmi les activités figurant dans cette composante du budget.

53. Le Secrétaire Exécutif présente l'annexe 2: "Contributions 2002-2004" et précise que cette clé est élaborée sur la base de celle des Nations Unies adaptée à la zone ACCOBAMS. Afin d'éviter que les frais de gestion et de recouvrement ne soient supérieurs à la contribution elle-même, elle propose que soit établie une contribution plancher de 200 Euros. Par ailleurs, le Royaume-Uni n'étant présent dans la zone qu'au travers de territoires à statut particulier, le Secrétariat n'a pas été à même de faire une proposition concernant le montant de sa contribution. Le délégué du Royaume-Uni confirme à nouveau la position de son pays et sa volonté de participer dès à présent au budget de l'Accord en apportant une contribution volontaire.

54. La Réunion adopte la résolution 1.6 et ses annexes.

***b) Établissement d'un fonds additionnel de conservation***

55. Le Secrétaire Exécutif présente le projet de résolution 1.7 sur la création d'un fonds additionnel de conservation (document MOP1/18/Rev.1). Ce fonds ne serait opérationnel qu'à partir de la deuxième Réunion des Parties contractantes mais prévoit la mise en place d'un mécanisme provisoire. Ainsi, les éventuelles contributions au titre de ce fonds seraient destinées à la mise en œuvre d'actions de conservation prévues au budget 2002-2004 et, dans le meilleur des cas, au lancement d'autres activités adoptées comme priorités internationales de mise en œuvre de l'Accord. Ce mécanisme n'exclut pas la possibilité d'un financement par le biais de programmes de coopération bilatérale ou multilatérale et le Secrétariat demande que, dans la mesure du possible, des informations sur de tels projets lui soient communiquées afin de les valoriser.

56. À cette occasion, les représentants de la Société Whale Craft, concepteur de mobilier urbain et d'objets promotionnels pour la conservation des cétacés, exposent un projet de partenariat avec l'Accord et de participation au fonds additionnel de conservation.

57. La Réunion adopte la résolution 1.7.

### **Point 13 de l'ordre du jour : Adoption d'un format pour les rapports nationaux des Parties**

58. Le Secrétariat présente le projet de résolution 1.8 sur l'établissement d'un format standard de rapports nationaux, que les Parties sont tenues d'adopter à leur première Réunion aux termes de l'article III.7 f) de l'Accord. La résolution et son annexe contenant les divers types de format sont adoptés par la Réunion.

### **Point 14 de l'ordre du jour : Mise en œuvre de l'Accord:**

#### ***a) État des connaissances des populations de cétacés***

59. M. Giuseppe Notarbartolo di Sciara, expert auprès du Secrétariat, présente le document MOP1/Inf.6 que le Secrétariat intérimaire a commandité à un groupe d'experts de renommée internationale pour faire le point sur l'état des connaissances des populations de cétacés et les menaces auxquelles elles sont exposées. L'expert décrit les sections 3, 4 et 5 respectivement consacrées aux aspects suivants: "espèces de cétacés présentes en mer Noire et en Méditerranée", "problèmes de conservation" et "besoins et stratégies en matière de conservation".

60. La Réunion prend note du document. Sur proposition du Président, compte tenu du fait qu'il s'agit d'un document d'information qui présente un grand intérêt scientifique au regard des objectifs de l'Accord, il est décidé que des participants pourront à un stade ultérieur des travaux formuler des observations ou des interrogations sur son contenu, après en avoir pris plus ample connaissance.

61. Le représentant de l' "American Society of International Law Wildlife Interest Group (JIWLP)" souligne l'intérêt pour ACCOBAMS d'étudier de manière approfondie la mise en œuvre du principe de précaution appliqué aux finalités de l'Accord, et l'étude dans ce cadre d'un projet de lignes directrices.

#### ***b) Stratégies de conservation***

##### *1) Priorités internationales de mise en œuvre 2002-2006*

62. M. Notarbartolo di Sciara présente en détail les 18 actions prioritaires du document MOP1/20 dont chacune se réfère à un article du plan de conservation et à une ligne budgétaire correspondante dont le montant est indicatif. Il précise que le document a été établi dans le cadre d'une vaste concertation avec les cétologues méditerranéens et le Secrétariat mais sans chercher à établir une hiérarchie entre les diverses actions.

63. Cet exposé conduit plusieurs intervenants à formuler les observations suivantes :

Action 3 (Création d'une base de données sur les captures accidentelles) : la recherche d'un approfondissement des connaissances ne doit pas occulter l'urgence des interventions à engager sur la réduction de ces captures; l'expert répond qu'un projet concret est explicitement prévu dans l'action.

Action 4 (Mise en œuvre de projets pilotes dans des zones contenant des habitats critiques) : la représentante de la Croatie fait part de l'intérêt de son pays, qui a déjà engagé des actions pour la zone de l'archipel Losinj-Cres comprenant l'inscription de la zone dans le cadre du réseau Émeraude de la

Convention de Berne; la représentante de la Grèce propose qu'une zone pilote soit mise en place dans le nord de la mer Égée pour le marsouin, car il apparaît que cette espèce qui migre de la mer Noire est extrêmement menacée.

Action 5 (Méthodes d'évaluation de la dégradation des habitats) : le Directeur du CAR/ASP signale que son Centre organise un atelier en juin 2002 sur ce thème, en coopération avec la FAO-COPEMED, et que l'on pourrait synchroniser les deux programmes.

Action 6 (Planification de la conservation des cétacés dans la mer Noire) : le Secrétaire exécutif de la CMS suggère qu'une attention spéciale soit portée à l'identification de zones marines susceptibles d'être établies comme aires protégées transfrontières, pour les petits cétacés notamment, car, à sa connaissance, seuls des sanctuaires marins nationaux existent ou sont actuellement envisagés dans cette mer.

Action 10 (Identification des sites importants pour la conservation du rorqual commun) : le représentant du WWF fait état des études qu'il mène sur le rorqual commun. Il ajoute que les projets axés sur cette espèce permettront également de collecter des données sur d'autres espèces dans les zones étudiées.

Action 12 (Formation à long terme) : l'ASCOBANS se dit intéressé à coopérer avec l'ACCOBAMS pour élaborer et mettre en œuvre un programme de formation à long terme.

Action 14 (Création de répertoires) : un délégué demande que soit mieux prise en compte la zone Atlantique adjacente à laquelle, remarque-t-il, il n'a pas été fait suffisamment référence au cours de la Réunion.

64. Suite à l'exposé par l'expert de l'Action 13 (Outils éducatifs), la SCS présente la "mallette de formation ACCOBAMS", établie à la demande du Secrétariat intérimaire, et qui comporte classeur pratique, diapositives, ainsi qu'un CD-ROM sur les sons des principales espèces avec les spectrogrammes correspondants et vidéo. Pour ce projet qu'elle conçoit comme étant de nature évolutive, la SCS sollicite des observations et des contributions.

65. À propos des Actions 15, 16 et 17 (Réseaux sur les échouages, Banques de données scientifiques et de tissus) et, d'une manière plus générale, de l'ensemble des actions qui sont proposées, le Secrétaire exécutif de la CMS, appuyé par le Président et d'autres délégués, fait valoir la nécessité d'agir en synergie pour répondre à des besoins spécifiques. À cet égard, l'intérêt d'une coopération entre l'ASCOBANS et l'ACCOBAMS est mis en exergue dans le souci d'harmoniser et de normaliser des systèmes de banques différents. L'ASCOBANS fait également part de son désir de coopérer avec l'ACCOBAMS sur la question de la mise en place d'un réseau sur les échouages. Deux participants soulignent que la liste d'actions prioritaires ne saurait prétendre à l'exhaustivité : il convient de prendre en compte l'état encore très fragmentaire des connaissances, de poursuivre les actions engagées et de ne pas exclure d'autres domaines d'actions.

66. À la lumière de ces considérations, il est décidé que la résolution 1.9 est adoptée sous réserve d'une reformulation à laquelle sont invités à contribuer tous ceux qui ont émis des observations.

## *2) Banques de données et réseaux sur les échouages*

67. M. Juan Antonio Raga, expert en biologie animale de l'Université de Valencia, présente son "Rapport sur l'établissement d'un réseau régional pour l'échouage des cétacés en Méditerranée et dans la mer Noire" (document MOP1/Inf.7/Rev.1) assorti d'un projet de résolution qui s'articule autour de l'offre de l'Espagne de compléter la base de données MEDACES pour couvrir l'ensemble de la région méditerranéenne, d'en confier la gestion au CAR/ASP et de charger le Secrétariat permanent de rechercher les moyens de l'étendre aux données de la mer Noire.

68. La Réunion décide d'adopter la résolution 1.10 avec une légère modification rédactionnelle visant à mieux expliciter que la banque MEDACES sera développée dans l'intérêt et avec le concours de tous les États riverains.

69. Le représentant de la WDCCS rappelle que les Parties se sont engagées à secourir les animaux échoués vivants et appelle l'attention des participants sur un rapport décrivant les protocoles de sauvetage

des cétacés échoués. Ce rapport, ainsi que de plus amples informations sur cette question, sont consultables sur le site <http://www.wdcs.org> et <http://www.bdmls.org>.

### 3) *Lignes directrices pour l'observation des cétacés à des fins commerciales*

70. M. Tullio Scovazzi, Professeur de droit international à l'Université de Milan-Bicocca, présente le projet de résolution 1.11 sur l'observation des cétacés à des fins commerciales et les lignes directrices qui l'accompagnent. Il indique que les lignes directrices ont été élaborées sur la base d'un examen approfondi des législations nationales et internationales existantes comme celles de la Nouvelle-Zélande et du Queensland. L'intention n'est pas d'insister sur l'aspect répressif des activités d'observation des cétacés mais d'encadrer celles-ci – dont l'essor est considérable depuis plusieurs années – pour qu'elles n'aient pas d'effets préjudiciables sur les cétacés tout en permettant de sensibiliser le public à la question de leur préservation et de créer des ressources économiques.

71. Un débat nourri s'engage à la suite de cette présentation. Selon plusieurs intervenants, affirmer à ce stade qu'une réglementation est nécessaire, avec un régime de sanctions, susciterait des problèmes juridiques au niveau des Parties. Sans rien brusquer, il conviendrait d'abord d'adopter une recommandation visant à présenter une série de lignes directrices dont on saisirait le Comité Scientifique pour qu'il les affine en fonction de l'évolution des connaissances. Il est également proposé d'associer au processus des agences spécialisées, comme l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) et les grands voyagistes, de revoir certains détails des conditions fixées pour le comportement vis-à-vis des cétacés et de ne pas se limiter aux fins commerciales de l'observation, qui ne sont pas seules en cause. Enfin, selon le Directeur du CAR/ASP, comme en témoignent les demandes qu'adressent de nombreux pays à son Centre pour bénéficier d'une assistance à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une législation pertinente, les contraintes financières qui pèsent sur nombre de Parties sont un élément à ne pas perdre de vue.

72. D'autres intervenants, dont une majorité représentant des ONG engagées depuis de nombreuses années dans ce domaine, plaident sans réserve pour l'adoption des lignes directrices proposées, au motif que "le mieux étant l'ennemi du bien", à trop vouloir parfaire le document, on se priverait d'une avancée déterminante pour toute la zone ACCOBAMS. Nombreuses sont les associations qui ont déjà publié et divulgué des codes de conduite, et le principe de subsidiarité autorise en l'occurrence à envisager les lignes directrices comme un cadre général d'orientation laissant à chaque Partie la latitude de fixer les modalités précises d'application.

73. Le Président considère que, tout en se gardant de vouloir imposer un cadre réglementaire qui outrepasserait les termes de l'Accord, la Réunion doit délivrer dès maintenant un message positif et fort sur la nécessité, pour chaque Partie, d'élaborer ou de renforcer une réglementation pertinente en prenant en compte les lignes directrices et en précisant bien quels sont les publics concernés. Sur sa proposition, il est décidé qu'un comité de rédaction va revoir le texte pour le soumettre à l'adoption de la Réunion.

74. Suite à la révision du document par le comité de rédaction, la résolution 1.11 est adoptée.

### 4) *Conservation du *Tursiops truncatus* : Grand Dauphin de la Mer Noire*

75. Le Secrétariat présente le projet de résolution 1.12 sur la conservation du Grand Dauphin (*Tursiops truncatus*) de la mer Noire qui invite les Parties à renforcer les mesures de prohibition des captures intentionnelles et des échanges à des fins commerciales et à répondre favorablement à une demande de la CITES de participer à la préparation d'un dossier en vue du transfert de cette population de l'annexe 2 à l'annexe 1 de la Convention.

76. M. Alexei Birkun, expert auprès du Secrétariat, présente son rapport sur la situation du Grand Dauphin en mer Noire. Il insiste sur les graves menaces auxquelles est exposée l'espèce: dégradation de ses habitats résultant de la pollution du milieu marin, perturbations imputables au trafic maritime, aux activités militaires et aux pêcheries, prises et massacres intentionnels, prises et mortalité accidentelles.

77. Lors de l'échange de vues qui suit cette présentation, un délégué ayant émis des doutes quant à la possibilité, pour l'heure, d'une identification génétique qui permettrait d'affirmer que le Grand Dauphin de la Mer Noire est différent de celui de la Méditerranée, le Secrétariat précise que les travaux qu'il développe avec les experts de la région l'autorisent à penser que cette question pourrait être réglée avant la réunion de la CITES. Un autre intervenant estime, pour sa part, que, face à la situation critique où se trouve l'espèce et à la réalité du commerce dont elle fait l'objet, on ne saurait invoquer l'absence d'éléments scientifiques probants pour ne pas agir et que, en tout état de cause, le recours au principe de précaution est amplement justifié.

78. Selon un autre participant, l'adoption en juin 2002, dans le cadre de la Convention de Bucarest, d'un protocole relatif à la biodiversité qui comportera en annexe une liste d'espèces menacées où figurera *Tursiops truncatus* constitue une évolution très favorable et une incitation supplémentaire à l'adoption de la résolution à l'examen. Il est appuyé par un délégué qui considère que cette adoption est également essentielle à la visibilité de l'ACCOBAMS en permettant à la CITES de se prévaloir d'une position sans ambiguïté de la Réunion. Enfin, il est proposé, pour éviter tout "cercle vicieux", dont tirerait parti le commerce de l'espèce, de prohiber à la fois l'importation, l'exportation et la réexportation de *Tursiops truncatus* en provenance des États de l'aire de répartition de l'ACCOBAMS, et notamment de ceux qui sont riverains de la mer Noire.

79. Prenant acte du consensus qui se dégage du débat, le Président propose que la rédaction de la résolution soit revue pour tenir compte des observations qui ont été faites, en veillant toutefois à ce que les dispositions juridiques qui seront proposées le soient sous forme d'une invitation aux Parties.

80. À la suite de la révision par le comité de rédaction de la résolution 1.12, celle-ci est adoptée par la Réunion.

##### 5) *Projet FEM de "taille moyenne" pour la protection des cétacés de la mer Noire*

81. M. Alexei Birkun présente le "projet de taille moyenne" du FEM pour la restauration de la biodiversité de la Mer Noire et l'utilisation durable des ressources biologiques grâce au développement d'un système régional pour le suivi, la conservation et la gestion des populations de cétacés (BLASCET). Il indique que l'élaboration de ce projet a démarré il y a maintenant deux ans à l'initiative du Secrétariat intérimaire de l'Accord. Ce projet, qui couvre toute la région de la Mer Noire, pourrait être soumis au FEM/PNUE ou au FEM/PNUD. Ce projet couvre deux des priorités du FEM, le Programme opérationnel pour les écosystèmes marins et d'eau douce (OP2) et le Programme opérationnel sur les contaminants (OP10). Mis à part l'objectif d'amélioration des connaissances sur l'abondance, la distribution, la nutrition, les menaces et la génétique, ce projet devrait également permettre la mise en œuvre des législations tant aux niveaux national qu'international. Ces résultats devraient donc largement contribuer, sur la base des informations scientifiques qui auront été collectées, à élaborer des recommandations pour la restauration de la biodiversité et pour l'utilisation durable des ressources biologiques de la mer Noire. Les contributions attendues sont estimées à deux millions de dollars pour quatre ans et pour six pays, dont un million proviendrait du FEM.

82. Les participants à la Réunion soulignent l'intérêt de ce projet et souhaitent qu'il soit présenté au FEM.

**c) *Législations nationales***

83. Le Secrétariat précise qu'un questionnaire a été diffusé en novembre 2000 afin de recueillir des informations sur l'état des législations nationales. Sur la base des réponses et d'autres informations disponibles, M. Scovazzi a élaboré le document MOP1/Inf.9 sur les règles pertinentes du droit national et international.

84. M. Scovazzi indique que le cadre juridique international de la zone ACCOBAMS lui paraît assez complet et surtout dynamique ; en effet, depuis la réalisation de son document, le Sanctuaire pour la protection des mammifères marins est entré en vigueur, le nouveau Protocole "situations critiques" a été adopté et un protocole "biodiversité" est en cours de préparation pour la mer Noire. Il précise avoir porté une attention particulière sur la création d'aires spécialement protégées en haute mer, car en l'absence de zone économique exclusive (ZEE) en Méditerranée, aucune législation ne couvre la haute mer. À l'avenir, des ZEE pourraient être créées en Méditerranée et permettre la couverture juridique de l'ensemble du bassin. Il expose que la situation est plus simple en mer Noire et dans la zone Atlantique adjacente, où des ZEE ont déjà été créées. Il existe également de nombreux éléments dans le droit international actuel (Conventions de Barcelone, de Bucarest et OSPAR) qui permettent aux États de conclure des traités et d'établir des zones marines protégées.

85. Au niveau national, l'examen des législations des pays de l'aire géographique de l'Accord montre des régimes très différents, des lacunes et, dans certains cas, des chevauchements de réglementations. Il indique que certaines dispositions de l'ACCOBAMS exigent d'être intégrées dans les législations nationales des Parties, et notamment l'interdiction d'utiliser des filets maillants dérivants dont la longueur dépasse 2,5 km. M. Scovazzi déclare que des aires protégées marines pourraient être établies au delà de la limite de la mer territoriale, compte tenu de tous les droits et obligations existants.

86. Le Président souligne l'intérêt de ce document, et signale la récente démarche de la France pour la création d'une zone de protection écologique (ZPE) en Méditerranée; il conclut sur la nécessité d'améliorer la coordination entre les différents instruments juridiques et de transcrire ces derniers en droit national.

87. Le Secrétariat indique que les informations sur les cadres juridiques nationaux des Pays de l'Accord seront actualisées compte tenu des données qui lui seront transmises par les Parties dans leurs rapports nationaux.

**d) *Relations avec d'autres organismes***

88. Le Secrétaire Exécutif présente le projet de résolution 1.13 sur l'attribution du statut de "partenaire" de l'ACCOBAMS (document MOP1/24/Rev.1), qui permettra de renforcer les liens entre cet Accord et les organismes pertinents en matière de préservation des mammifères marins.

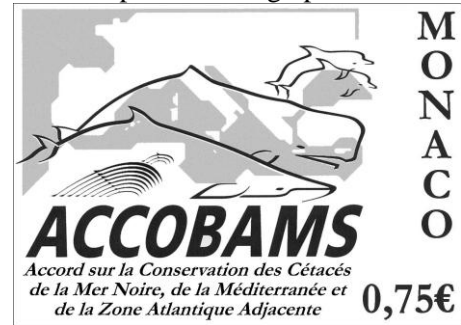
89. Plusieurs délégations, suite à l'étude de l'annexe 1 (Règlement régissant l'attribution du statut de "partenaire" de l'Accord), demandent à ce que ce document soit modifié pour permettre également à des organismes nationaux d'obtenir ce statut. Cette proposition est acceptée. Le Secrétariat rappelle que les nouvelles demandes de partenariat seront inscrites pour examen à l'ordre du jour de la réunion du Bureau.

90. Une autre délégation demande à ce que le terme "Organisations non gouvernementales" soit modifié dans ce document par "Organisations", pour ne pas restreindre l'acquisition de ce statut aux seules organisations non gouvernementales. Cette proposition est acceptée et la résolution 1.13 est adoptée sous réserve des modifications ci-dessus.

**Point 15 de l'ordre du jour : Adoption d'un logo pour l'Accord**

91. Le Secrétaire Exécutif présente le projet de résolution 1.14 sur l'adoption d'un logo pour l'Accord et les modalités de son utilisation en précisant que le logo illustre les huit espèces fréquentes de Méditerranée, les trois espèces de mer Noire, la figure d'ensemble évoquant l'aire géographique de l'Accord ainsi que le souffle des plus grandes espèces. Cette illustration est par ailleurs présentée dans le timbre édité par l'Office Monégasque d'émission des Timbres Postes à l'occasion de la Première Réunion des Parties

La résolution 1.14 est adoptée.



#### **Point 16 de l'ordre du jour : Date et lieu de la deuxième Réunion des Parties**

92. Le Secrétaire Exécutif explique les raisons de sa proposition de tenir la deuxième Réunion des Parties fin 2004. L'Espagne offre d'accueillir, en automne de la même année, la deuxième Réunion des Parties à l'Accord. Cette proposition est acceptée et les Pays remercient l'Espagne de la générosité de son offre. Suite à cette décision, le Président propose et la réunion accepte que le poste de Vice-Président du Bureau vacant soit attribué à l'Espagne, ce qui permettra d'assurer une continuité et de faciliter l'organisation de cette deuxième Réunion des Parties. La résolution 1.15 est adoptée.

#### **Point 17 de l'ordre du jour : Questions diverses**

93. Il est soumis par des participants un projet de résolution (1.16) visant à remercier la Principauté de Monaco pour l'organisation de l'actuelle Réunion et l'appui qu'elle n'a cessé de manifester à l'Accord et à féliciter le Secrétariat intérimaire pour l'excellente préparation de la présente Réunion ainsi que la CMS et la CIESM pour leur assistance. Cette résolution est adoptée.

#### **Point 18 de l'ordre du jour : Adoption du rapport de la Réunion**

94. Sous la présidence de l'Espagne, les participants adoptent le rapport de la réunion après y avoir apporté quelques modifications.

#### **Point 19 de l'ordre du jour : Clôture de la Réunion**

95. Après l'échange des civilités d'usage, le Président prononce la clôture de la réunion le samedi 2 mars 2002 à 12h15.



# **ANNEXE I**

## RÉSOLUTIONS ADOPTÉES À LA PREMIÈRE SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES À L'ACCOBAMS

<u>N°.</u>	<u>Titre</u>	<u>Page</u>
1.1	Octroi à des Parties du droit de vote à la première session de la Réunion des Parties à l'Accord..	19
1.2	Etablissement du Secrétariat Permanent de l'Accord.....	20
1.3	Établissement du Comité Scientifique de l'Accord.....	22
1.4	Établissement de l'Unité de Coordination sous-régionale pour la mer Méditerranée et la zone Atlantique adjacente.....	25
1.5	Établissement de l'Unité de Coordination sous-régionale pour la Mer Noire.....	26
1.6	Questions financières et administratives.....	27
1.7	Création d'un fonds additionnel de conservation.....	34
1.8	Établissement d'un format standard pour les rapports nationaux triennaux des Parties à l'Accord	35
1.9	Priorités Internationales de mise en œuvre pour 2002-2006.....	49
1.10	Coopération entre les réseaux nationaux d'échouages de cétacés et création d'une base de données.....	63
1.11	Lignes directrices pour l'observation des cétacés à des fins commerciales dans la zone de l'ACCOBAMS.....	65
1.12	Conservation du <i>Tursiops truncatus</i> : Grand dauphin de la Mer Noire.....	70
1.13	Attribution du statut "Partenaire de l'ACCOBAMS".....	72
1.14	Adoption d'un logo pour l'Accord et modalités de son utilisation.....	74
1.15	Date, lieu et financement de la deuxième Réunion des Parties à l'Accord.....	75
1.16	Hommage aux organisateurs.....	76

## RÉSOLUTION 1.1

### **OCTROI A DES PARTIES DU DROIT DE VOTE A LA PREMIÈRE SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES A L'ACCORD SUR LA CONSERVATION DES CÉTACÉS DE LA MER NOIRE, DE LA MÉDITERRANÉE ET DE LA ZONE ATLANTIQUE ADJACENTE**

*La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente,*

*Consciente* du fait que devenir Partie à l'Accord est un long processus dans lequel se sont engagés de nombreux États sans avoir pu le mener à terme à temps pour l'ouverture de la première Réunion des Parties, le 28 février 2002,

*Informée* néanmoins par le Dépositaire que certains États avaient en fait terminé ce processus avant l'ouverture de la première Réunion des Parties mais devaient maintenant attendre le premier jour du troisième mois suivant la fin de leur procédure, conformément au paragraphe 2 de l'article XIV de l'Accord,

*Convaincue* que le processus de prise de décision à la première Réunion des Parties ne pourra que bénéficier de la participation active d'un nombre aussi grand que possible de Parties,

1. *Décide* que la Tunisie, bien qu'il lui soit officiellement demandé d'attendre, répond aux critères susmentionnés pour être Parties et qu'il lui sera, à titre exceptionnel, accordé le statut de Parties à part entière dotée du droit de vote ;
2. *Charge* le Comité de vérification des pouvoirs de contrôler les pouvoirs de la Tunisie, conformément aux procédures convenues et de faire rapport à ce sujet à la Réunion ;
3. *Décide* que cette dérogation ne vaudra que pour la première Réunion des Parties.

## RÉSOLUTION 1.2

### ÉTABLISSEMENT DU SECRÉTARIAT PERMANENT DE L'ACCORD SUR LA CONSERVATION DES CÉTACÉS DE LA MER NOIRE, DE LA MÉDITERRANÉE ET DE LA ZONE ATLANTIQUE ADJACENTE

*La Réunion des Parties à l'Accord sur la conservation des cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente,*

*Se référant* au paragraphe 7.b) de l'article III de l'Accord, prévoyant qu'à sa première session la Réunion des Parties met en place le Secrétariat de l'Accord,

*Rappelant* la décision prise par la Conférence des Parties à la Convention à sa cinquième session tenue à Genève en 1997 concernant la Résolution 5.5 qui :

- confirme que la décision de la localisation du Secrétariat pour un Accord particulier, et pour toutes les questions qui s'y rapportent, est un sujet à déterminer uniquement par décision de la Réunion des Parties à l'Accord ;
- invite les Parties Contractantes à l'Accord sur la conservation des cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente à considérer, en accord avec leur règlement, à regrouper les fonctions de Secrétariat dans l'unité des Accords au sein du Secrétariat de la Convention à leurs propres frais.

*Remercie* la Conférence des Parties pour son offre de regrouper les fonctions du Secrétariat de l'ACCOBAMS dans l'Unité des Accords ;

*Estime* cependant qu'il serait judicieux, pour des raisons pratiques évidentes, de localiser le Secrétariat dans un État de l'aire de répartition de l'Accord, sans préjudice des rapports étroits à maintenir avec le Secrétariat de la Convention comme cela a été établi dans l'Article IV de l'Accord.

*Considérant* de plus avec intérêt l'offre du Gouvernement de la Principauté de Monaco d'accueillir le Secrétariat et de fournir son personnel et les équipements matériels, tel que spécifié sur le document présenté à la Réunion, aux frais de la Principauté.

*Décide :*

1. d'accepter l'offre de la Principauté de Monaco (défini ci-après comme le "Pays Hôte") d'accueillir le Secrétariat Permanent,
2. de définir les modes de fonctionnement du Secrétariat tels que décrits en annexe,
3. que cet arrangement peut être révisé à chaque réunion ordinaire des Parties sur requête du Pays Hôte ou de toute Partie, qui doit parvenir au Secrétariat et aux Points focaux des Parties à l'Accord au plus tard 60 jours avant le début de la Réunion des Parties,
4. de doter le Secrétariat de l'Accord d'un budget tel qu'il a été établi par la résolution MOP1/17.

<b>ANNEXE 1</b>
-----------------

---

## **MODALITÉS CONCERNANT LES ARRANGEMENTS RELATIFS AU SECRETARIAT**

---

Le Secrétariat Permanent sera régi par les modalités suivantes :

1. Il sera composé d'un Secrétaire Exécutif et d'un Secrétaire à temps partiel mis à disposition par le pays hôte qui leur donnera les moyens de consacrer à leur mission le temps nécessaire à sa bonne exécution.
2. Les frais de personnel (Secrétaire Exécutif et Secrétaire) sont à la charge du Pays hôte.
3. Le détachement de personnel par les Gouvernements des Parties sera encouragé, à condition qu'il soit soumis à des dispositions mutuellement acceptées par le pays hôte et le Gouvernement concerné.
4. Le Secrétaire Exécutif de l'Accord rendra compte au Secrétaire Exécutif de la CMS, de ses rapports avec le PNUE et avec d'autres Organisations Internationales. Il rendra compte aux Parties et plus particulièrement à la Réunion des Parties et aux organismes compétents de l'Accord, de son programme de travail.
5. Le Secrétaire Exécutif rendra compte aux organismes compétents de la CMS de l'exécution de l'Accord et des autres questions d'intérêt commun. Il assurera un contact suivi avec le Secrétariat de la CMS et l'Unité des Secrétariats des Accords de la CMS avec lesquels il se réunira régulièrement.

### **Dispositions financières**

6. Le Secrétariat Permanent de l'Accord aura recours à des services bancaires locaux adéquats pour effectuer les transactions ordinaires.
7. Le Pays hôte facilitera l'exécution financière du budget de l'Accord, en autorisant, notamment, des dépenses exonérées de taxes.
8. Le Pays hôte fournira les moyens et l'équipement de bureau pour le fonctionnement ordinaire du Secrétariat.
9. Les frais de fonctionnement du Secrétariat Permanent : usage du téléphone, photocopies et diverses fournitures de bureau seront à la charge du Pays hôte.

## RÉSOLUTION 1.3

### ÉTABLISSEMENT DU COMITÉ SCIENTIFIQUE DE L'ACCOBAMS

*La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :*

*Rappelant* que l'Acte final de la réunion de négociation de l'ACCOBAMS, qui s'est tenue à Monaco en novembre 1996, invite le Secrétariat intérimaire à faire les démarches nécessaires pour concrétiser la proposition de la CIESM d'offrir son groupe d'experts sur les mammifères marins pour accomplir les fonctions du Comité Scientifique.

*Rappelant* l'Article VII de l'Accord relatif à la composition et aux tâches générales du Comité Scientifique.

*Soulignant* la nécessité d'établir un lien étroit entre le Comité Scientifique et le réseau d'experts en cétacés de chaque Partie à l'Accord afin que celui-ci bénéficie de l'ensemble des connaissances et expériences existantes.

*Rappelant* également que l'Article VII.1 souligne la nécessité d'une représentation géographique équilibrée au sein du Comité Scientifique.

1. *Décide* que :

Le Comité Scientifique se compose de 12 membres:

- Un expert qualifié choisi parmi les représentants de chacune des quatre régions géographiques définies à l'annexe 1. Un suppléant pour chaque représentant régional sera également désigné pour participer aux réunions en cas d'absence du membre dont il est suppléant;
- cinq experts qualifiés en science de la conservation des cétacés désignés par le Secrétariat Général de la CIESM en consultation avec le Secrétariat permanent de l'Accord;
- un représentant de l'Union Mondiale pour la Conservation (UICN), un de l'European Cetacean Society (ECS) et un du Comité Scientifique de la Commission Baleinière Internationale (CBI) désignés par leur Organisation.

2. *Charge* conformément à l'Article V.c) les Unités de coordination sous-régionales de participer pleinement aux travaux et aux réunions du Comité Scientifique ;

3. *Invite* le Président du Comité Scientifique, en consultation avec le Secrétaire Exécutif, à chaque fois que cela est nécessaire et lorsque leurs compétences ne sont pas déjà représentées au sein du Comité Scientifique, à compléter la réunion par des experts, dans les domaines de la pêche, du droit de l'environnement ou des questions socio-économiques, comme « invités spéciaux »;

4. *Remercie* la CIESM de prendre en charge les frais de participation aux réunions du Comité scientifique, des cinq experts qualifiés que cette Organisation a désigné;

5. *Charge* le Comité scientifique d'adopter son Règlement Intérieur à sa première réunion;

6. *Nomme* au Comité scientifique jusqu'à la deuxième session de la Réunion des Parties les personnes suivantes, en leur qualité d'experts représentant les régions de l'aire de l'Accord :

	<b>Suppléants</b>
• <i>M.Abdellatif BAYED</i> (Méditerranée occidentale et proche Atlantique)	• <i>M. Juan Antonio RAGA</i>
• <i>M. Holcer DRASKO</i> (Méditerranée centrale)	• <i>M. Alfred BALDACCHINO</i>
• <i>Mme. Anastasia KOMNENOU</i> (Méditerranée Orientale)	• <i>Mme. A. METAXATOU</i>
• <i>M. Akaki KOMAKHIZE</i> (Mer Noire)	• <i>M. Tzvetan STANEV</i>

## ANNEXE 1

### DIVISION DU CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE DE L'ACCORD EN QUATRE RÉGIONS ET REPRÉSENTATION RÉGIONALE

#### Article 1

Afin d'assurer une représentation géographique équilibrée au sein du Comité scientifique, le champ d'application géographique de l'Accord est divisé en quatre régions.

#### Article 2

Eu égard à leur situation géographique particulière, la Grèce, l'Italie, la Tunisie et la Turquie peuvent sélectionner, à la Réunion des Parties, au moment de la désignation des experts représentant les régions, leur appartenance à une région :

- " Méditerranée Occidentale " ou " Méditerranée Centrale " pour la Grèce, l'Italie et la Tunisie;
- " Méditerranée Centrale " ou " Méditerranée Orientale " pour la Grèce;
- " Mer Noire " ou " Méditerranée Orientale " pour la Turquie;

la Communauté Européenne choisira sa région de travail.

#### Article 3

L'Article 2 s'applique également à toute autre Partie qui désire s'associer à une autre région, à moins qu'une Partie exprime son désaccord.

#### Article 4

La répartition régionale des Parties est arrêtée comme suit :

Régions	États riverains et Organisations économiques régionales
<b>MÉDITERRANÉE OCCIDENTALE ET PROCHE ATLANTIQUE</b>	Algérie, (Communauté Européenne), Espagne, France, (Italie), Maroc, Monaco, Portugal, Royaume Uni, (Tunisie),.
<b>MÉDITERRANÉE CENTRALE</b>	Albanie, Bosnie Herzégovine, (Communauté Européenne), Croatie, (Grèce), (Italie), Libye, Malte, Slovénie, (Tunisie), Ancienne République Yougoslave.
<b>MÉDITERRANÉE ORIENTALE</b>	(Communauté Européenne), Chypre, Égypte, (Grèce), Israël, Liban, Syrie, (Turquie).
<b>MER NOIRE</b>	Bulgarie, Géorgie, Roumanie, Fédération de Russie, (Turquie), Ukraine.



## RÉSOLUTION 1.4

### ÉTABLISSEMENT DE L'UNITÉ DE COORDINATION SOUS-RÉGIONALE POUR LA MER MÉDITERRANÉE ET DE LA ZONE ATLANTIQUE ADJACENTE

*La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente,*

*Faisant référence* à l'Article III, paragraphe 7.c) de l'Accord stipulant que la première Réunion des Parties doit désigner dans chaque sous-région, telle que définie à l'Article I.3.j), à l'intérieur d'une institution existante, une Unité de coordination chargée de faciliter la mise en œuvre des mesures prescrites en annexe 2 de l'Accord ;

*Rappelant* l'Acte final de la réunion de négociation de l'Accord sur la Conservation des Cétacés de Mer Noire, Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente, qui s'est tenu à Monaco en novembre 1996, qui recommande au Secrétariat intérimaire de se rapprocher des Organisations intergouvernementales de Mer Noire et de Mer Méditerranée dans le but de faciliter l'identification des Unités de coordination sous-régionales;

*Adopte* avec gratitude l'offre des Parties Contractantes à la Convention de Barcelone de charger son Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées (CAR/ASP) d'assurer cette tâche;

*Charge* les Parties de soutenir la coordination entre leur point focal national de l'Accord et leur point focal national du CAR/ASP afin de garantir une bonne coordination ;

*Décide :*

1. de créer l'Unité de coordination sous-régionale pour la Mer Méditerranée et l'aire Atlantique adjacente dans le cadre du CAR/ASP;
2. de fournir un soutien financier au travers du budget de l'ACCOBAMS pour aider l'Unité de coordination sous-régionale à réaliser ses tâches en accord avec les fonctions définies dans l'article V de l'Accord ;
3. que ces modalités sont révisées à chaque Réunion ordinaire des Parties sur la demande du RAC/SPA ou de toute Partie, demande qui doit parvenir au Secrétariat et aux points focaux nationaux de l'Accord au plus tard 60 jours avant le début de la Réunion des Parties.

*Charge* le Secrétariat de signer un mémorandum de coopération avec le CAR/ASP.

## RÉSOLUTION 1.5

### ÉTABLISSEMENT DE L'UNITÉ DE COORDINATION SOUS-RÉGIONALE POUR LA MER NOIRE

*La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente*

*En référence* à l'Article III, paragraphe 7.c) de l'Accord stipulant que la première Réunion des Parties doit désigner dans chaque sous-région, telle que définie à l'Article I.3.j), à l'intérieur d'une institution existante, une Unité de coordination chargée de faciliter la réalisation des mesures prescrites en annexe 2 de cet Accord ;

*Rappelant* l'Acte final de la réunion de négociation visant à adopter l'ACCOBAMS, qui s'est tenu à Monaco en novembre 1996, qui recommande au Secrétariat intérimaire de se rapprocher des Organisations intergouvernementales de la Mer Noire et de la Mer Méditerranée dans le but de faciliter l'identification des Unités de coordination sous-régionales ;

*Remercie* la Commission de la Mer Noire d'accepter cette tâche ;

*Charge* les Parties de soutenir la coordination entre leurs points focaux nationaux de l'Accord et leurs points focaux nationaux des Organes subsidiaires pertinents de la Commission pour la Mer Noire, afin de garantir une coordination ;

*Décide* :

1. de créer l'Unité de coordination sous-régionale pour la Mer Noire dans le cadre de la Commission pour la Mer Noire;
2. de fournir un soutien financier au travers du budget de l'ACCOBAMS pour aider l'Unité de coordination sous-régionale à accomplir ses tâches en accord avec les fonctions définies dans l'article V de l'Accord;
3. que ces modalités sont révisées à chaque session ordinaire de la Réunion des Parties sur la demande de l'Unité de coordination sous-régionale ou de toute Partie à l'Accord; demande qui doit parvenir au Secrétariat et aux points focaux des Parties à l'Accord au plus tard 60 jours avant le début de la Réunion.

*Charge* le Secrétariat de signer un mémorandum de coopération avec la Commission pour la Mer Noire.

## RÉSOLUTION 1.6

### QUESTIONS FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES

*La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente,*

*Rappelant* l'Article IX, paragraphes 1 et 2, du texte de l'Accord, précisant que les Parties déterminent une échelle de contributions au budget et que la Réunion des Parties adopte le budget par consensus,

*Appréciant* les contributions volontaires de la Principauté de Monaco pendant la période de fonctionnement du Secrétariat intérimaire,

*Reconnaissant* l'importance pour tous les États de l'aire de répartition, d'être à même de participer à la mise en œuvre de l'Accord et des activités connexes;

1. *Confirme* que toutes les Parties contribuent au budget adopté selon le barème approuvé par la Réunion des Parties ;
2. *Accepte que*, grâce à des économies budgétaires substantielles dégagées par l'accueil du Secrétariat permanent par la Principauté de Monaco, une ligne budgétaire pour des actions de conservation soit créée ;
3. *Adopte* le budget pour la période 2002 – 2004 figurant en tant qu'annexe 1 à la présente Résolution;
4. *Accepte* le barème des contributions des Parties à l'Accord, et le principe d'une contribution de base fixe figurant à l'annexe 2 de la présente Résolution, ainsi que l'application de ce barème aux nouvelles Parties au *pro rata* comme décrit en annexe 3, alinéa 6;
5. *Décide*, afin d'assurer immédiatement une mise en œuvre minimale de l'Accord, de verser pour l'exercice 2002 une contribution déterminée à partir des calculs figurant à l'annexe 2 de la présente Résolution et de se baser sur le barème convenu à partir de 2003 à moins que les circonstances imposent une reconduction de la mesure adoptée pour 2002.
6. *Invite* le Secrétariat à orienter, dans toute la mesure du possible, les contributions des nouvelles Parties ou les contributions volontaires vers les actions de conservation figurant à l'Annexe I de la présente Résolution, selon des priorités approuvées par le Bureau ;
7. *Demande* à toutes les Parties de régler leurs contributions le plus rapidement possible mais en aucun cas après le mois de juin de l'année à laquelle elles se rapportent.
8. *Invite* les États qui ne sont pas Parties à l'Accord, les Organisations gouvernementales, intergouvernementales, non gouvernementales et autres sources à envisager de contribuer de leur propre initiative à la mise en œuvre de l'Accord.
9. *Approuve*, sans préjudice des décisions concernant les exercices financiers 2002 et 2003 précisées aux alinéas 5 et 6 de la présente Résolution, le Règlement relatif à l'administration du budget de l'Accord au cours de l'exercice 2002-2004 tel que défini à l'annexe 3 de la présente Résolution, et les lignes directrices pour l'acceptation de contributions volontaires définies en annexe 4.

# ANNEXE 1

## Budget 2002-2004

		2 002		2 003		2 004	
		Fonds d'affectation spécial	Contributions volontaires	Fonds d'affectation spécial	Contributions volontaires	Fonds d'affectation spécial	Contributions volontaires
		€	€	€	€	€	€
Fonctions Administratives							
10	<b>Personnel</b>						
0							
10	Secrétariat Exécutif*		76 000		79 000		81 000
1							
10	Agent comptable	2 300		2 400		2 500	
2							
10	Secrétaire (1/2 temps, plein temps l'année de la MOP)*		15 000		15 500		32 000
3							
11	<b>Appui aux Unités de coordination sous régionales</b>	15 000		15 500		16 000	
0							
12	<b>Consultants</b>						
0							
12	Consultants administratifs	5 000		6 000		10 000	
1							
20	<b>Locaux</b>						
0							
20	Loyer et entretien*						
1							
21	<b>Equipements</b>						
0							
21	Equipement de bureau*						
1							
21	Fournitures de bureau*						
2							
22	<b>Fonctionnement et maintenance</b>						
0							
22	Informatique*						
1							
22	Photocopie*						
2							
22	Divers*						
3							
30	<b>Communication</b>						
0							
30	Envois postaux	950		1 000		2 500	
1							
30	Téléphone et fax*						
2							
40	<b>Déplacements</b>						
0							
40	Personnel du Secrétariat	7 700		8 000		9 500	
1							
40	Missions d'experts	3 000		3 500		3 500	
2							
50	<b>Réunions</b>						
0							
50	Réunion des Parties**					26 000	
1							

50	Réunion du Comité Scientifique	13 000		13 000		13 000	
2							
50	Réunion du Bureau			13 000			
3							
50	Interprètes(MOP, Com. Sc.)***	1 500		1 500		7 000	
4							
50	Rapporteurs(MOP)***					12 000	
5							
50	Autre personnel de Secrétariat (MOP)***					4 200	
6							
60	<b>Frais liés à la production des rapports</b>						
0							
60	Rapports de réunion	1 000		1 050		2 000	
1							
60	Matériel d' information (bulletin, poster,...)	15 000		15 500		16 000	
2							
60	Traducteurs (MOP***,Com. Sc.)	7 700		8 000		9 500	
3							
60	Maintenance du site Web*						
4							
70	<b>Documentation, abonnements, cotisations</b>	800		850		850	
0							
80	<b>Accueil</b>	2 000		2 100		2 150	
0							
	Sous-total fonctions administratives	74 950	91 000	91 400	94 500	136 700	113 000

	2 002		2 003		2 004	
	Fonds d'affectation spécial	Contributions volontaires	Fonds d'affectation spécial	Contributions volontaires	Fonds d'affectation spécial	Contributions volontaires
	€	€	€	€	€	€
<b>Actions de conservation</b>						
910 <b>Adoption et renforcement des législations nationales</b>						
911 Appui technique et juridique aux Parties contractantes	4 000		4 000		4 000	
912 Harmonisation des règlements sur le Whale watching	4 000		4 000			
920 <b>Evaluation et gestion des interactions hommes-Cétacés</b>						
921 Interaction entre les dauphins côtiers et la pêche artisanale	4 000	4 000	10 000	10 000	10 000	10 000
922 Base de données sur les captures accidentelles	4 000		4 000		4 000	
930 <b>Protection des habitats</b>						
931 Développement et mise en œuvre d'actions pilote de conservation et de gestion dans des secteurs clefs abritant des habitats critiques pour des espèces prioritaires	10 000	10 000	15 000	15 000	15 000	15 000
932 Atelier sur les méthodes d'évaluation de la dégradation des habitats et son impact sur les populations de cétacés				50 000		
940 <b>Recherche et surveillance</b>						
941 Plan de conservation pour les Cétacés de la Mer Noire						
942 Plan de conservation pour le Dauphin à bec court ( <i>Delphinus delphis</i> ) en Méditerranée	4 000		4 000		4 000	
943 Plan de conservation pour le Grand Dauphin ( <i>Tursiops truncatus</i> ) en Méditerranée	4 000		4 000		4 000	
944 Recensement du Cachalot ( <i>Physeter macrocephalus</i> ) dans l'ensemble du bassin méditerranéen ( premières étapes)	8 000					
950 <b>Accroissement des capacités, formation et éducation</b>						
951 Mise en œuvre d'un programme de formation à long terme sur la recherche, la surveillance, les techniques et les procédures de conservation/gestion des Cétacés	5 000	15 000	5 000	15 000	5 000	15 000
952 Outils éducatif pour l'organisation des projets de recherche et des étude de base	6 000	6 000	10 000	5 000	10 000	5 000
953 Missions d'information dans les pays	6 000		7 000		3 500	
960 <b>Collecte et diffusion de l'information</b>						
961 Répertoire régional des autorités nationales, des centres de recherche et de sauvetage, des scientifiques et des Organismes Gouvernementaux et Non-gouvernementaux concernés pour les objectifs de l'Accord			2 000			
962 Réseaux "échouages"	4 000		4 000		4 000	
963 Synthèse des rapports nationaux					3 000	
964 Développement d'un réseau de bibliographies et de banques de données documentaires spécialisées	5 000	35 000	2 000	35 000	2 000	35 000
965 Banque de tissus centralisée	4 000					
970 <b>Réponse aux situations d'urgence</b>						
971 Développement de protocoles d'intervention et de codes de déontologie à mettre en œuvre en cas de situation d'urgence	4 000		4 000		4 000	
Sous-total actions de conservation	76 000	70 000	79 000	130 000	72 500	80 000
<b>total</b>	<b>150 950</b>	<b>161 000</b>	<b>170 400</b>	<b>224 500</b>	<b>209 200</b>	<b>193 000</b>

\* fourni par le pays hôte tant que le Secrétariat sera accueilli par la Principauté (seuls les coûts en personnel ont été évalués)

\*\* Coûts de participation de 16 pays en développement ou en économie de transition. Le pays hôte de la Réunion des Parties prendra les frais d'accueil de cette Réunion à sa charge

\*\*\* A moins que cela ne soit fourni par le Pays qui accueille la Réunion. Dans ce cas, les Parties décideront pendant la Réunion de l'affectation de l'économie réalisée.

## ANNEXE 2

contributions 2002- 2004  avec une contribution plancher de 200 € with a minimum contribution of 200 €	2002				2003				2004			
	clef / Key	clef	Contributions	clef	clef / Key	clef	Contributions	clef	clef / Key	clef	Contributions	clef
	ONU 2002	zone	€	ACCOBAMS	ONU 2003	zone	€	ACCOBAMS	ONU 2003	zone	€	ACCOBAMS
Albanie / Albania	0,003	0,017	<b>200</b>	0,134	0,003	0,017	<b>200</b>	0,123	0,003	0,017	<b>200</b>	0,097
Algérie / Algeria	0,071	0,405	<b>1 065</b>	0,714	0,070	0,402	<b>1 184</b>	0,705	0,070	0,402	<b>1 450</b>	0,705
Bosnie Herzégovine / Bosnia Herzegovina	0,004	0,023	<b>200</b>	0,134	0,004	0,023	<b>200</b>	0,123	0,004	0,023	<b>200</b>	0,097
Bulgarie / Bulgaria	0,013	0,074	<b>200</b>	0,134	0,013	0,075	<b>220</b>	0,131	0,013	0,075	<b>269</b>	0,131
Chypre / Cyprus	0,038	0,217	<b>570</b>	0,382	0,038	0,218	<b>643</b>	0,383	0,038	0,218	<b>787</b>	0,383
Croatie / Croatia	0,039	0,223	<b>585</b>	0,392	0,039	0,224	<b>660</b>	0,393	0,039	0,224	<b>808</b>	0,393
Égypte / Egypt	0,081	0,462	<b>1 215</b>	0,815	0,081	0,465	<b>1 370</b>	0,815	0,081	0,465	<b>1 678</b>	0,816
Espagne / Spain	2,534	14,464	<b>32 533</b>	21,823	2,518	14,449	<b>36 809</b>	21,829	2,518	14,449	<b>45 096</b>	21,914
Fédération de Russie / Russian Federation	1,200	6,850	<b>18 002</b>	12,076	1,200	6,886	<b>20 296</b>	12,080	1,200	6,886	<b>24 866</b>	12,083
France	6,503	37,119	<b>32 533</b>	21,823	6,466	37,102	<b>36 809</b>	21,829	6,466	37,102	<b>45 096</b>	21,914
Géorgie / Georgia	0,005	0,029	<b>200</b>	0,134	0,005	0,029	<b>200</b>	0,123	0,005	0,029	<b>200</b>	0,097
Grèce / Greece	0,542	3,094	<b>8 131</b>	5,454	0,539	3,093	<b>9 116</b>	5,426	0,539	3,093	<b>11 169</b>	5,427
Israël / Israel	0,418	2,386	<b>6 271</b>	4,206	0,415	2,381	<b>7 019</b>	4,178	0,415	2,381	<b>8 599</b>	4,179
Italie / Italy	5,090	29,054	<b>32 533</b>	21,823	5,064	29,058	<b>36 809</b>	21,829	5,064	29,058	<b>45 096</b>	21,914
Jamahiriya Arabe Libyenne/ Libyan Arab Jamahiriya	0,067	0,382	<b>1 005</b>	0,674	0,067	0,384	<b>1 133</b>	0,674	0,067	0,384	<b>1 388</b>	0,675
Liban / Lebanon	0,012	0,068	<b>200</b>	0,134	0,012	0,069	<b>203</b>	0,123	0,012	0,069	<b>249</b>	0,121
Malte / Malta	0,015	0,086	<b>225</b>	0,151	0,015	0,086	<b>254</b>	0,151	0,015	0,086	<b>311</b>	0,151
Maroc / Morocco	0,045	0,257	<b>675</b>	0,453	0,044	0,252	<b>744</b>	0,443	0,044	0,252	<b>912</b>	0,443
Monaco	0,004	0,023	<b>200</b>	0,134	0,004	0,023	<b>200</b>	0,123	0,004	0,023	<b>200</b>	0,097
Portugal	0,466	2,660	<b>6 991</b>	4,690	0,462	2,651	<b>7 814</b>	4,651	0,462	2,651	<b>9 573</b>	4,652
République Fédérale de Yougoslavie/ Yugoslavian Republic Federation	0,020	0,114	<b>300</b>	0,201	0,022	0,126	<b>372</b>	0,221	0,022	0,126	<b>456</b>	0,222
République de Syrie / Syrian Republic	0,081	0,462	<b>1 215</b>	0,815	0,081	0,465	<b>1 370</b>	0,815	0,081	0,465	<b>1 678</b>	0,816
Roumanie	0,059	0,337	<b>885</b>	0,594	0,058	0,333	<b>981</b>	0,584	0,058	0,333	<b>1 202</b>	0,584
Slovénie / Slovenia	0,081	0,462	<b>1 215</b>	0,815	0,080	0,459	<b>1 353</b>	0,805	0,080	0,459	<b>1 658</b>	0,806
Tunisie / Tunisia	0,031	0,177	<b>465</b>	0,312	0,030	0,172	<b>507</b>	0,302	0,030	0,172	<b>622</b>	0,302
Turquie / Turkey	0,044	0,253	<b>666</b>	0,447	0,044	0,255	<b>751</b>	0,447	0,044	0,255	<b>920</b>	0,447
Ukraine	0,053	0,303	<b>795</b>	0,533	0,053	0,304	<b>896</b>	0,534	0,053	0,304	<b>1 098</b>	0,534
Royaume Uni / United Kingdom**												
CE / EC***			<b>1 874</b>				<b>2 285</b>				<b>3 418</b>	
<b>Totaux</b>	<b>17,519</b>	<b>100</b>	<b>150 950</b>	<b>100</b>	<b>17,427</b>	<b>100</b>	<b>170 400</b>	<b>100</b>	<b>17,427</b>	<b>100</b>	<b>209 200</b>	<b>100</b>

\* Clef des Nations Unies adaptée au nombre de Pays riverains de la zone ACCOBAMS compte tenu qu'aucune Partie ne doit contribuer à plus de 22%

\* UN key adapted to the ACCOBAMS zone riparian Countries taking into account that no Party should cover more than 22% of the budget

\*\* Etant présent dans la zone au travers de territoires à statut particulier, le Royaume Uni proposera à la première Réunion des Parties sa contribution au budget de l'Accord

\*\* Being present in the Agreement zone only by special statute territories, United Kingdom will propose its contribution to the Agreement budget to the first Meeting of the Parties

\*\*\* 2,5% des charges de fonctionnement/ 2.5 % of the administrative charges

### ANNEXE 3

#### **RÈGLEMENT RELATIF À L'ADMINISTRATION DU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIAL DE L'ACCORD SUR LA CONSERVATION DES CÉTACÉS DE LA MER NOIRE, DE LA MÉDITERRANÉE ET DE LA ZONE ATLANTIQUE ADJACENTE**

1. Le Règlement relatif au Fonds d'affectation spécial de l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique Adjacente porte sur les exercices financiers commençant début 2002 et clôturés le 31 décembre 2004.
2. Le Fonds d'affectation spécial est administré par le Secrétaire exécutif.
3. L'administration du Fonds d'affectation spécial est régie par le règlement financier et les règles de gestion financière du pays hôte.
4. Les ressources financières du Fonds d'affectation spécial proviennent :
  - a) des contributions des Parties conformément à l'annexe 2, y compris les contributions de toute nouvelle Partie à l'Accord ; et
  - b) d'autres contributions des Parties, des contributions des États qui ne sont pas Parties à l'Accord, d'autres Organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementale et d'autres sources.
5. Toutes les contributions au Fonds d'affectation spécial sont versées en Euros.
6. Concernant les contributions des États qui deviennent Parties à l'Accord après le début de l'exercice financier, la contribution initiale (à partir du premier jour du troisième mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion jusqu'à la fin de l'exercice financier) est fixée au *pro rata* de la contribution des autres, en utilisant le barème des Nations Unies, et est fonction de la durée de l'exercice financier annuel restant. Toutefois, si la contribution d'une nouvelle Partie fixée de cette manière est supérieure à vingt-deux pour cent du budget, elle est ramenée à vingt-deux pour cent du budget pour l'exercice financier de l'adhésion (ou calculée au pro rata pour une partie de l'exercice).
7. Le barème des contributions pour toutes les Parties est ensuite révisé par le Secrétariat le 1er janvier de l'année suivante.
8. Les contributions sont effectuées sous forme de versements annuels. Les contributions sont dues le 1<sup>er</sup> avril 2002, 1<sup>er</sup> janvier 2003 et 1<sup>er</sup> janvier 2004. Elles sont virées sur le compte suivant :

Titulaire du compte : ACCOBAMS

<i>SWIFT :</i>	<i>Domiciliation :</i>	<i>Code Banque :</i>	<i>Code Guichet</i>	<i>N° de Compte :</i>	<i>Clé RIB :</i>
CFMOMCMX	Crédit Foncier de Monaco	12739	00070	0107023000 M	76

Domiciliation:

CREDIT FONCIER DE MONACO  
11, Boulevard Albert 1<sup>er</sup>  
MC 98000 MONACO

9. Pour la commodité des Parties, le Secrétaire Exécutif notifie dès que possible aux Parties à l'Accord le montant des contributions dont elles sont redevables pour chacune des années de l'exercice budgétaire.



10. Les contributions reçues par le Fonds d'affectation spécial qui ne sont pas immédiatement utilisées pour financer des activités, sont investies à la discrétion du Secrétaire exécutif, et les recettes qui en résultent sont portées au Fonds d'affectation spécial.
11. Les comptes du Fonds d'affectation spécial sont vérifiés par un Commissaire aux comptes.
12. Les prévisions budgétaires qui couvrent les recettes et dépenses de chacune des années civiles constituant l'exercice financier auquel elles se rapportent, et qui sont calculées en Euros, sont soumises à l'approbation de la Réunion des Parties à l'Accord.
13. Les prévisions pour chacune des années civiles couvertes par l'exercice financier sont réparties en sections et en objets de dépenses ; elles sont spécifiées conformément à des lignes budgétaires; elles incluent les références aux programmes d'activités auxquelles elles se rapportent ; elles s'assortissent des informations éventuellement demandées par les bailleurs de fonds ou au nom de ces derniers. En particulier, des évaluations sont effectuées pour chaque programme d'activité relatif à chacune des années civiles, les dépenses de chaque programme étant détaillées de manière à correspondre aux sections, objets de dépenses et lignes budgétaires indiqués.
14. Le projet de budget, y compris toutes les informations nécessaires, sont envoyées par le Secrétariat à toutes les Parties au moins quatre-vingt-dix jours avant la date fixée pour l'ouverture de la Réunion des Parties.
15. Le budget est adopté par consensus par la Réunion des Parties.
16. Après avoir reçu l'autorisation du Bureau, le Secrétariat de l'Accord peut opérer des transferts d'une ligne budgétaire à une autre.
17. Lorsque le Secrétariat prévoit un manque de ressources pendant l'ensemble de l'exercice financier, le Secrétariat consulte le Bureau pour dégager les priorités en matière de dépenses.
18. Les ressources du Fonds d'affectation spécial ne peuvent être engagées que si elles sont couvertes par des recettes suffisantes.
19. À la fin de chaque année civile<sup>1</sup> de l'exercice financier, le Secrétariat soumet les comptes de l'exercice au Bureau. Ces comptes incluent pour chaque ligne budgétaire les détails des dépenses effectives par rapport aux provisions initiales.
20. Le Secrétariat de l'Accord soumet au Bureau des prévisions de dépenses au cours de l'exercice suivant, en même temps ou aussi rapidement que possible après la diffusion des comptes et des rapports mentionnés aux paragraphes précédents.
21. Le Secrétariat de l'Accord présente à la Réunion des Parties les comptes de l'exercice financier dûment audités.
22. Le présent Règlement est mis en oeuvre par le Secrétaire Exécutif.

---

<sup>1</sup> :L'année civile du 1er janvier au 31 décembre est celle de l'exercice comptable et budgétaire, mais la date officielle de clôture des comptes est le 31 mars de l'année suivante.

## ANNEXE 4

### LIGNES DIRECTRICES POUR L'ACCEPTATION DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES VOLONTAIRES

#### 1 Règles générales

Aucune contribution volontaire, dons ou donations à des fins précises ne peut être accepté si ces fins sont incompatibles avec les principes et les buts de l'Organisation des Nations Unies.

#### 2. Approbation des donateurs

2.1 Les donateurs qui ne sont pas des Institutions gouvernementales de Parties ou d'autres Organisations d'intégration économique ou des États riverains non Parties à l'Accord, doivent être agréés en tant que tels par le Bureau, avant que leurs contributions soient acceptées par le Secrétariat.

2.2 Seront exclus tous les donateurs connus pour avoir été impliqués dans des intérêts ou des activités incompatibles avec les buts de l'Accord ou de la CMS ainsi que toute organisation ou tout particulier qui a délibérément terni, ou qui pourrait ternir la réputation de l'Accord. Cette disposition s'applique également lorsqu'il y a un risque que le donateur puisse tenter d'influencer les décisions de tout organe de l'Accord au sein duquel, de l'avis du Comité Scientifique, elle se montre ou s'est montrée peu respectueuse de l'environnement.

#### 3. Acceptation de contributions extraordinaires

- 3.1 Les contributions volontaires ne peuvent être acceptées que si leur affectation est compatible avec les principes et objectifs de l'Accord.
- 3.2 Les contributions volontaires ne doivent pas entraîner d'obligation financière, immédiate ou future, pour le Fonds d'acceptation spécial de l'Accord, sans le consentement préalable de la Réunion des Parties ou du Bureau.
- 3.3 Toutes les contributions financières devront être payées en monnaie aisément convertible; toutefois, des exceptions peuvent être faites pour des projets spéciaux si la monnaie en question peut être effectivement utilisée.
- 3.4 Les contributions volontaires en nature peuvent être acceptées, à condition qu'elles soient utilisées pour des activités approuvées par la Réunion des Parties. Il peut s'agir, entre autre, d'une participation directe ou indirecte à un projet conjoint, de l'usage de bureaux à titre gracieux, d'équipement ou de détachement de personnel.

## RÉSOLUTION 1.7

### CRÉATION D'UN FONDS ADDITIONNEL DE CONSERVATION

*La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente :*

*Consciente* du fait que dans certains pays, la mise en œuvre de l'Accord sera gravement entravée par le manque de ressources financières adéquates;

*Tenant compte* du fait que l'Article IX, paragraphe 3 autorise la Réunion des Parties à créer "un Fonds additionnel de conservation alimenté par des contributions volontaires des Parties ou par toute autre source, dans le but d'accroître les fonds disponibles pour la surveillance continue, la recherche, la formation ainsi que des projets concernant la conservation des Cétacés";

*Rappelant* que l'Article IX, paragraphe 4 de l'Accord incite les Parties à fournir entre autre un soutien financier à d'autres Parties sur une base multilatérale et bilatérale, pour les aider à mettre en œuvre l'Accord;

1. *Décide* de créer un Fonds additionnel de conservation (le Fonds), destiné à faciliter la mise en œuvre de l'Accord et celle des priorités internationales adoptées par les Parties. Le Fonds sera opérationnel au moment de la deuxième session de la Réunion des Parties;
2. *Charge* le Secrétariat de l'Accord, de présenter à la deuxième session de la Réunion des Parties des propositions sur l'utilisation du Fonds, y compris son administration, les critères d'éligibilité, la présentation et l'évaluation des propositions, l'attribution des fonds et la collecte de fonds;
3. *Charge également* le Secrétariat de l'Accord de mettre en place un mécanisme provisoire permettant aux Parties et aux autres donateurs de verser des contributions volontaires au Fonds, en vue de fournir des subventions afin de faciliter la mise en œuvre de l'Accord entre la première session et la deuxième session de la Réunion des Parties;
4. *Prie* instamment les Parties et les donateurs à verser des contributions volontaires à ce Fonds;
5. *Décide* que les contributions seront acceptées dans le respect des lignes directrices adoptées avec les questions financières;
6. *Charge* le Secrétariat, avec l'assistance du Comité scientifique et des Unités de coordination sous-régionales, de se concerter avec les Parties et les bailleurs de fonds potentiels au sujet de parrainages;

## RÉSOLUTION 1.8

### **ÉTABLISSEMENT D'UN FORMAT STANDARD DE RAPPORTS NATIONAUX TRIENNAUX POUR L'ACCORD SUR LA CONSERVATION DES CÉTACÉS DE LA MER NOIRE, DE LA MÉDITERRANÉE ET DE LA ZONE ATLANTIQUE ADJACENTE**

*La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente ,*

*Se référant à l'Article VIII de l'Accord demandant aux Parties de préparer pour chaque session ordinaire de la Réunion des Parties un rapport sur la mise en œuvre de l'Accord;*

*Souhaitant que l'ACCOBAMS adopte un format standard de rapport national qui ne soit pas inutilement complexe, et qui ne fasse pas double emploi avec les activités de collecte de données et d'informations déjà effectuées par d'autres Conventions et programmes internationaux pertinents;*

*Consciente des efforts en cours sous les auspices du PNUE pour coordonner les systèmes d'établissement de rapports nationaux;*

*Notant par ailleurs que l'Article III, paragraphe 7.f), de l'Accord demande à la première Réunion des Parties de décider de la présentation et du contenu des rapports nationaux;*

- 1. Adopte le format des rapports nationaux ci-annexé;*
- 2. Souligne la nécessité de rendre compte de la mise en œuvre des Résolutions des Réunions des Parties dans leurs rapports nationaux, et à cette fin,*
- 3. Charge le Secrétariat, en relation avec le Bureau, d'amender périodiquement le format standard de rapport national;*
- 4. Recommande aux Parties de se concerter, le cas échéant, avec des Organisations non gouvernementales pertinentes et d'autres Organisations techniquement compétentes lors de l'établissement de rapports nationaux;*
- 5. Demande au Comité Scientifique, aux Unités de coordination sous-régionales et au Secrétariat de l'Accord de se tenir étroitement en rapport avec les Conventions internationales pertinentes, le PNUE/World Conservation Monitoring Centre et d'autres Organisations internationales sur tous ces aspects de la mise en œuvre de l'Accord, et plus particulièrement sur l'harmonisation de la collecte et de la gestion de données et d'informations de façon à encourager le développement de synergies;*
- 6. Prie toutes les Parties de préparer leurs rapports nationaux et de les présenter à la deuxième session de la Réunion des Parties, conformément au calendrier fixé à l'Article VIII, paragraphe b) de l'Accord;*
- 7. Prie la deuxième Réunion des Parties de réviser le format des rapports nationaux à la lumière de l'expérience acquise et, s'il y a lieu, de recommander les modifications qui pourraient être nécessaires.*

## ANNEXE 1

### **FORMAT DES RAPPORTS NATIONAUX DES PARTIES A L'ACCORD SUR LA CONSERVATION DES CÉTACÉS DE LA MER NOIRE, DE LA MÉDITERRANÉE ET DE LA ZONE ATLANTIQUE ADJACENTE**

#### **Généralités**

Conformément à l'Article VIII alinéa b) de l'Accord, les Parties préparent pour chacune des sessions ordinaires de la Réunion des Parties un rapport sur la mise en application de l'Accord. Le contenu, la structure et la présentation des rapports nationaux des Parties seront définis lors de la première session de la Réunion des Parties. Le premier rapport national de chaque Partie est à fournir pour la deuxième session de la Réunion des Parties .

L'objet du présent document est de soumettre à la première session de la Réunion des Parties (Monaco, du 28 février au 2 mars 2002) une proposition de contenu et de format pour les rapports nationaux des Parties<sup>1</sup> .

En vue d'éviter la redondance et la redite dans les rapports successifs, il est proposé d'adopter un contenu pour le premier rapport soumis par chaque Partie et un contenu plus succinct pour les rapports suivants.

Par ailleurs, il est proposé un contenu légèrement différent pour les rapports à soumettre par les Parties non riveraines de la zone de l'Accord.

Ce canevas ne tient pas compte du suivi des Résolutions adoptées par la Réunion des Parties. Il sera amendé en conséquence à l'issue de chaque Réunion des Parties par le Bureau en coopération avec le Secrétariat.

#### **I. Format et délai de présentation des rapports**

Le rapport national est à fournir en langue anglaise ou française, en trois exemplaires et accompagné d'une version électronique sur disquette ou CD-Rom. Il doit être soumis au Secrétariat de l'Accord cent vingt jours au moins avant la Réunion des Parties à laquelle il est destiné. Les États ou les Organisations d'intégration économique régionales qui deviennent Parties à l'Accord moins de six mois avant une session ordinaire de la Réunion des Parties, soumettront leur premier rapport cent vingt jour au moins avant la troisième session ordinaire suivante de la Réunion des Parties.

#### **II. Modalité de diffusion**

Les rapports nationaux seront archivés par le Secrétariat de l'Accord et seront ouverts aux consultations publiques au siège du Secrétariat et au niveau des Unités de coordination sous-régionales. La version électronique de chaque rapport reçu sera disponible, sans délai, sur le site Internet de l'Accord.

---

<sup>1</sup> : Dans le rapport de la Commission européenne seules les rubriques pertinentes seront renseignées

**FORMAT I**  
**Premier rapport des Parties riveraines à la zone de l'Accord**

-----

1. **Nom de la Partie** <sup>2 3</sup> ;
2. **Date de finalisation du rapport;**
3. **Point focal (Nom complet, organisation, fonction, adresse, tél, fax, E-mail);**
4. **Définition des zones sous juridiction nationale comprises dans le champ d'application de l'Accord (sur lesquelles l'Accord s'applique);**
5. **Indiquer si la Partie est membre d'une organisation d'intégration économique (telle que définie à l'Article I alinéa h) de l'Accord);**
6. **Date de signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion à l'ACCOBAMS;**
7. **Date de ratification des amendements (si amendement il y a);**
8. **Éventuelles réserves émises conformément à l'Article XV ou à l'Article X de l'Accord<sup>4</sup> ;**
9. **Autorités nationales, organisations, centres de recherche et centres de sauvetage actifs dans les domaines d'études et de conservation des cétacés;**
10. **Principaux textes législatifs et réglementaires nationaux pertinents pour les cétacés:**

Titre du texte	Date de promulgation	Autorités responsable de l'application

11. **Accords bilatéraux ou multilatéraux de pêche touchant la zone de l'Accord** (Pays concernés, objet, date, entrée en vigueur, durée, etc.);

---

<sup>2</sup> : Dans le rapport de la Commission européenne seules les rubriques pertinentes seront renseignées.

<sup>3</sup> : Le rapport de la Turquie spécifiera, lorsque de besoin, les actions se rapportant à la zone Méditerranéenne et celles se rapportant à la Mer Noire.

<sup>4</sup> : Si une réserve a été levée, indiquer la date d'entrée en vigueur de la levée de réserve

**12. Conventions et Accords internationaux pertinents auxquels le pays est Partie:**

	<b>Date d'entrée en vigueur de la Ratification, Acceptation, Approbation ou Adhésion</b>
Convention sur la Diversité Biologique (Rio, 1992)	
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (Bonn, 1979)	
Convention sur la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel d'Europe (Berne, 1979)	
Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (Montego Bay, 1982)	
Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée (Barcelone, 1995)	
Agreement on the Conservation of Small Cetaceans of the Baltic and North Seas (ASCOBANS)	
Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction (CITES - Washington, 1973)	
Convention internationale pour la réglementation de la chasse la baleine (Washington, 1946)	
Accord sur les Stocks Chevauchants et les Grands Migrateurs (1995)	
La Commission Générale pour les pêches en Méditerranée	
La Commission Internationale pour l'Exploration Scientifique de la Méditerranée	

**13. Réseaux établis pour le suivi des échouages des cétacés**

(système de coordination, intervenants, moyens disponibles, bases de données, transmission des données MEDACES; publication des résultats);

**14. Plans d'urgences**

(Conditions de déclenchement, système de coordination, intervenants, moyens disponibles, bases de données, publication des résultats);

**15. Liste des cétacés signalés dans la zone sous juridiction du pays incluse dans l'aire de répartition (telle que définie à l'Article 1,alinéa 3. f) de l'Accord):**

		<b>Commun</b>	<b>Rare</b>	<b>Occasionnel</b>
<i>Balaenoptera acutorostrata</i>	Petit rorqual			
<i>Balaenoptera borealis</i>	Rorqual de Rudolphi			
<i>Balaenoptera physalus</i>	Rorqual commun			
<i>Delphinus delphis</i>	Dauphin à bec court			
<i>Eubalaena glacialis</i>	Baleine de Biscaye			
<i>Globicephala melas</i>	Globicéphale commun			
<i>Grampus griseus</i>	Grampus			
<i>Kogia simus</i>	Cachalot nain			
<i>Megaptera novaeangliae</i>	Baleine à bosse			
<i>Mesoplodon densirostris</i>	Baleine à bec de Blainville			
<i>Orcinus orca</i>	Orque			

<i>Phocæna phocæna</i>	Marsouin commun			
<i>Physeter macrocephalus</i>	Cachalot			
<i>Pseudorca crassidens</i>	Faux orque			
<i>Stenella cæruleoalba</i>	Dauphin bleu et blanc			
<i>Steno bredanensis</i>	Sténo			
<i>Tursiops truncatus</i>	Grand dauphin			
<i>Ziphius cavirostris</i>	Ziphius			

**16. Information sur la flottille de pêche nationale active dans la zone de l'Accord:**

Type de pêche	Nombre d'unités
Unités de pêche aux filet droit dormant	
Unités de pêche à la senne tournante	
Unités de pêche au filets dérivants	
Unités de pêche à la palangre flottante	
Autres types de pêche pouvant avoir des interactions avec les Cétacés	

**17. Évaluation scientifique de l'état de conservation des cétacés dans la zone sous juridiction nationale comprise dans l'aire de répartition** (telle que définie à Article I, alinéa 3.f) de l'Accord)

L'évaluation doit être basée sur des données scientifiques. Joindre la liste des références bibliographiques utilisées.

**18. Mesures de conservation prises afin d'atteindre et de maintenir un état de conservation favorable des cétacés:**

- Mesures prises pour l'élimination des prélèvement délibérés
- Mesures prises pour réduire l'interaction homme-cétacés
- Mesures prises pour créer et maintenir un réseau d'aires spécialement protégées pour protéger les habitats des cétacés
- Mesures relatives à la réduction de la pollution
- Mesures prises pour renforcer les capacités nationales, le cadre institutionnel, la collecte et la diffusion de l'information et l'éducation
- Autres mesures

**19. Travaux de recherches menées pour améliorer les connaissances sur la biologie et l'écologie des cétacés**

**20. Programmes de surveillance continue entrepris**

**21. Mesures liées à la mise en œuvre de programmes coopérations bilatérales ou multilatérales**

**22. Informations spécifiques liées à l'ordre du jour de la session à l'occasion de laquelle le rapport est soumis.**



**FORMAT II**  
**Rapports des Parties riveraines à la zone de l'Accord,**  
**à partir de leur deuxième session ordinaire de la Réunion des Parties**

-----

1. **Nom de la Partie<sup>5 6</sup> ;**
2. **Période couverte par le rapport;**
3. **Date de finalisation du rapport;**
4. **Point focal (Nom complet, organisation, fonction, adresse, tel, fax, E-mail);**
5. **Indiquer si la Partie est membre d'une organisation d'intégration économique (telle que définie à l'Article I alinéa h) de l'Accord);**
6. **Dates des ratifications d'amendements non notifiées dans le rapport aux Parties précédent (si amendement il y a);**
7. **Éventuelles réserves émises conformément à l'Article X ou levé de réserve<sup>7</sup>, y compris celles relatives à l'article XV;**
8. **Autorités nationales, organisations, centres de recherche et centres de sauvetage actifs dans les domaines d'études et de conservation des cétacés;**
9. **Principaux textes législatifs et réglementaires nationaux pertinents pour les cétacés promulgués ou amendés pendant la période couverte par le rapport:**

Titre du texte	Date de promulgation/ ratification	Autorités responsable de l'application

**10. Accords bilatéraux ou multilatéraux de pêche touchant la zone de l'Accord**

- a) Indiquer les éventuels changements, intervenu pendant la période couverte par le rapport, pour les Accords notifiés par des rapports précédents;
- b) Nouveaux Accords conclus pendant la période couverte par le rapport (Pays concernés, objet, date, entrée en vigueur, durée, etc.).

---

<sup>5</sup> : Dans le rapport de la Commission européenne seules les rubriques pertinentes seront renseignées.

<sup>6</sup> : Le rapport de la Turquie spécifiera, lorsque de besoin, les actions se rapportant à la zone Méditerranéenne et celles se rapportant à la Mer Noire.

<sup>7</sup> : Si une réserve a été levée, indiquer la date d'entrée en vigueur de la levée de réserve

**11. Conventions et Accords internationaux pertinents auxquels le pays est Partie:**

	<b>Date d'entrée en vigueur de la Ratification, Acceptation, Approbation ou Adhésion</b>
Convention sur la Diversité Biologique (Rio, 1992)	
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (Bonn, 1979)	
Convention sur la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel d'Europe (Berne, 1979)	
Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (Montego Bay, 1982)	
Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée (Barcelone, 1995)	
Agreement on the Conservation of Small Cetaceans of the Baltic and North Seas (ASCOBANS)	
Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction (CITES - Washington, 1973)	
Convention internationale pour la réglementation de la chasse la baleine (Washington, 1946)	
Accord sur les Stocks Chevauchants et les Grands Migrateurs (1995)	
La Commission Générale pour les pêches en Méditerranée	
La Commission Internationale pour l'Exploration Scientifique de la Méditerranée	

**12. Changements intervenus pendant la période couverte par le rapport concernant les réseaux établis pour le suivi des échouages des cétacés;**

(système de coordination, intervenants, moyens disponibles, bases de données, transmission des données MEDACES; publication des résultats);

**13. Changements intervenus pendant la période couverte par le rapport concernant les plans d'urgences;**

(Conditions de déclenchement, système de coordination, intervenants, moyens disponibles, bases de données, publication des résultats)

**14. Information sur la flottille de pêche nationale active dans la zone de l'Accord:**

<b>Type de pêche</b>	<b>Nombre d'Unités (date)</b>
Unités de pêche aux filet droit dormant	
Unités de pêche à la senne tournante	
Unités de pêche au filets dérivants	
Unités de pêche à la palangre flottante	
Autres types de pêche pouvant avoir des interactions avec les cétacés	

**15. Résultats, obtenus pendant la période couverte par le rapport, des évaluations scientifiques de l'état de conservation des cétacés dans la zone sous juridiction nationale comprise dans l'aire de répartition.** (telle que définie à Article 1, alinéa 3.f) de l'Accord).

L'évaluation doit être basée sur des données scientifiques. Joindre la liste des références bibliographiques utilisées.

- 16. Mesures prises, pendant la période couverte par le rapport, pour la mise en œuvre du Plan de conservation:**
- Mesures prises pour l'élimination des prélèvements délibérés
  - Mesures prises pour réduire l'interaction homme-cétacés
  - Mesures prises pour créer et maintenir un réseau d'aires spécialement protégées pour protéger les habitats des cétacés
  - Mesures relatives à la réduction de la pollution
  - Mesures prises pour renforcer les capacités nationales, le cadre institutionnel, la collecte et la diffusion de l'information et l'éducation
  - Autres mesures
- 17. Travaux de recherches entrepris, pendant la période couverte par le rapport, pour améliorer les connaissances sur la biologie et l'écologie des cétacés**
- 18. Programmes de surveillance continue entrepris pendant la période couverte par le rapport**
- 19. Mesures liées à la mise en œuvre de programmes de coopérations bilatérales ou multilatérales**
- 20. Informations sur les éventuels différents survenus pendant la période couverte par le rapport avec une ou plusieurs Parties**
- 21. Difficultés éventuelles rencontrées pour la mise en œuvre de l'Accord**
- 22. Dérogations accordées conformément à l'Article II, alinéa 2 de l'Accord et de l'alinéa 6 de l'annexe 2.**
- 23. Projets en cours et Fonds alloués à la conservation et la recherche**
- 24. Principales manifestations (réunion, colloque, etc.) organisées pendant la période couverte par le rapport ou programmées pour les années suivantes**
- 25. Informations spécifiques liées à l'ordre du jour de la session à l'occasion de laquelle le rapport est soumis.**

**FORMAT III**  
**Premier rapport des Parties non riveraines à la zone de l'Accord**  
-----

1. **Nom de la Partie**
2. **Date de finalisation du rapport**
3. **Point focal (Nom complet, organisation, fonction, adresse, tel, fax, E-mail)**
4. **La (ou les) sous-région(s) qui concerne(nt) la Partie**
5. **Indiquer si la Partie est membre d'une organisation d'intégration économique** (telle que définie à l'Article I, alinéa h) de l'Accord)
6. **Date de signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion à l'Accord**
7. **Motivations qui ont conduit la Partie à adhérer à l'Accord**
8. **Date de ratification des amendements (si amendement il y a)**
9. **Éventuelles réserves émises conformément à l'Article XV ou à l'Article X de l'Accord<sup>8</sup>**
10. **Autorités nationales, organisations, centres de recherche et centres de sauvetage actifs dans les domaines d'études et de conservation des cétacés**
11. **Principaux textes législatifs et réglementaires nationaux pertinents pour les cétacés:**

Titre du texte	Date de promulgation	Autorités responsable de l'application

12. **Accords bilatéraux ou multilatéraux de pêche touchant la zone de l'Accord** (Pays concernés, objet, date, entrée en vigueur, durée, etc.)

---

<sup>8</sup> : Si une réserve a été levée, indiquer la date d'entrée en vigueur de la levée de réserve.

**13. Conventions et Accords internationaux pertinents auxquels le pays est Partie:**

	<b>Date d'entrée en vigueur de la Ratification, Acceptation, Approbation ou Adhésion</b>
Convention sur la Diversité Biologique (Rio, 1992)	
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (Bonn, 1979)	
Convention sur la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel d'Europe (Berne, 1979)	
Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (Montego Bay, 1982)	
Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée (Barcelone, 1995)	
Agreement on the Conservation of Small Cetaceans of the Baltic and North Seas (ASCOBANS)	
Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction (CITES - Washington, 1973)	
Convention internationale pour la réglementation de la chasse la baleine (Washington, 1946)	
Accord sur les Stocks Chevauchants et les Grands Migrateurs (1995)	
La Commission Générale pour les pêches en Méditerranée	
La Commission Internationale pour l'Exploration Scientifique de la Méditerranée	

**14. Réseaux établis pour le suivi des échouages des cétacés**

(système de coordination, intervenants, moyens disponibles, bases de données, transmission des données MEDACES; publication des résultats)

**15. Plans d'urgences**

(Conditions de déclenchement, système de coordination, intervenants, moyens disponibles, bases de données, publication des résultats)

**16. Information sur la flottille de pêche nationale active dans la zone de l'Accord** (indiquer les principaux ports utilisés dans la zone de l'Acoord):

<b>Type de pêche</b>	<b>Nombre d'Unités</b>
Unités de pêche aux filet droit dormant	
Unités de pêche à la senne tournante	
Unités de pêche au filets dérivants	
Unités de pêche à la palangre flottante	
Autres types de pêche pouvant avoir des interactions avec les cétacés	

**17. Mesures de conservation prises afin d'atteindre et de maintenir un état de conservation favorable des cétacés:**

- Mesures prises pour l'élimination des prélèvement délibérés
- Mesures prises pour réduire l'interaction homme-cétacés
- Mesures prises pour créer et maintenir un réseau d'aires spécialement protégées pour protéger les habitats des cétacés

- Mesures relatives à la réduction de la pollution
- Autres mesures

- 18. Travaux de recherches menés pour améliorer les connaissances sur la biologie et l'écologie des cétacés**
- 19. Mesures liées à la mise en œuvre de programmes de coopérations bilatérales ou multilatérales concernant la zone de l'Accord**
- 20. Informations spécifiques liées à l'ordre du jour de la session à l'occasion de laquelle le rapport est soumis.**

**FORMAT IV**  
**Rapports des Parties non riveraines à la zone de l'Accord,**  
**à partir de leur deuxième session ordinaire de la Réunion des Parties**  
-----

1. **Nom de la Partie;**
2. **Période couverte par le rapport;**
3. **Date de finalisation du rapport;**
4. **Point focal (Nom complet, organisation, fonction, adresse, tel, fax, E-mail);**
5. **Indiquer si la Partie est membre d'une organisation d'intégration économique (telle que définie à l'Article I, alinéa h) de l'Accord);**
6. **Dates des ratifications d'amendements non notifiées dans le rapport aux Parties précédent (si amendement il y a);**
7. **Éventuelles réserves émises conformément à l'Article X ou levé de réserve<sup>9</sup>, y compris celles relatives à l'article XV;**
8. **Autorités nationales, organisations, centres de recherche et centres de sauvetage actifs dans les domaines d'études et de conservation des cétacés;**
9. **Principaux textes législatifs et réglementaires nationaux pertinents pour les cétacés promulgués ou amendés pendant la période couverte par le rapport:**

<b>Titre du texte</b>	<b>Date de promulgation/ ratification</b>	<b>Autorités responsable de l'application</b>

10. **Accords bilatéraux ou multilatéraux de pêche touchant la zone de l'Accord :**
  - a) Indiquer les éventuels changements, intervenu pendant la période couverte par le rapport, pour les Accords notifiés par des rapports précédents
  - b) Nouveaux Accords conclus pendant la période couverte par le rapport (Pays concernés, objet, date, entrée en vigueur, durée, etc.).

---

<sup>9</sup> : Si une réserve a été levée, indiquer la date d'entrée en vigueur de la levée de réserve

**11. Conventions et Accords internationaux pertinents auxquels le pays est Partie:**

	<b>Date d'entrée en vigueur de la Ratification, Acceptation, Approbation ou Adhésion</b>
Convention sur la Diversité Biologique (Rio, 1992)	
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (Bonn, 1979)	
Convention sur la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel d'Europe (Berne, 1979)	
Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (Montego Bay, 1982)	
Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée (Barcelone, 1995)	
Agreement on the Conservation of Small Cetaceans of the Baltic and North Seas (ASCOBANS)	
Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction (CITES - Washington, 1973)	
Convention internationale pour la réglementation de la chasse la baleine (Washington, 1946)	
Accord sur les Stocks Chevauchants et les Grands Migrateurs (1995)	
La Commission Générale pour les pêches en Méditerranée	
La Commission Internationale pour l'Exploration Scientifique de la Méditerranée	

**12. Changements intervenus pendant la période couverte par le rapport concernant les réseaux établis pour le suivi des échouages des cétacés**

(système de coordination, intervenants, moyens disponibles, bases de données, transmission des données MEDACES; publication des résultats);

**13. Changements intervenus pendant la période couverte par le rapport concernant les plans d'urgences**

(Conditions de déclenchement, système de coordination, intervenants, moyens disponibles, bases de données, publication des résultats)

**14. Information sur la flotte de pêche nationale active dans la zone de l'Accord** (indiquer les principaux ports utilisés dans la zone de l'Accord)

<b>Type de pêche</b>	<b>Nombre d'Unités (date)</b>
Unités de pêche aux filet droit dormant	
Unités de pêche à la senne tournante	
Unités de pêche au filets dérivants	
Unités de pêche à la palangre flottante	
Autres types de pêche pouvant avoir des interactions avec les cétacés	

**15. Résultats, obtenus pendant la période couverte par le rapport, des évaluations scientifiques de l'état de conservation des cétacés dans la zone sous juridiction nationale comprise dans l'aire de répartition** (telle que définie à Article 1, alinéa 3. f) de l'Accord)



L'évaluation doit être basée sur des données scientifiques. Joindre la liste des références bibliographiques utilisées.

- 16. Mesures prises, pendant la période couverte par le rapport, pour la mise en œuvre du Plan de conservation:**
  - Mesures prises pour l'élimination des prélèvement délibérés
  - Mesures prises pour réduire l'interaction homme-cétacés
  - Mesures prises pour créer et maintenir un réseau d'aires spécialement protégées pour protéger les habitats des cétacés
  - Mesures relatives à la réduction de la pollution
  - Mesures prises pour renforcer les capacités nationales, le cadre institutionnel, la collecte et la diffusion de l'information et l'éducation
  - Autres mesures
- 17. Travaux de recherches entrepris, pendant la période couverte par le rapport, pour améliorer les connaissances sur la biologie et l'écologie des cétacés**
- 18. Programmes de surveillance continue entrepris pendant la période couverte par le rapport**
- 19. Mesures de coopération bilatérales ou multilatérales concernant la zone de l'Accord**
- 20. Informations sur les éventuels différents survenus pendant la période couverte par le rapport avec une ou plusieurs Parties**
- 21. Difficultés éventuelles rencontrées pour la mise en œuvre de l'Accord**
- 22. Dérogations accordées conformément à l'Article 2, alinéa 2 de l'Accord et du alinéa 6 de l'Annexe 2**
- 23. Projets en cours et Fonds alloués à la conservation et la recherche**
- 24. Principales manifestations (réunion, colloque, etc.) organisées pendant la période couverte par le rapport ou programmées pour les années suivantes**
- 25. Informations spécifiques liées à l'ordre du jour de la session à l'occasion de laquelle le rapport est soumis.**

## RÉSOLUTION 1.9

### PRIORITÉS INTERNATIONALES DE MISE EN OEUVRE POUR 2002-2006

*La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente,*

*Conscient* du fait que les ressources pour la mise en place de l'Accord (informations, expertises scientifiques et fonds) sont distribués inégalement dans toute la région de l'Accord, et qu'une mise en place effective de l'Accord exigera une coopération internationale forte;

*Conscient* du fait que la recherche scientifique dans la zone de l'Accord est essentielle pour l'identification des populations ayant l'état de conservation le moins favorable et pour dresser les priorités de conservation;

*Considérant* que les Parties, en particulier les Pays en développement et les Pays en économie de transition, ont besoin de dégager des priorités claires dans les activités de conservation et de recherche afin d'utiliser leurs ressources limitées de manière efficace;

*Considérant de plus* que les donateurs bilatéraux et multilatéraux seront considérablement aidés dans leur attribution de fonds pour la coopération internationale, par une détermination claire des besoins prioritaires;

*Rappelant* que l'Article IX.3. appelle aux contributions volontaires afin d'augmenter les fonds disponibles pour la surveillance, la recherche, la formation et les projets de conservation;

*Rappelant* la Résolution 1.7 établissant un Fonds Additionnel de Conservation;

*Rappelant* que l'Article IX.4. encourage des Parties à fournir l'aide financière et technique, sur une base bilatérale et multilatérale, aux États de l'aire de répartition qui sont des Pays en développement ou des Pays en économie de transition afin de mettre en œuvre les dispositions de l'Accord;

1. *Note* l'importance particulière pour l'Accord de se concentrer sur les lacunes connues (thématiques et géographiques), et sur l'identification de lacunes restantes ;
2. *Adopte* les priorités internationales de mise en oeuvre des dispositions de l'Accord pour 2002-2006, figurant en annexe 1, sans préjudice de l'exécution des actions de conservation déjà existantes ;
3. *Prie* les Parties et les Organisations Internationales spécialisées de développer des projets de coopération internationale pour la mise en œuvre de l'Accord, selon les priorités listées en annexe 1, et de tenir le Secrétariat de l'Accord pleinement informé des progrès;
4. *Recommande* que la création ou l'extension de bases de données, par exemple pour les points 3, 11 et 16 de l'annexe 1 du présent document, soit coordonnée afin de maximiser les synergies avec les bases de données existantes telles que le Registre Mondial des Espèces Migratrices (GROMS) de la CMS et les informations détenues par le PNUE – World Conservation Monitoring Centre (PNUE – WCMC).
5. *Prie* également les Parties, le Secrétariat de l'Accord et les Organisations Internationales spécialisées de rechercher des mécanismes innovants et de nouveaux partenariats, en particulier avec les pêcheurs et les autres usagers de la mer, pour permettre la mise en œuvre du Plan de Conservation et des priorités listées en annexe 1. Cela devrait incluant les activités conjointes, jumelages, programmes de soutien et d'échange, parrainages communs et programmes d'adoption d'espèces;

6. *Demande* aux donateurs bilatéraux et multilatéraux de fournir une assistance financière aux Pays de l'aire de répartition pour l'application des dispositions de l'Accord en soutenant la mise en oeuvre de ses priorités au travers des mécanismes financiers de l'Accord.
7. *Charge* le Secrétariat de l'Accord de diffuser les priorités internationales de mise en œuvre pour 2002-2006, afin de coordonner leur réalisation en étroite relation avec les Conventions et les Organisations Internationales pertinentes, et en particulier la CIESM et les "Partenaires de l'ACCOBAMS", de rechercher des donateurs appropriés, et, en suivant les recommandations des Unités de coordination sous-régionales et du Comité scientifique, d'apporter à chaque session future de la Réunion des Parties des rapports sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre et une liste actualisée des priorités.
8. *Charge* le Comité Scientifique de développer les actions nécessaires à la mise en œuvre des priorités listées et décrites à l'annexe 1, en ayant pleinement à l'esprit toutes les Résolutions adoptées pendant la Réunion des Parties.

## ANNEXE 1

### **Priorités Internationales de Mise en Oeuvre Pour 2002-2006**

*préparé par  
Giuseppe Notarbartolo di Sciara, consultant<sup>1</sup>  
Dans le cadre d'un contrat avec le Secrétariat Intérimaire de l'Accord*

Les 18 actions prioritaires, listées ci après, ont été définies de manière à assister les Parties contractantes à définir leurs priorités de coopération internationale pendant la période 2002-2006. Cette liste a été établie sur la base d'une liste d'activités plus large, développée pendant un Atelier de la CIESM qui s'était tenue à Monaco en septembre 2001. Afin d'optimiser la synergie avec d'autres Organisations internationales, certaines des actions proposées ici sont inspirées par, et recouvrent partiellement, des actions similaires de conservation proposées dans le récent Plan d'Action Cétacés de l'Union Mondiale de la Conservation (*R.R. Reeves, B.D. Smith, E. Crespo, G. Notarbartolo di Sciara. In press. Dolphins, whales, and porpoises: status, threats, and conservation action plan for cetaceans. IUCN, Gland*).

L'ordre dans lequel les actions sont énumérées dans ce document n'implique pas de hiérarchie, mais suit le Plan de conservation de l'Accord (Annexe 2 de l'Accord). Pour chaque action, les références aux paragraphes correspondant du Plan de conservation et aux articles du budget de l'Accord (Doc.MOP1/17) sont indiquées à la gauche du titre de l'activité. Pour chaque article les types d'activité impliqués sont énumérés, avec un projet de durée. Un budget indicatif est mentionné, dans la majorité des cas, pour une période initiale de deux ans (correspondant également au budget présenté dans le document MOP1/17), et dans quelques cas pour la première phase de l'activité. Dans la mesure du possible, le budget pour la finalisation de l'action est également indiqué. Une fois que le financement des projets et leur mise en œuvre seront assurés, des propositions de projet détaillées seront nécessaires.

---

<sup>1</sup> Avec les commentaires et suggestions de Giovanni Bearzi, Alexei Birkun, Jr., J. Antonio Raga, and Mark Simmonds.

## Priorités Internationales de mise en œuvre pour la période 2002 - 2006

### Liste d'Actions

1. Développement de critères et de lignes guide servant de support à l'harmonisation de règlements sur l'observation commerciale des Cétacés étayés par les connaissances scientifiques et les besoins de protection des populations de Cétacés concernés.
2. Enquêtes sur les interactions entre des Dauphins côtiers et les pêcheries artisanales.
3. Création d'une base de données sur les captures accidentelles de Cétacés (première phase).
4. Développement et mise en œuvre d'actions de conservation et de gestion pilotes dans des zones clés bien définies contenant des habitats critiques pour des populations appartenant aux espèces prioritaires.
5. Atelier sur des méthodes d'évaluation de la dégradation de l'habitat et son effet sur les populations de Cétacés.
6. Planification de la Conservation des Cétacés dans la Mer Noire.
7. Planification de la Conservation des Dauphins communs (*Delphinus delphis*) dans la mer Méditerranée.
8. Planification de la Conservation des grands Dauphins (*Tursiops truncatus*) dans la mer Méditerranée.
9. Surveillance du cachalot (*Physeter macrocephalus*) dans tout le bassin méditerranéen (première phase).
10. Identification de sites Méditerranéens importants pour la conservation des Rorquals communs (*Balaenoptera physalus*), en plus du bassin Liguro - Corso -Provençal (CLP), et évaluation des rapports fonctionnels entre ces sites et le bassin CLP par rapport aux besoins environnementaux de l'espèce.
11. Développement de programme et de bases de données de photo-identification sur toute la zone ACCOBAMS.
12. Établissement et mise en œuvre d'un programme de formation à long-terme sur les procédures et techniques de recherche, de surveillance et de conservation / gestion des Cétacés.
13. Développement d'un outil éducatif pour l'organisation de projets de recherche et d'études techniques de base.
14. Création de répertoires sub-régionaux d'autorités nationales, de Centres de recherche et de sauvetage, de scientifiques, d'Organisations gouvernementales et non-gouvernementales concernées par les objectifs de l'Accord.
15. Soutien à la mise en œuvre de réseaux d'échouages, et leur co-ordination en un réseau régional plus large.
16. Développement d'un réseau de bases de données bibliographiques et de bibliothèques spécialisées.
17. Établissement d'un système de banque de tissus.
18. Établissement d'un groupe d'intervention pour les situations d'urgence.

action n°	Plan de Conserv. art.n°	n°Ligne budgétaire	Titre:
1	1	912	<b>Développement de critères et de lignes guide servant de support à l'harmonisation de règlements sur l'observation commerciale des Cétacés étayés par les connaissances scientifiques et les besoins de protection des populations de Cétacés concernés.</b>

Comme les opérations d'observation commerciales des Cétacés se développent dans la zone de l'Accord, il est prévu, autant que de besoin, que des mesures réglementaires soient élaborées et mises en œuvre par les pays concernés, afin de s'assurer qu'un tel développement s'effectue d'une manière durable et respectueuse de l'environnement. Bien que toutes les réglementations de ce genre d'activité s'articulent autour des mêmes bases, liées à la nature même de cette activité, il est important qu'elles soient adaptées aux contextes écologiques et biologiques dans lesquels elles s'appliquent. Les populations de Cétacés peuvent montrer des degrés divers de sensibilité aux dérangements selon leurs espèces – leur comportement spécifique, leur état comportemental, le contexte socio - écologique, le niveau général de leur dérangement dû à d'autres facteurs, leur degré d'accoutumance, etc. Des lignes directrices devraient être développées afin d'assister des pays dans l'adaptation des règlements aux besoins des populations concernées par le whalewatching, et un soutien scientifique devrait être fourni pour permettre le développement et la mise en œuvre d'une gestion adaptée de ces activités. En outre, un inventaire des activités de whalewatching dans la zone de l'Accord devrait être établi et tenu à jour afin d'appuyer ce processus.

Les activités: étude de bureau, consultations, inventaire

Synergies possibles : 4

Durée: les principes: 1 année - appui scientifique: en cours.

Budget indicatif: Lignes directrices et appuis scientifiques (2002): 4,000 Euros

Appui scientifique (2003-2004): 4,000 Euros

Appui scientifique (2005-2006): 4,000 Euros

action n°	Plan de Conserv. art.n°	n°Ligne budgétaire	Titre:
2	2	921	<b>Enquêtes sur les interactions entre des Dauphins côtiers et les pêcheries artisanales.</b>

Un atelier parrainé par l'Italie, à Rome en mai 2001, a étudié et évalué les efforts déployés, notamment par les pêcheurs, afin d'éloigner les Dauphins des filets. Il a été conclu que, bien que le problème des dégâts dus aux Dauphins soit devenu un problème majeur aux yeux de pêcheurs Méditerranéens, et mérite donc être pris en considération de façon responsable par des agences gouvernementales et des organisations de conservation, il y a un risque que l'emploi, même à titre expérimental, de dispositif répulsifs acoustiques pourrait avoir des effets négatifs involontaires sur d'autres espèces, ou se démontrer inefficaces à réduire les conflits pêcheries-Dauphins. L'atelier a produit une série de recommandations pour la recherche et le développement, et a conclu que les dispositifs acoustiques à haute intensité, typiquement mis au point pour éloigner les pinnipèdes des installations d'aquaculture, sont impropres à réduire les conflits entre des Dauphins et les pêcheries dans le bassin Méditerranéen.

Ce projet vise la mise en œuvre des recommandations de l'atelier de Rome. En particulier, en plus des informations quantitatives détaillées sur les caractéristiques de grands Dauphins et des Dauphins communs dans la Méditerranée (voir les actions 7 et 8), des données devraient être recueillies sur les caractéristiques opérationnelles, saisonnières, et spatiales à petite-échelle des pêcheries côtières au trémail et aux filets maillants dans la région. L'identification d'un petit nombre de zones exemplaires où les problèmes se cumulent (hautes densités de Dauphins associées à de hauts niveaux d'activités de pêche) devrait être suivie par des projets pilotes rigoureux et adaptés aux sites afin de caractériser et d'évaluer les coûts induits par les dommages causés par les Dauphins. Là où des problèmes notables existent, des essais rigoureux de moyens

palliatifs devraient être menés après consultations avec des pêcheurs ainsi qu'avec des experts techniques. Il est important que toute l'attention soit portée aux effets réellement ou potentiellement néfastes de toute approche d'atténuation. Des moyens non-acoustiques visant à réduire des conflits, tels que des changements dans les méthodes de déploiement des engins de pêche, l'emploi de moteurs plus silencieux, l'introduction de mécanismes de compensation ou d'assurances et le développement parallèle d'activités de whalewatching, sont des pistes prometteuses qui méritent être évalués.

Les activités: Études de terrain dans 2-3 zones pilotes, études de bureau, entrevues avec des pêcheurs, recherches, consultations

Synergies possibles : 3, 4, 7, 8

Durée: 4 années

Budget indicatif: 2002-2004: 48,000 Euros  
2005-2006: 60,000 Euros

action n°	Plan de Conserv. art.n°	n°Ligne budgétaire	Titre:
3	2	922	<b>Création d'une base de données sur les captures accidentelles de Cétacés (première phase).</b>

La mortalité de Cétacés par noyade et capture accidentelle dans des engins de pêche - plus particulièrement, les filets maillants dérivants pélagiques dans la Méditerranée et les filets maillants de fond dans la Mer Noire - est considérée comme un souci majeur de conservation dans la zone de l'Accord. Cependant, très peu de données existent sur le nombre et le taux de captures, sur les espèces et les engins de pêche impliqués ainsi que sur la variabilité saisonnière et géographique des captures accidentelles. De telles informations sont fondamentales, en particulier, si les taux de captures accidentelles sont rapportés aux tailles des populations, car elles permettent d'évaluer si la mortalité résultant d'activités de pêche est soutenable ou non. Le but de cette action est de faciliter l'incorporation de rapports sur les captures accidentelles de Cétacés dans les pratiques de gestion de pêcheries dans les États membres de l'Accord, et à encourager la présence d'observateurs indépendants à bord des vaisseaux afin de recueillir des données impartiales. Le projet implique l'établissement d'un groupe d'intervention sur les captures accidentelles sous l'égide de L'Accord, qui coordonnera les travaux pendant une phase pilote initiale de trois ans dans trois zones expérimentales (idéalement, une dans un pays Méditerranéen du nord, une dans un pays Méditerranéen du sud, et une dans un pays de la Mer Noire). Les Procédures établies pendant cette phase pilote pourraient alors être appliquées dans le reste de la zone de l'Accord. Le groupe d'intervention sur les captures accidentelles devrait: (a) œuvrer en contact étroit avec les autorités de gestion des pêches des pays choisis; (b) fournir le soutien technique, les procédures de contrôle de qualité des données, la formation, la sensibilisation, les conseils et recommandations nécessaires; et (c) aider à la création du premier noyau d'une base de données centralisée sur les captures accidentelles. Une synergie avec l'action entreprise actuellement par la Commission européenne pour évaluer les captures accidentelles de Cétacés dans des eaux des États membres est fortement recommandée.

Les activités: Coordination, consultations, formation, programmes de sensibilisation et base de données

Synergies possibles : 2, 4, 15

Durée: 3 années (première phase)

Budget indicatif: 12,000 Euros

action n°	Plan de Conserv. art.n°	n°Ligne budgétaire	Titre:
4	3	931	<b>Développement et mise en oeuvre d'actions de conservation et de gestion pilotes dans des zones clés bien définies contenant des habitats critiques pour des populations appartenant aux espèces prioritaires.<sup>2</sup></b>

Malgré l'accroissement récent de la connaissance scientifique, de l'attention portée à l'écologie des Cétacés dans la zone de l'Accord et de la sensibilisation sur les risques pour la survie de ces mammifères, il apparaît de plus en plus que certaines populations se réduisent numériquement et deviennent de plus en plus fragmentaires dans leur aire de répartition qui elle-même se rétrécit. Cette constatation est particulièrement préoccupante pour le Dauphin commun en Méditerranée, ainsi que pour les marsouins communs, grands Dauphins, et cachalots. Dans certains cas bien connus, des unités de population relictées de ces espèces subissent de nos jours des réductions dramatiques, et seront vraisemblablement amenées à disparaître rapidement si des mesures d'urgence ne sont pas prises. Cette action propose de sélectionner quatre zones, chacune d'elle contenant l'habitat critique pour une des quatre espèces prioritaires. Dans chacune de ces zones un projet de conservation et de gestion pilote serait mis en œuvre immédiatement. Les zones devraient être sélectionnées sur la base de ses caractéristiques et de connaissances suffisantes et disponibles permettant la création d'un modèle, qui pourra alors être appliqué à d'autres situations similaires dans la zone de l'Accord. Les zones suivantes laissent entrevoir des possibilités dans ce domaine: (a) les eaux côtières entourant l'île de Kalamos, Grèce occidentale (Dauphins communs); (b) la zone côtière du sud Crimée, Ukraine, comprise entre le cap Sarych et le Cap Khersones (marsouins communs et grand Dauphins de Mer Noire); (c) les eaux du large du sud de la Crète, Grèce (Cachalots); et (d) les eaux de l'Archipel Losinj-Cres, Croatie (grand Dauphins méditerranéen). Des mesures de conservation devraient impliquer l'établissement de zones protégées appropriées (incluant l'habitat critique pour les espèces cibles) et l'adoption de plans expérimentaux de gestion avec la participation de la population et de groupes d'utilisateurs locaux. Les mesures devraient inclure la surveillance intensive des populations de Cétacés, les recherches appliquées, la réglementation des impacts dus aux activités humaines, des efforts d'instruction dirigés vers les communautés de pêcheurs locaux et d'utilisateurs du milieu à des fins ludiques, ainsi que la promotion d'activités alternatives (comme le whalewatching) et d'utilisation des ressources plus compatibles.

Les activités: études de bureau, études de terrain, consultations, campagnes d'instruction et sensibilisation, zones de protection.

Synergies possibles : 1, 2, 6, 7, 8, 9

Durée: en cours

Budget indicatif: 2002-2004: 80,000 Euros

action n°	Plan de Conserv. art.n°	n°Ligne budgétaire	Titre:
5	3	932	<b>Atelier sur des méthodes d'évaluation de la dégradation de l'habitat et son effet sur les populations de Cétacés.</b>

La dégradation biologique et physique des habitats est une des plus grandes préoccupations pour la conservation des Cétacés dans la zone de l'Accord. Cependant, ses mécanismes réels et son impact sur les populations sont très peu connus. Afin d'aborder le problème, un atelier est proposé dont l'objectif serait d'identifier et de développer les méthodologies adaptées à l'évaluation des conséquences pour les cétacés des changements survenus dans leurs habitats et à faciliter le développement éventuel d'un plan de recherche pour l'évaluation et la quantification de ces dégradations environnementales dans des zones spécifiques. Une réunion de pilotage pour la préparation d'un tel atelier, centré sur la mer Méditerranéenne, s'est déroulée en 2001 sous les auspices de la CBI, financée par l'Italie et le Royaume Uni. L'atelier porterait sur trois points: (a) examen de l'information disponible sur les Cétacés et leurs habitats dans la zone de l'Accord et, en

<sup>2</sup> *Delphinus delphis*, *Phocoena phocoena*, *Physeter macrocephalus*, *Tursiops truncatus*.



particulier, des études permettant les comparaisons entre des fragments de populations qui paraissent répondre à des différents niveaux de stress écologique; ainsi que l'examen de l'information disponible sur l'étude de perturbations majeures des habitats de Cétacés; (b) examiner et développer le concept d'habitat critique pour les Cétacés et développer des indicateurs quantitatifs qui peuvent lui être affecté; et (c) revoir et développer des approches de modélisation comme élément d'un cadre et d'une méthodologie permettant d'évaluer la signification des changements dans ces paramètres et de développer une stratégie pour contrôler la qualité des habitats critiques. Elle passe par l'identification des seuils à partir desquels les Cétacés peuvent être concernés, et sert de base aux études d'impacts des projets qui pourraient concerner les habitats des Cétacés, et, de ce fait, aider l'Accord dans sa mission fondamentale.

Les activités: Les consultations, consultants, atelier (3 jours/25 participants), rapport d'atelier  
Durée: 1 année  
Budget indicatif: 50,000 Euros

action n°	Plan de Conserv. art.n°	n°Ligne budgétaire	Titre:
6	4	941	<b>Planification de la Conservation des Cétacés dans la Mer Noire.</b>

Ce projet envisage la co-opération entre ACCOBAMS et la Commission pour la Mer Noire afin de préparer une proposition au FEM, concernant un plan de gestion et conservation pour les Cétacés de la Mer Noire. Ce plan devrait inclure des actions visant à combler les écarts de connaissance existant sur la diffusion, l'abondance, la structure des populations, et les facteurs menaçant la conservation des trois espèces impliquées, ainsi que les mesures de gestion telles que l'établissement de zones spécialement protégées, le développement et la mise en oeuvre de règlements permettant d'accroître la durabilité des activités humaines dans la sous-région, l'organisation de sessions de formations et les initiatives d'éducation et de sensibilisation.

Les activités: consultations, présentation de proposition  
Synergies possibles : 3, 4, 5, 12, 13, 15,  
Durée: 1 année  
Budget indicatif: -

action n°	Plan de Conserv. art.n°	n°Ligne budgétaire	Titre:
7	4	942	<b>Planification de la Conservation des Dauphins communs (<i>Delphinus delphis</i>) dans la mer Méditerranée.</b>

Les populations de Dauphins communs en Méditerranée ont subi une diminution dramatique pendant les dernières décennies, et ont presque complètement disparu de grandes portions de leur précédente aire de distribution. De récentes recherches le long de transects ont permis d'évaluer à près de 15,000 le nombre de Dauphins communs dans le sud-ouest de la mer d'Alboràn, mais l'évaluation quantitative n'a pas été réalisée pour le reste de la Méditerranée occidentale du fait du peu d'animaux observés. Les régions où les Dauphins communs sont plus fréquents couvrent le nord de la Mer Adriatique, la Mer des Baléares, et le bassin corso-liguro-provençal. Actuellement, les menaces principales affectant probablement les Dauphins communs dans la sous-région incluent les morts accidentelles dans les engins de pêche, la réduction de leurs ressources alimentaires liée à la surpêche et à la dégradation de leur habitat, et les effets des polluants toxiques. Par contre, les épizooties et les troubles reproductifs paraissent n'avoir concerné principalement que les Dauphins bleus et blancs. Les Dauphins communs peuvent aussi être menacés du fait de leur fort taux de contamination. Comme une première étape vers la mise en oeuvre d'un plan de conservation pour les espèces, une évaluation de leur statut et de leurs problèmes dans la sous-région devra être préparée, afin d'identifier les habitats critiques et à déterminer leur répartition et abondance à travers la zone étudiée. Ce projet impliquerait une série de campagnes ponctuelles de repérage des concentrations existantes en priorité

dans la Méditerranée orientale. Les méthodes standards devraient être employées afin que les résultats puissent être comparés avec des données précédentes ou avec d'autres régions. Les biopsies devraient être recueillies pour des analyses génétiques et toxicologiques. Les échantillons devraient être archivés dans une banque de tissus centralisée, et une coopération devrait s'établir afin de mieux saisir la structure des peuplements et identifier les différences régionales d'exposition aux polluants. Pour la première phase du projet, il est proposé qu'un comité de pilotage soit établi avec mission de finaliser la préparation du projet, incluant la prise en compte des aspects organisationnels, logistiques, financiers, techniques et scientifiques. La proposition complète serait présentée pour approbation à la MOP2.

Les activités: les consultations, planning, rédactions de projets, collecte de fonds  
 Synergies possibles : 3, 4, 5, 6, 8, 9, 11, 15, 17  
 Durée: 3 années  
 Budget indicatif: 12,000 Euros

action n°	Plan de Conserv. art.n°	n°Ligne budgétaire	Titre:
8	4	943	<b>Planification de la Conservation des grands Dauphins (<i>Tursiops truncatus</i>) dans la mer Méditerranée.</b>

Dans la Mer Méditerranée, les grands Dauphins se rencontrent dans des communautés côtières éparses composées de 50-150 individus; les distances entre ces groupes semblent augmenter constamment. Les menaces qu'ils affrontent sont sensiblement similaires à celles qui touchent les Dauphins communs et autres petits Cétacés de la région, bien que les grands Dauphins de la Mer Méditerranée semblent être particulièrement vulnérables aux activités humaines du fait de leur mode de vie côtier et du caractère fragmenté de leur population. Les mortalités accidentelles dans les filets maillants et les trémails surviennent fréquemment dans certaines zones, probablement à des taux non soutenables. Dans certaines zones, la surpêche de poissons démersaux peut affecter les proies des grands Dauphins. La mortalité directe résultant d'interactions entre des grands Dauphins et les pêcheries côtières artisanales sont aussi une source croissante de préoccupation. Des évaluations de population à travers la Méditerranée devraient être organisées là où les grands Dauphins sont connus, complétées par des sondages à plus grande échelle mais moins intensifs, permettant de déceler des "hotspots" de concentration. Une carte de présence du grand Dauphin le long du plateau continental Méditerranéen devrait être établie, avec l'identification de zones de concentration (où des habitats critiques sont susceptibles de se trouver) et d'absence. Les données de photo - identification devraient aussi être recueillies pendant les campagnes afin de participer à la création d'un catalogue pan-méditerranéen. Les campagnes devraient être conçues de manière à recueillir des données adaptées à l'évaluation de la distribution des espèces et des fréquences de leur rencontre dans le temps (e.g., campagnes menées à des intervalles de 3 ans). Les données et informations actuellement détenues par des groupes de recherche (publiées ou non) devraient être inventoriées dans une base de données largement accessible. Le recueil et l'analyse de séries temporelles de données indicatrices de tendances de population devraient être favorisées. Enfin, les efforts devraient être dirigés vers un contrôle des prises accidentelles et des captures directes, l'étude du rôle possible des polluants et des stress alimentaires dus à la réduction des proies appropriées. Pour la première phase du projet, il est proposé qu'un comité de pilotage soit établi afin de finaliser la préparation du projet, incluant la prise en compte des aspects organisationnels, logistiques, financiers, techniques et scientifiques. La proposition complète serait présentée pour approbation à la MOP2.

Les activités: consultant, planning, rédaction des propositions, collecte de fonds  
 Synergies possibles : 2, 3, 4, 5, 6, 7, 11, 15, 17  
 Durée: 3 années  
 Budget indicatif: 12,000 Euros

action n°	Plan de Conserv. art.n°	n°Ligne budgétaire	Titre:
9	4	944	<b>Surveillance du cachalot (<i>Physeter macrocephalus</i>) dans tout le bassin méditerranéen (première phase).</b>

Dans la Méditerranée, les cachalots se rencontrent principalement dans les eaux du large de la mer d'Alboran, du bassin corso-liguro-provençal, des mers tyrrhénienne, ionienne, égéenne et levantine. Des observations des différences dans le répertoire vocal, lors d'observations réalisées sur toute l'année et à partir de classes d'âges différentes sur les deux sexes dans la Méditerranée orientale, et l'absence d'observation dans le Détroit de Gibraltar, ont permis de démontrer, ce qui était surprenant, l'isolement démographique de ces populations par rapport à celles de l'Atlantique Nord. Bien qu'aucune estimation d'abondance ne soit disponible, le taux de rencontre des cachalots a été exceptionnellement bas ces dernières années, contrastant avec les évaluations d'abondance anciennes de ces animaux dans des zones de la Méditerranée. Une diminution possible des cachalots dans la région peut avoir été causée par de nombreux facteurs: (a) un grand nombre de cachalots ont été trouvés noyés dans les filets maillants des pêcheries hauturières d'espadons, et (b) les perturbations acoustiques dues à la circulation maritime intense, aux prospections géophysiques, aux opérations militaires, et à la pêche à la dynamite qui ont été en constante augmentation dans la Méditerranée dans les récentes décennies. Des campagnes sont urgentes afin d'évaluer l'abondance, la répartition de ces espèces et la présence d'habitats critiques dans la Méditerranée. Ce projet mené de manière plus efficace en utilisant une combinaison de techniques acoustiques et visuelles. Il est suggéré de partager la Méditerranée en un nombre de cellules (éventuellement 10-15), chacune pouvant être couverte par un vaisseau équipé d'un hydrophone remorqué collectant les données pendant des périodes de quatre semaines, puis d'effectuer des observations simultanées de ces cellules à partir d'autre type de plates-formes (par exemple des bateaux à voile), en juillet, quand les eaux sont plus calmes. Alors que les campagnes seront spécifiquement destinées à déterminer l'abondance des cachalots, leur répartition ainsi que l'usage de leur environnement et de leurs habitats critiques, elles présenteront une occasion unique d'obtenir d'autres précieux résultats, tels que la connaissance sur la présence, la répartition, la fréquence d'observation d'autres espèces de Cétacés dans le domaine pélagique et la pente continentale Méditerranéens; zones où les observations n'ont jamais été réalisées; le projet permettrait également la participation d'un nombre important de stagiaires dans un vaste effort de recherche. Pour la première phase du projet, il est proposé qu'un comité de pilotage soit établi avec mission de finaliser la préparation du projet, incluant la prise en compte des aspects organisationnels, logistiques, financiers, techniques et scientifiques. La proposition complète serait présentée pour approbation à la MOP2, et afin que les campagnes soient lancées éventuellement en juillet 2005.

Les activités: consultations, planning, rédaction de projets, collecte de fonds  
Synergies possibles : 4, 7, 8, 10, 11, 12  
Durée: 2 années  
Budget indicatif: 8,000 Euros

action n°	Plan de Conserv. art.n°	n°Ligne budgétaire	Titre:
10	4	néant	<b>Identification de sites Méditerranéens importants pour la conservation des Rorquals communs (<i>Balaenoptera physalus</i>), en plus du bassin Liguro-Corso-Provençal (CLP), et évaluation des rapports fonctionnels entre ces sites et le bassin CLP par rapport aux besoins environnementaux de l'espèce.</b>

Les Rorquals communs, représentés dans la Méditerranée par une population que l'on estime génétiquement distincte, résident toute l'année dans la sous-région et sont trouvés en grandes concentrations dans le bassin

corso-liguro-provençal (CLP) où un sanctuaire international pour les Cétacés vient d'être établi par la France, l'Italie et Monaco. Sanctuaire inscrit dans la liste des ASPIM par les Parties à la Convention de Barcelone. Dans le bassin CLP les Rorquals communs se rassemblent pendant l'été pour se nourrir, et une portion de la population est connue y demeurer tout l'hiver. Cependant, les Rorquals communs sont des mammifères migrants au long cours, et nous ne savons pas leurs destinations lorsqu'ils quittent le bassin CLP. Les données sur la distribution du Rorqual et ses habitudes environnementales en Méditerranée, en dehors du bassin CLP et tout au long de l'année, sont incomplètes et le manque de connaissance sur l'(es) emplacement(s) des habitats critiques pour la mise à bas et élevage des juvéniles est particulièrement gênant. L'objectif de ce projet est d'aider à élucider certains détails concernant leurs habitats et leurs schémas de déplacement dans la Méditerranée au delà du bassin CLP, afin de permettre l'amélioration de leur statut de conservation. Les données sur la présence du Rorqual commun et son abondance relative pendant l'été à travers la sous-région seront établies par des observations visuelles comme un sous-produit de l'action 9 (surveillance du Cachalot dans tout le bassin). En outre, le suivi à long-terme avec des balises satellitaires devrait être exécuté sur un échantillon adéquat d'individus, afin de déterminer les schémas de mouvements saisonniers et identifier les zones de destination possible en automne et hiver. Bien qu'aucun budget ne soit proposé pour la période 2002-2004, cette action a été insérée dans la liste du fait du statut de conservation incertain de ces espèces, et de mettre en exergue les possibilités de synergies entre ACCOBAMS et d'autres Organisations concernées par la conservation des Rorquals communs Méditerranéens.

Les activités: consultations, étude de terrain avec balisages satellitaires  
 Synergies possibles : 9  
 Durée: 4 années

action n°	Plan de Conserv. art.n°	n°Ligne budgétaire	Titre:
11	4	néant	<b>Développement de programme et de bases de données de photo - identification sur toute la zone ACCOBAMS.</b>

L'étude des populations de Cétacés en pleine mer en utilisant les techniques de photo-identification est devenue, depuis une décennie, un efficace et puissant moyen de recherche mis en œuvre dans nombreuses zones du monde, incluant des portions de la zone de l'Accord. De telles études ont démontré, entre autre, leur considérable intérêt pour la conservation. Récemment, un programme de trois ans, "Europhlukes", a été initié par la Commission européenne afin de développer un système européen de photo-identification de Cétacés comme outil de soutien à la conservation et à la recherche marine, de lancer un réseau qui reliera des fournisseurs de données avec leurs utilisateurs et d'assurer l'entretien et la croissance du système et de ses bases de données. Bien qu'un budget pour cette action n'a pas été déterminé pour la période 2002-2004, il est hautement recommandé qu'une liaison soit établie entre ACCOBAMS et le gestionnaire du projet "Europhlukes". Elle permettra d'explorer les possibilités de coopération pour l'extension du programme à des États non communautaires riverains de la zone de l'Accord, et d'aider à assurer la pérennisation de cette importante initiative après l'aboutissement de ce projet communautaire.

Les activités: consultations, réunions  
 Synergies possibles : 4, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13  
 Durée: en cours

action n°	Plan de Conserv. art.n°	n°Ligne budgétaire	Titre:
12	5	951	<b>Établissement et mise en oeuvre d'un programme de formation à long-terme sur les procédures et techniques de recherche, de surveillance et de conservation / gestion des Cétacés.</b>

Les techniques de recherche et de surveillance des Cétacés ont fait des progrès considérables dans les dernières décennies, et ont fourni un soutien notable aux efforts de gestion et conservation. Tandis que de telles techniques sont actuellement régulièrement appliquées, et même développées, dans certaines portions de la zone de l'Accord, elles sont largement ignorées ailleurs. L'accroissement des compétences en matière de recherche et de surveillance à travers toute la région est donc un défi et une haute priorité en ce qui concerne la conservation des Cétacés. Le problème à résoudre est double: (a) transmission des connaissances par des méthodes de formation appropriées, efficaces et durables, et (b) s'assurer que les connaissances laborieusement acquises sont utilisées à bon escient et à long terme une fois que les stagiaires l'appliqueront chez eux. A cet effet, l'activité débutera par l'organisation de cours de formation sur le terrain dans des zones fournissant des opportunités et des facilités de recherche adaptées à l'enseignement des techniques standards de recherche destinées à des participants sélectionnés ayant une expérience préalable. Par la suite il conviendra d'assurer l'assistance aux stagiaires choisis directement dans leurs pays, afin de les aider au développement et à la mise en oeuvre de projets de conservation et de recherche, au travers d'actions de coopération entre le Secrétariat de l'Accord, l'Unité de coordination sous-régionale, et la Partie contractante concernée.

Les activités: contrats avec les organisations d'enseignement et de formation, déplacements, participation dans des programmes de recherche nationaux et internationaux.

Synergies possibles : 4, 6, 7, 8, 9,

Durée: en cours

Budget indicatif: 2002-2004: 60,000 Euros

action n°	Plan de Conserv. art.n°	n°Ligne budgétaire	Titre:
13	5	952	<b>Développement d'un outil éducatif pour l'organisation de projets de recherche et d'études techniques de base.</b>

Plusieurs Pays ont indiqué leur intérêt pour les conseils et la formation dans les techniques et procédures de recherche et de surveillance. Le budget couvre la production et la diffusion d'un "kit pédagogique" basé sur un prototype, dont les éléments de base ont été identifiés par le Secrétariat Intérimaire. Les éléments contenus dans ce kit devraient inclure des bases scientifiques sur les Cétacés, un guide d'identification et de description des espèces vivant dans la zone de l'Accord, des protocoles pour l'approche et le whalewatching en mer, des protocoles et instructions de base pour l'échantillonnage et l'intervention dans le cas d'échouages, une sélection de documentations juridiques, une liste d'aires marines protégées, des possibilités d'instruction et de formation et une liste d'adresses utiles.

Les activités: diffusion et reproduction du kit pédagogique

Synergies possibles : 12, 14

Durée: 2 années

Budget indicatif: 42,000 Euros

action n°	Plan de Conserv. art.n°	n°Ligne budgétaire	Titre:
14	5	961	<b>Création de répertoires sub-régionaux d'autorités nationales, de Centres de recherche et de sauvetage, de scientifiques, d'Organisations gouvernementales et non-gouvernementales concernées par les objectifs de l'Accord.</b>

Un répertoire Méditerranéen avait déjà été préparé par une coopération entre le CAR/ASP, l'Institut de recherche Tethys et le Secrétariat Intérimaire de l'Accord. Seuls les coûts de mise à jour du répertoire actuel, son extension à la Mer Noire et à la zone Atlantique adjacente, et sa publication sont couverts ici.

Les activités: étude de bureau, correspondance, diffusion et préparation du répertoire  
Durée: 1 année (2003)  
Budget indicatif: 2,000 Euros

action n°	Plan de Conserv. art.n°	n°Ligne budgétaire	Titre:
15	5	962	<b>Soutien à la mise en oeuvre de réseaux d'échouages, et leur coordination en un réseau régional plus large.</b>

Les échouages de Cétacés créent une occasion unique pour la collecte des connaissances indispensables sur la mortalité des populations de Cétacés due à des causes naturelles ou humaines, et fournit une source pour de précieuses informations supplémentaires, entre autres, sur la biologie, la pathologie, la génétique des populations et la toxicologie des espèces. Des réseaux d'échouage existent dans la zone de l'Accord, chacun d'eux a des degrés de couverture dans l'espace et le temps, d'efficacité, et de participation institutionnelle diverses. Les buts de cette action sont : (a) améliorer l'efficacité, si nécessaire, des réseaux d'échouages nationaux, (b) aider à l'accroissement du savoir-faire approprié aux pays où les échouages ne sont pas actuellement exploités, et (c) créer la base pour l'établissement d'un réseau plus large au niveau régional. Dans une première phase, un mécanisme de coordination devrait être établi, consistant en une base centralisée sur les échouages de Cétacés gérée pour le Secrétariat de l'Accord, afin de promouvoir l'échange d'informations sur les échouages parmi les Etats de l'aire de l'Accord. Des étapes complémentaires sont proposées: (a) la promotion d'un accord ACCOBAMS-CAR/ASP, afin de tirer le meilleur parti de la base de données Méditerranéenne d'échouages (MEDACES), (b) son élargissement, par l'entremise du Secrétariat de l'Accord, aux données de la Mer Noire; (c) l'organisation de formations spécialisées; (d) l'établissement d'une interface appropriée avec un système régional de banques de tissus; (e) la création d'un site web; et (f) la publication et diffusion de protocoles sur les échouages et d'un code d'éthique.

Les activités: base de données, site web, consultations, formations, études de bureau  
Synergies possibles : 3, 5, 6, 7, 8, 12, 13, 14, 17, 18  
Durée: en cours  
Budget indicatif: 2002-2004: 12,000 Euros  
2004-2006: 28,000 Euros

action n°	Plan de Conserv. art.n°	n°Ligne budgétaire	Titre:
16	5	964	<b>Développement d'un réseau de bases de données bibliographiques et de bibliothèques spécialisées.</b>

Un des obstacles majeurs à la généralisation d'une tradition de recherche céto-logique dans la région - condition fondamentale à la conservation et, in fine, à la mise en œuvre des objectifs de L'Accord - est le peu de disponibilité, dans les milieux académiques et scientifiques des Pays riverains, d'une littérature spécialisée tenue à jour. Cette action propose l'établissement d'un groupe de travail qui devrait inclure l'expertise spécialisée de bibliothécaires afin d'examiner la disponibilité actuelle en matière de bibliographies spécialisées dans la zone de l'Accord, renforcer des possibilités existantes et identifier les

sites où des bibliothèques spécialisées supplémentaires devraient être établies. Un soutien devrait être fourni aux bibliothèques existantes contenant des collections bibliographiques cétozoologiques notoire, afin d'assurer leur extension et leur mise à jour permanente, faciliter l'accès à l'information par la communauté scientifique locale et fournir un cadre pour l'accroissement des compétences qui encouragera la recherche en documentation cétozoologique dans la zone de l'Accord. Des technologies modernes de transfert et d'échange de documentation devraient être adoptées et encouragées, et des bases de données bibliothécaires devraient être gérées dans le contexte d'un réseau qui facilite les recherches et les échanges croisés entre les bibliothèques.

Les activités: consultations, études de bureau, base de données bibliographiques, site web  
 Synergies possibles : 3, 11, 12, 13, 14, 15, 17  
 Durée: en cours  
 Budget indicatif: 2002-2004: 114,000 Euros

action n°	Plan de Conserv. art.n°	n°Ligne budgétaire	Titre:
17	5	965	<b>Établissement d'un système de banques de tissus.</b>

Des banques centralisées de tissus de Cétacés(connues aussi comme " banques de tissus"), provenant essentiellement d'échouages, de captures accidentelles d'animaux et de biopsies permettent d'améliorer grandement la compréhension des mécanismes pathologiques et toxicologiques à l'origine des situations d'urgence au niveau régional. Actuellement, deux banques de tissus existent dans la sous-région Méditerranée, une en Espagne (Université de Barcelone), centrée sur les polluants, et une en Italie (Université de Padoue) centrée sur la pathologie. Le but de cette action est de favoriser la coordination entre les initiatives existantes, et promouvoir l'élargissement du système de banque à la zone entière de l'Accord, et en particulier à la Mer Noire.

Les activités: consultations  
 Synergies possibles : 3, 5, 6, 7, 8, 14, 15  
 Durée: en cours  
 Budget indicatif: 4,000 Euros

action n°	Plan de Conserv. art.n°	n°Ligne budgétaire	Titre:
18	6	971	<b>Établissement d'un groupe d'intervention pour les situations d'urgence.</b>

Au cours de ces dernières années la zone de l'Accord a été la scène d'importants événements de mortalité de Cétacés, impliquant des échouages massifs sur de larges zones géographiques qui ont focalisé l'attention de la communauté scientifique et l'ont alarmée. Afin de faire face à de possibles nouveaux événements de ce type, ainsi qu'à des accidents majeurs concernant les populations de Cétacés ou leurs habitats critiques, l'établissement d'un groupe de travail sur la mortalité de mammifères marins et sur les événements d'urgence, formé par des experts internationaux, est hautement recommandé. Si nécessaire, et, sur demande du Secrétariat, ce groupe de travail prendra les dispositions nécessaires pour qu'une petite équipe d'experts puisse évaluer la situation sur place et conseiller des groupes nationaux. Le développement de protocoles d'intervention et de codes de conduites à suivre en cas de situations d'urgence devraient aussi être inclus dans les tâches de ce groupe.

Les activités: consultations, groupe de travail, rencontre, étude de bureau, voyage  
 Synergies possibles : 12, 13, 14, 15  
 Durée: en cours  
 Budget indicatif: 12,000 Euros





## RESOLUTION 1.10

### COOPERATION ENTRE LES RÉSEAUX NATIONAUX D'ÉCHOUAGES DE CÉTACÉS ET CRÉATION D'UNE BASE DE DONNÉES

*La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente,*

*Rappelant* que l'Article II, paragraphe 3.e), de l'Accord invite les Parties à un « renforcement des capacités, collecte et diffusion de l'information, formation et éducation » ;

*Rappelant par ailleurs* que le Plan de conservation engage les Parties à :

- développer "des programmes de recherche systématiques portant sur des animaux morts, échoués, blessés ou malades afin de déterminer les principales interactions avec les activités humaines et d'identifier les menaces réelles ou potentielles" paragraphe 4.d);
- " développer les systèmes de collecte de données sur les observations, les prises accidentelles, les échouages, les épizooties et autres phénomènes relatifs aux Cétacés;" paragraphe 5.a);
- " établir, en tant que de besoin, une base de données sous-régionale ou régionale pour gérer les informations collectées" paragraphe 5.e).

*Rappelant également* que le Plan de conservation prévoit que "de telles actions seront conduites de manière concertée au niveau sous-régional et au niveau de l'Accord, soutenues par le secrétariat de l'Accord, les Unités de coordination et le Comité scientifique, et menées en collaboration avec les institutions ou organisations internationales compétentes."

*Rappelant que* la Résolution 1.9 propose, à travers l'Action 15 de l'annexe 1, de soutenir la mise en œuvre de réseaux nationaux d'échouages de cétacés, et leur coordination en un réseau régional plus large, avec une mention spéciale pour la Mer Noire ;

*Consciente* du fait qu'il existe déjà, dans la zone d'application de l'Accord, de nombreux réseaux ou structures de suivi et de collecte des données provenant d'animaux échoués ainsi qu'une initiative Méditerranéenne de coordination gérée par le CAR/ASP sous le nom de MEDACES;

1. *Prend note* du rapport du Secrétariat établi sur la base des réponses au questionnaire diffusé par le Secrétariat intérimaire en fin 2000 et présentant l'état des structures nationales de suivi des animaux échoués ainsi que le projet de coordination de ces réseaux.
2. *Recommande* à chaque Partie individuellement
  - de mettre en œuvre, si ce n'est déjà fait, ou de compléter au niveau national un réseau ou des structures d'information permettant d'intervenir sur les sites et de collecter des données sur les échouages de cétacés;
  - de renforcer la coordination afin de potentialiser les renseignements recueillis,
  - d'accroître en tant que de besoin la participation des ONG et de la communauté scientifique à de telles actions
  - d'appuyer l'introduction dans les cours de formation à la cétologie des pratiques de terrain appropriées;
3. *Recommande* la coordination des réseaux nationaux et la création d'une base de données couvrant la zone de l'Accord;
4. *Accueille favorablement* l'offre de l'Espagne en collaboration avec l'Université de Valence de compléter la base de données MEDACES, qui devrait être développée dans l'intérêt et avec le

concours de toutes les Etats riverains, pour couvrir toute la sous-région Méditerranée/zone Atlantique de l'Accord;

5. *Confie* sa gestion, en ce qui concerne la sous-région Méditerranée/zone Atlantique adjacente, au CAR/ASP en tant qu'Unité de coordination sous régionale;
6. *Charge* le Secrétariat de trouver les moyens d'établir et de gérer la base de données équivalente pour la Mer Noire et de la relier, dans toute la mesure du possible, avec celle de la Méditerranée/zone Atlantique de l'Accord ;
7. *Invite* les autres Pays riverains de la zone à participer à ces actions;
8. *Invite* les Parties qui sont également Parties à la CITES à inscrire les laboratoires compétents auprès du Secrétariat de la CITES en application de la résolution CITES Conf. 11/15 qui permet de faciliter les échanges de spécimens entre leurs scientifiques (MOP 1/ Inf.11);
9. *Demande* au Comité scientifique, lors de sa première réunion d'approuver un protocole général sur les mesures à mettre en œuvre en présence d'animaux échoués ainsi qu'un code de déontologie d'assurance qualité et d'utilisation de la base de données, et de définir les modalités pratiques de mise en place du réseau;
10. *Demande également* au Comité scientifique de faire rapport sur l'état d'avancement des travaux en la matière;
11. *Offre* aux organismes et institutions participants à ces projets la possibilité d'utiliser le logo de "partenaire de l'ACCOBAMS" dans le cadre des travaux relatifs à ces questions sous réserve de l'approbation du Secrétaire Exécutif.

## RÉSOLUTION 1.11

### LIGNES DIRECTRICES POUR L'OBSERVATION DES CÉTACÉS À DES FINS COMMERCIALES DANS LA ZONE DE L'ACCOBAMS

*La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente,*

#### *Considérant*

- que les activités d'observation des cétacés à des fins commerciales sont de plus en plus développées dans l'aire de répartition de l'ACCOBAMS et exigent d'être réglementées;
- que les activités d'observation des cétacés à des fins commerciales, lorsqu'elles sont correctement conduites, contribuent au développement de l'éducation et de la prise de conscience sur la question des cétacés et de leur habitat;

#### *Notant :*

- que la Commission Baleinière Internationale, lors de sa quarante-huitième réunion annuelle (1996), a adopté les recommandations du Comité scientifique concernant les principes généraux pour la gestion des activités d'observation touristique des cétacés (IWC, Résolution 1996-2);
- que l'atelier sur les aspects juridiques de l'observation touristique des cétacés, tenu en 1997 à Punta Arenas, au Chili, et organisé par l'IFAW (International Fund for Animal Welfare), a rédigé les Options pour le Développement de Législation ou de Lignes Directrices liées à l'observation des cétacés;
- le code de conduite pour l'observation des cétacés, élaboré sur la base de l'Accord entre la France, l'Italie et Monaco relatif à la création en Méditerranée d'un Sanctuaire pour les Mammifères Marins;
- qu'une législation ou des lignes directrices s'appliquant aux activités d'observation des cétacés ont été adoptées par un certain nombre de pays;

#### *Reconnaissant*

- qu'en vertu de l'article II.1 de l'ACCOBAMS, les Parties interdisent et prennent toutes les mesures nécessaires pour éliminer tout prélèvement délibéré de cétacés, y compris leur harcèlement ou toute tentative de s'engager dans une telle activité;
- que dans le chapitre 2 de l'Annexe 2 de l'ACCOBAMS, lorsque nécessaire, les Parties élaborent des lignes directrices et/ou des codes de conduite pour réglementer ou gérer les activités créant des interactions entre les hommes et les cétacés, telles que les activités touristiques;
- qu'en vertu du chapitre 1.c) de l'Annexe 2 de l'ACCOBAMS, les Parties demandent que soient menées des études d'impact destinées à servir de base à l'autorisation ou à l'interdiction de la poursuite ou du développement futur des activités susceptibles d'affecter les cétacés ou leurs habitats dans la zone de l'Accord, comprenant le tourisme et l'observation des cétacés, ainsi qu'à la détermination des conditions dans lesquelles ces activités peuvent être pratiquées;
- qu'en vertu de l'article III.8.c) de l'ACCOBAMS, la Réunion des Parties fait des recommandations aux Parties, si elle le juge nécessaire ou approprié, et adopte des mesures spécifiques pour améliorer l'efficacité de l'ACCOBAMS;

*Consciente* qu'il est souhaitable que d'autres lignes directrices soient développées dans un futur proche concernant l'observation des cétacés à des fins de recherches ou à des fins récréatives, non commerciales.

1. Recommande aux Parties Contractantes de prendre en considération les lignes directrices annexées ci-après lorsqu'elles élaboreront ou mettront à jour leur législation nationale sur les activités d'observation des cétacés ;
2. *Demande* au Comité Scientifique de développer ces lignes directrices sur la base de l'évolution des connaissances scientifiques.

## **ANNEXE 1**

### **LIGNES DIRECTRICES POUR L'OBSERVATION DES CÉTACÉS À DES FINS COMMERCIALES DANS LA ZONE DE L'ACCOBAMS**

#### **Point 1**

##### **Portée des lignes directrices**

Ces lignes directrices visent les activités d'observation des cétacés menées à des fins commerciales et soumises à la juridiction des Parties à l'ACCOBAMS.

#### **Point 2**

##### **Étude d'impact**

1. Avant d'autoriser des activités d'observation des cétacés, les Parties exigent une étude de leur impact sur l'état de conservation favorable des cétacés.
2. L'étude d'impact est basée sur la meilleure information scientifique disponible.
3. Aucune activité d'observation des cétacés n'est autorisée s'il existe des menaces d'impact défavorable significatives sur le modèle de comportement ou le bien-être physiologique des cétacés, en tenant compte du nombre et de l'effet de telles opérations déjà existantes.
4. Sur la base des résultats de l'étude d'impact, les Parties devraient déterminer des conditions spéciales pour effectuer des activités d'observation des cétacés.
5. L'étude d'impact est répétée à intervalles périodiques.
6. L'étude d'impact est effectuée conformément à la procédure spéciale déterminée par les Parties.

#### **Point 3**

##### **Autorisation**

1. Aucune activité commerciale d'observation des cétacés n'est permise sans une autorisation accordée par l'administration compétente.
2. Tout demandeur d'une autorisation pour un navire ou aéronef affecté à une opération d'observation des cétacés doit soumettre à l'administration compétente une demande qui mentionnera:
  - a) le type, le nombre et la vitesse des navires ou aéronefs affectés à l'opération et le nombre maximum de navires ou aéronefs que l'opérateur propose d'utiliser à tout moment ;
  - b) l'information concernant le niveau sonore de chaque navire ou aéronef au-dessus et en dessous du niveau de la mer;
  - c) la zone de l'opération;
  - d) la base de l'opération;
  - e) la durée et la fréquence des voyages;
  - f) les espèces de cétacés avec lesquelles l'opération aura un contact et le genre de contact;
  - g) la méthode de localisation des cétacés;
  - h) le nombre maximum de passagers à prendre à bord;
  - i) les personnes aux commandes du navire ou de l'aéronef;
  - j) le matériel éducatif fourni aux passagers;
  - k) l'altitude de l'avion.

3. Aucune autorisation ne devrait être accordée si l'administration compétente n'est pas satisfaite en ce qui concerne les points suivants :
- a) l'opérateur et le personnel qui entrent en contact avec des cétacés ont une expérience suffisante avec les cétacés;
  - b) l'opérateur et le personnel ont une connaissance suffisante de la zone concernée, du milieu marin et des conditions météorologiques;
  - c) l'opérateur et le personnel qui entrent en contact avec des cétacés n'ont aucune condamnation pour crimes de mauvais traitement des animaux;
  - d) l'opération proposée a une valeur éducative suffisante pour le public.
4. L'administration compétente peut à tout moment suspendre ou révoquer une autorisation, ou limiter l'opération autorisée, lorsque :
- a) le détenteur viole ou ne se conforme pas à toute condition réglementaire concernant l'observation des cétacés ou à toute condition indiquée dans l'autorisation ;
  - b) la suspension, la révocation ou l'amendement de l'autorisation est nécessaire, sur des bases fondées, pour maintenir l'état de conservation favorable des cétacés.

#### Point 4 Comportements vis à vis des cétacés

Les conditions suivantes devraient s'appliquer lorsque des activités d'observation des cétacés sont menées:

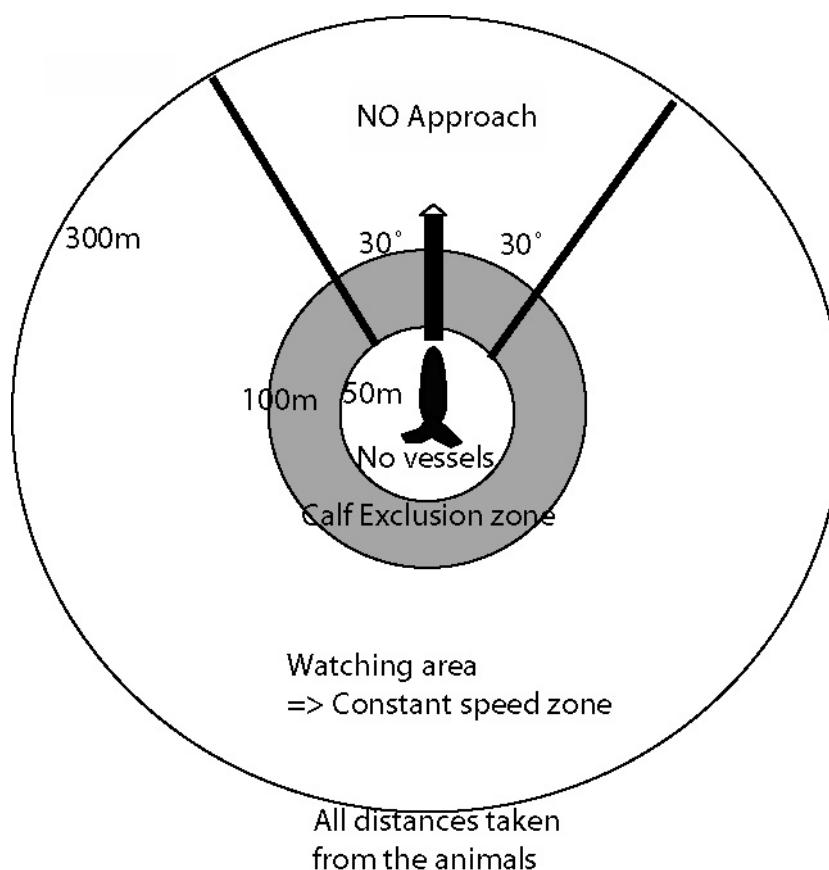
- a) les navires et les aéronefs devraient être utilisés de façon à ne pas perturber les mouvements et le comportement normaux des cétacés;
- b) le contact avec les cétacés devrait être abandonné dès l'instant où ils donnent des signes de dérangement ou d'alarme;
- c) aucun cétacé ne devrait être séparé d'un groupe;
- d) aucun déchet ou nourriture ne devraient être jetés près ou autour des cétacés;
- e) aucun changement soudain ou répété de la vitesse ou de la direction des navires ou de l'aéronef ne devrait être entrepris excepté dans un cas d'urgence;
- f) lorsqu'un navire s'arrête pour permettre aux passagers d'observer un cétacé, les moteurs devraient être placés au point mort;
- g) aucun aéronef ne devrait voler en dessous de 450 pieds au-dessus de niveau de la mer;
- h) aucun navire ne devrait s'approcher à moins de 50 mètres d'un cétacé;
- i) aucun navire ne devrait couper la route à un cétacé ;
- j) aucun cétacé ne devrait être empêché de s'éloigner des abords d'un navire ;
- k) un navire, à moins de 300 mètres des cétacés, devrait se déplacer à une vitesse constante et pas plus rapidement que le cétacé le plus lent à proximité;
- l) un navire s'éloignant des cétacés devrait procéder lentement jusqu'à ce qu'il soit au moins à 300 mètres du cétacé le plus proche;
- m) l'aéronef devrait être piloté de telle sorte que, sans compromettre sa sécurité, son ombre ne se projette pas sur les cétacés ;
- n) un seul navire ou aéronef à la fois devrait être autorisé à entrer dans la zone d'observation;
- o) la présence dans la zone d'observation devrait être limitée à environ 15 minutes pour les navires ou 2 minutes pour les aéronefs, surtout si d'autres navires ou aéronefs attendent leur tour;
- p) aucun navire ne devrait s'approcher à moins de 100 mètres de tout cétacé accompagné d'un petit;
- q) les navires ne devraient s'approcher des cétacés que par l'arrière et de biais ;
- r) les activités telles que la natation avec les cétacés devraient être spécifiquement autorisées et réglementées;
- s) les cétacés ne devraient être d'aucune autre manière dérangés ou harcelés.

Point 5  
**Formation et label spécial de qualité**

1. Les Parties devraient organiser des cours de formation pour les opérateurs et le personnel et leur délivrer une attestation.
2. Les Parties devraient permettre l'usage ou l'emploi d'un label spécial de qualité pour les opérateurs qui se sont comportés d'une manière conforme aux réglementations ou lignes directrices applicables, ont obtenu une attestation de formation et ont un guide qualifié à bord.

Point 6  
**Sanctions et compensation**

1. Les Parties devront imposer des sanctions suffisamment graves pour dissuader toute violation des présentes lignes directrices, y compris la suspension et l'annulation des autorisations.
2. Les responsables de violations devront réparer les dommages sous la forme d'une indemnisation ou par un autre moyen permettant d'en atténuer les effets.



## RÉSOLUTION 1.12

### CONSERVATION DU *Tursiops truncatus* : GRAND DAUPHIN DE LA MER NOIRE

*La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente,*

*Rappelant* l'Article II.1 de l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente, qui stipule que les Parties doivent prohiber et prendre toutes les mesures nécessaires pour éradiquer, lorsque cela n'a pas déjà été fait, toute prise délibérée de cétacés;

*Prenant note* du rapport sur l'état de conservation de l'espèce *Tursiops truncatus* en Mer Noire (MOP1/inf 8) et des données concernant son commerce international;

*Consciente* que *Tursiops truncatus* est sévèrement menacé en Mer Noire en raison des multiples pressions anthropiques ;

*Consciente* des obligations à l'égard de cette espèce, relatives à la Convention sur la Conservation de la Vie Sauvage et des Habitats Naturels en Europe (Convention de Berne), la Convention sur la Conservation des Espèces Migratrices appartenant à la faune sauvage (Convention de Bonn) et le Protocole de la Convention de Barcelone relatif aux Aires Spécialement Protégées et à la diversité biologique en Méditerranée ;

*Reconnaissant* que le commerce local et international de l'espèce *Tursiops truncatus* en Mer Noire risque d'aggraver le stress de cette population ;

*Reconnaissant également* que la pression exercée par son commerce pourrait faire obstacle aux mesures de conservation prises par les États de l'aire de répartition vis à vis de cette population;

*Rappelant* que la Convention sur le Commerce International d'espèces menacées de la faune et de la flore sauvage (CITES) est l'organisme compétent pour réglementer les échanges internationaux d'espèces menacées, mais que son efficacité dépend d'outils de contrôle appropriés et du renforcement de ses dispositions au niveau des États exportateurs et importateurs ; et,

*Rappelant aussi* que l'Article XV 2.b) de la CITES stipule que, dans le but de déterminer le niveau approprié de protection des espèces marines dans le commerce international, la CITES doit consulter les Organismes Intergouvernementaux ayant une action en rapport à ces espèces en particulier afin d'obtenir d'eux des données scientifiques et de garantir la coordination avec toute mesure de conservation recommandée par de tels Organismes;

*Ayant à l'esprit* les Décisions 11.91 et 11.139 de la CITES<sup>1</sup> sur le *Tursiops truncatus* de la Mer Noire qui appellent à une coordination des mesures entre les Organisations Internationales compétentes et spécialement l'ACCOBAMS ;

*Reconnaissant* que l'identification génétique de cette population n'est pas encore finalisée et que cela augmente les difficultés de mise en place des mesures de contrôle des échanges commerciaux, mais ;

*Consciente* que l'article II.4 de l'ACCOBAMS appelle à l'application du principe de précaution dans la mise en œuvre de mesures de ce type;

*Ayant aussi à l'esprit* la Recommandation n°86 (2001) de la Convention de Berne<sup>2</sup> ;

<sup>1</sup> : voir MOP1/Inf.10 : Décisions 11.91 et 11.139 de la CITES.



1. *Invite* les Parties à mettre en oeuvre tous les efforts pour renforcer strictement l'interdiction des prises intentionnelles, et la détention, du *Tursiops truncatus* de la Mer Noire ;
2. *Invite également* les Parties à prohiber l'importation, l'exportation et la réexportation du *Tursiops truncatus* en provenance des États de l'aire de répartition de l'ACCOBAMS, et particulièrement des États riverains de la Mer Noire ;
3. *Recommande* aux Parties qui sont également Parties à la CITES de notifier cette interdiction au Secrétariat et aux autres Parties à la CITES<sup>3</sup>.
4. *Appelle* les autres États et spécialement ceux de l'aire de répartition de *Tursiops truncatus* à appliquer les mêmes mesures ;
5. *Apporte son soutien* :
  - au Secrétariat Permanent de la CITES, et aux Parties à la CITES qui ne l'auraient pas encore fait, dans la mise en œuvre de la Décision 11.139;
  - au Comité Animal de la CITES, et aux Parties à la CITES qui ne l'auraient pas encore fait, dans la mise en œuvre de la Décision 11.91;
6. *Demande* aux Parties à la CITES d'apporter une meilleure protection à cette population notamment en l'inscrivant à l'Annexe I ;
7. *Demande* au Comité Scientifique :
  - de proposer d'autres recherches à mener sur ce sujet ;
  - d'examiner le rapport sur l'état de *Tursiops truncatus* du Sous-Comité sur les petits cétacés de la Commission Baleinière Internationale en 2002,
8. *Demande* à ce Sous-Comité d'examiner l'état de *Tursiops truncatus ponticus* en 2002 plutôt qu'en 2003.

---

<sup>2</sup> : voir MOP1/Inf.10 : Recommandation n°86 (2001) de la Convention de Berne

<sup>3</sup> : voir MOP1/Inf.10 : cf. exemple de l'Argentine (Notification aux Parties 2001/029)

## RÉSOLUTION 1.13

### ATTRIBUTION DU STATUT "PARTENAIRE DE L'ACCOBAMS"

*La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente,*

*Considérant* qu'un certain nombre d'Organisations et d'Institutions techniquement qualifiées dans la conservation des cétacés jouent un rôle important dans les activités pertinentes pour les objectifs de l'Accord ;

*Reconnaissant* d'ores et déjà la collaboration active avec le Secrétariat intérimaire et le rôle important joué par l'American Society of International Law - Wildlife Interest Group, l'European Cetacean Society (ECS), l'Instituto Centrale per la Ricerca Applicata al Mare (ICRAM), le National Institute for Marine Research and Development «Grigore Antipa», le Musée Océanographique de Monaco, le Pelagos Cetacean Research Institute, la Swiss Cetacean Society (SCS), le Tethys Research Institute, l'Université de Valencia, la Whale and Dolphin Conservation Society (WDCS), BREMA Laboratory.

*Sachant* que l'octroi du statut de "Partenaire de l'ACCOBAMS" est l'aboutissement des relations d'ores et déjà établies au bénéfice réciproque entre le Secrétariat Intérimaire et ces Organismes, facilitant leur coopération notamment dans les domaines de l'évaluation et la gestion des interactions Homme-Cétacés mais aussi dans les activités de renforcement des capacités, de collecte et diffusion de renseignements, de formation et d'éducation.

*Sachant en outre* que d'autres Organisations et Institutions peuvent contribuer à l'accomplissement des objectifs de l'Accord,

*Décide:*

1. d'adopter le règlement d'attribution du statut de "Partenaire de l'ACCOBAMS" en annexe 1;
2. d'attribuer ce statut pour les Organisations et Institutions suivantes: l'American Society of International Law - Wildlife Interest Group, l'European Cetacean Society (ECS), l'Instituto Centrale per la Ricerca Applicata al Mare (ICRAM), le National Institute for Marine Research and Development «Grigore Antipa», le Musée Océanographique de Monaco, le Pelagos Cetacean Research Institute, la Swiss Cetacean Society (SCS), le Tethys Research Institute, l'Université de Valencia, la Whale and Dolphin Conservation Society (WDCS), BREMA Laboratory.
3. que les Organisations et Institutions qui souhaitent être reconnues officiellement comme partenaires de l'Accord doivent en faire la demande au Secrétariat Permanent de l'Accord, afin que cette demande puisse être inscrite à l'ordre du jour de la session suivante du Bureau pour décision;
4. que ce statut facilitera leur participation à la mise en œuvre des priorités internationales adoptées par les Parties et financés par le budget de l'Accord ou par le fonds additionnel de conservation, et leur permettra de recevoir en priorité les informations du Comité Scientifique;
5. de charger le Secrétariat de l'Accord de fournir aux Organisations et Institutions partenaires un logo mentionnant le label "Partenaire de l'ACCOBAMS", qu'elles seront autorisées à employer pour toutes leurs actions pertinentes pour les objectifs de l'Accord;
6. que ce statut peut être revu par la Réunion des Parties contractantes sur la base d'un rapport présenté par le Bureau.

## ANNEXE 1

### **RÈGLEMENT RÉGISSANT L'ATTRIBUTION DU STATUT " PARTENAIRE DE L'ACCOBAMS"**

1. Les Organisations et les Institutions techniquement qualifiées dans la conservation des Cétacés officiellement reconnues comme partenaires de l'ACCOBAMS par la Réunion des Parties à l'Accord doivent contribuer de manière régulière et dans toute la mesure de leurs possibilités à l'élaboration des politiques et instruments techniques et scientifiques de l'Accord et à leur application;
2. Les partenaires sont invités à participer en qualité d'observateurs et de conseillers à toutes les activités de l'Accord, sauf dispositions contraires de la Réunion des Parties;
3. Les partenaires peuvent également être invités, selon que de besoin, à participer à l'évaluation de propositions de projets, à l'application de projets et à l'évaluation des résultats des projets, ainsi qu'à l'élaboration de politiques et d'instruments techniques et/ou scientifiques d'application de l'Accord;
4. Le statut de partenaire est donc conféré à des Organisations et des Institutions qui répondent aux caractéristiques suivantes:
  - 4.1 Ont une mission explicite ou clairement implicite, de conservation des Cétacés, de leur habitat, ou des interactions Homme-Cétacés, ou toute autre activité pertinente pour les objectifs de l'Accord;
  - 4.2 Ont acquis une expérience pratique pour avoir participé à l'application de projets sur le terrain de recherche, de collecte de gestion et d'analyse d'informations, ou d'autres activités de formation ou à caractère éducatives, qui contribuent à la conservation des Cétacés, ou pour avoir réalisé de tels projets;
  - 4.3 Ont l'expérience de projets en partenariat notamment dans les domaines de la formation et de l'éducation, de l'expertise technique et/ou scientifique, de l'élaboration de politiques et/ou de l'évaluation, notamment lorsque de tels projets apportent des avantages nouveaux et additionnels au fonctionnement du partenariat avec l'ACCOBAMS ;
  - 4.4 Sont réputées avoir la volonté et la capacité de coopérer avec des organismes nationaux et internationaux, notamment des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux;
  - 4.5 Ont déclaré qu'elles étaient prêtes à contribuer activement, de façon régulière, à l'élaboration des politiques et instruments de l'ACCOBAMS et à leur développement et leur application sur le terrain, notamment en aidant les Parties contractantes à s'acquitter de leurs obligations aux termes de l'Accord;
  - 4.6 Sont prêtes à procéder à un échange de lettres avec le Secrétariat de l'Accord dans lequel l'accord de partenariat sera clairement visé.

## RÉSOLUTION 1.14

### ADOPTION D'UN LOGO POUR L'ACCORD ET MODALITÉS DE SON UTILISATION

*La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente,*

*Considérant* que la promotion de l'Accord, sa médiatisation et la sensibilisation du public ne peuvent qu'être facilitées par une identification visuelle immédiate de l'Accord;

*Souhaitant* que les partenaires de la mise en œuvre de l'Accord puissent également identifier leurs activités et leurs produits établis dans ce cadre;

1. *Adopte* le logo de l'Accord ci-dessous et son adaptation pour les "Partenaires de l'ACCOBAMS";
2. *Prie* le Secrétariat d'utiliser le logo de l'Accord pour marquer les actions et produits ayant trait au fonctionnement de l'Accord, du Comité scientifique, des Unités de coordination sous-régionales en relation éventuelle avec leur propre logo, ainsi que de toute activité se déroulant sous l'égide de l'Accord;
3. *Prie* les Organisations internationales et les Institutions possédant le statut de "Partenaire de l'ACCOBAMS" d'utiliser le logo qui a été spécialement adapté pour elles dans toutes les activités ayant un rapport avec les domaines d'activités pertinentes pour les objectifs de l'Accord;
4. *Prie* le Secrétariat de faire rapport à chaque réunion ordinaire des Parties sur l'utilisation du logo.

Logo ACCOBAMS



Logo "Partenaire d'ACCOBAMS"



<b>RÉSOLUTION 1.15</b>
------------------------

---

**DATE, LIEU ET FINANCEMENT DE LA DEUXIEME RÉUNION DES PARTIES A  
L'ACCORD SUR LA CONSERVATION DES CÉTACÉS DE LA MER NOIRE, DE LA  
MÉDITERRANÉE ET DE LA ZONE ATLANTIQUE ADJACENTE**

---

*La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente,*

*Rappelant* l'Article III, alinéa 2, de l'Accord qui établit que le Secrétariat de l'Accord réuni, en consultation avec le Secrétariat de la Convention, les sessions ordinaires de la Réunion des Parties à intervalle de moins de trois ans, à moins que la Réunion des Parties n'en décide autrement,

*Notant* que la première Réunion des Parties était accueillie par la Principauté de Monaco du 28 février au 2 mars 2002,

*Ayant conscience* des avantages qui peuvent revenir à l'Accord et aux Parties, particulièrement celles, en développement ou en économie en transition, qui accueillent les sessions de la Réunion des Parties dans les différentes régions du champ d'application géographique de l'Accord,

1. *Décide* que la deuxième session de la Réunion des Parties prendra place à la fin de l'année 2004 ;
2. *Accueille* et accepte avec gratitude l'offre de l'Espagne de recevoir la deuxième session de la Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente.

## RÉSOLUTION 1.16

### HOMMAGE AUX ORGANISATEURS

---

*La Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente,*

*Consciente* de l'effort significatif, nécessaire pour la préparation et l'organisation de l'actuelle session de la Réunion des Parties, entrepris par le Gouvernement de la Principauté de Monaco en collaboration avec le Secrétariat de la Convention sur la Conservation des Espèces Migratrices appartenant à la Faune Sauvage :

*Exprime* sa gratitude envers le Gouvernement de la Principauté de Monaco pour avoir mis à disposition tous les moyens nécessaires à la réalisation de cette Réunion et pour avoir facilité la participation d'un maximum d'États de la zone couverte par l'Accord ;

*Félicite* le Secrétariat intérimaire de l'excellente préparation de cette première session de la Réunion des Parties à l'Accord ;

*Exprime* sa gratitude envers le Secrétariat de la Convention mère et de ses Accords pour leur coopération et appui dans l'organisation de cette session ;

*Remercie* aussi la Commission Internationale pour l'Exploration Scientifique de la Méditerranée (CIESM) pour son importante assistance et ses experts pour leurs apports majeurs.

## **ANNEXE II**

# **RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA RÉUNION DES PARTIES A L'ACCORD SUR LA CONSERVATION DES CÉTACÉS DE LA MER NOIRE, DE LA MÉDITERRANÉE, ET DE LA ZONE ATLANTIQUE ADJACENTE**

Adopté lors de la Réunion des Parties le 28 février 2002

## **OBJET DU RÈGLEMENT**

### **Article 1**

1. Le présent règlement devra être appliqué à toutes les Sessions de la Réunion des Parties à l'Accord sur la Conservation des Cétacés de Mer Noire, de Méditerranée et de la zone Atlantique Adjacente, convoquées conformément à l'article III de cet Accord.
2. Pour autant qu'il soit applicable, ce Règlement s'appliquera *mutatis mutandis* à toute autre réunion organisée dans le cadre de l'Accord sur la Conservation des Cétacés de Mer Noire, de Méditerranée et de la zone Atlantique Adjacente.

## **DATE ET LIEU DES RÉUNIONS**

### **Article 2**

1. Les sessions ordinaires des Réunions des Parties auront lieu à des intervalles ne dépassant pas trois ans.
2. Les Réunions des Parties se tiennent dans le pays choisi au cours de la précédente réunion, sur la base d'une invitation officielle qui aura été envoyée à cette intention par une autorité compétente de ce pays. Si plusieurs Parties présentent une invitation pour accueillir la Réunion des Parties suivante, et si deux invitations ou plus sont maintenues après les consultations officielles, la Réunion des Parties décidera du lieu de la prochaine session par vote à bulletin secret.
3. Si aucune invitation n'a été reçue, la Réunion des Parties se tiendra dans le pays où le Secrétariat a son siège, à moins que le Secrétariat de l'Accord ou le Secrétariat de la Convention ne trouvent d'autres arrangements plus appropriés.
4. Les sessions extraordinaires des Réunions des Parties sont convoquées par le Secrétariat de l'Accord sur demande écrite d'au moins deux tiers des Parties.

## **DÉLÉGUÉS, POUVOIRS ET OBSERVATEURS**

### **Article 3**

#### **Représentants**

1. Une Partie à la Convention (désignée ci-après par "Partie<sup>1</sup> ") est en droit d'être représentée à la réunion par une délégation qui se compose d'un Chef de délégation et de tous les représentants suppléants et conseillers que la Partie peut juger nécessaires.

---

<sup>1</sup> Voir l'article premier, paragraphe 3(i) et l'article XIV de l'Accord. Un État Partie est un État qui a déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès de la Principauté de Monaco en temps utile avant la Réunion.



2. Sans préjudice des dispositions prévues à l'Article 14, paragraphe 2, le Représentant d'une Partie exerce les droits de vote de la Partie. En son absence, un représentant suppléant de cette Partie s'acquitte de toutes ses fonctions à sa place.
3. Les limitations d'ordre logistique ou autre peuvent entraîner la limitation à quatre du nombre de délégués par Partie, lors d'une session plénière. Le Secrétariat informe les Parties, les observateurs et les autres participants de telles restrictions avant le début de la réunion.

#### **Article 4**

##### **Pouvoirs**

1. Le Représentant ou tout représentant suppléant d'une Partie, avant d'exercer les droits de vote de la Partie, doit avoir été doté, par une autorité compétente telle que le chef d'Etat, le chef du Gouvernement ou le Ministre des affaires étrangères ou le Chef de l'organe directeur de toute organisation d'intégration économique régionale, des pouvoirs l'habilitant à représenter ladite Partie à la réunion et à voter en son nom.
2. De telles lettres de créance sont soumises au Secrétariat de l'Accord au début de la réunion.
3. Un Comité de vérification des pouvoirs, composée de cinq représentants au plus, examine les lettres de créance et soumet à la Réunion un rapport à ce sujet. Dans l'attente d'une décision concernant leurs pouvoirs, les délégués sont admis à participer, à titre provisoire, aux travaux de la session.
4. Si les lettres de créance sont soumises dans une langue autre que les langues de travail de la réunion (français et anglais), elles devront être accompagnées d'une traduction appropriée dans l'une de ces deux langues pour permettre leurs validations efficaces par le Comité de vérification des pouvoirs.

#### **Article 5**

##### **Observateurs<sup>2</sup>**

1. L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées, l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique, ainsi que tout État non Partie à l'Accord, peuvent être représentés à la session de la Réunion des Parties par des observateurs.
2. Tout Organisme ou toute Institution techniquement concerné *inter alia* dans le domaine de la conservation des cétacés et dans la gestion des activités de pêche qui est soit :
  - a) une Institution ou un Organisme intergouvernemental; ou
  - b) une Institution ou un Organisme international non gouvernemental, ou une Institution ou un Organisme national gouvernemental; ou
  - c) une Institution ou un Organisme national non gouvernemental qui a été approuvé à cet effet par l'État sur le territoire duquel il est établi,et qui a informé le Secrétariat de l'Accord de son désir de se faire représenter à la réunion par des observateurs est admis à se faire représenter, sauf si dans les cas listés aux paragraphes 2b et 2c, un tiers au moins des Parties présentes s'y opposent.
3. Les Organismes et Institutions, listés aux paragraphes 2b et 2c, désirant se faire représenter à la réunion par des observateurs soumettent au Secrétariat de l'Accord, avant l'ouverture de la réunion, le nom de

---

<sup>2</sup> Voir l'article III, paragraphe 4, de l'Accord.

leurs représentants et, dans le cas d'Organismes et d'Institutions visés au paragraphe 2b et 2c du présent article, la preuve de l'approbation de l'État sur le territoire duquel ils sont établis.

4. Des limitations d'ordre logistique ou autre peuvent entraîner la limitation à deux du nombre d'observateurs pour chaque État non-Partie, Organisme ou Institution lors d'une réunion. Le Secrétariat informe les Parties, les observateurs et les autres participants de telles limitations avant le début de la réunion.

## **ORDRE DU JOUR**

### **Article 6**

1. Le Secrétariat prépare l'ordre du jour provisoire de chaque réunion, en consultation avec le Secrétariat de la Convention et les Unités de coordination sous-régionales.
2. L'ordre du jour provisoire de chaque session ordinaire de la Réunion des Parties comprend, comme mentionné ci-dessous:
  - a) les questions issues des articles ou des annexes de l'Accord;
  - b) les questions, dont l'inclusion a été décidée à la réunion précédente ou qui émanent des décisions prises à la réunion précédente;
  - c) les questions se référant au paragraphe 6 du présent article ;
  - d) toute question à l'ordre du jour proposée par les Parties, le Comité Scientifique ou le Secrétariat.
3. Le Secrétariat, en consultation avec le Bureau, inclue toute question à l'ordre du jour qui a été proposée par les Parties et reçue par le Secrétariat après que l'ordre du jour provisoire ait été diffusé, mais avant l'ouverture de la réunion, dans un ordre du jour provisoire supplémentaire.
4. La Réunion des Parties examine l'ordre du jour provisoire conjointement avec tout ordre du jour provisoire supplémentaire. Au moment de l'adopter, elle peut ajouter, effacer, différer ou modifier les questions à l'ordre du jour. Seules les questions à l'ordre du jour qui sont considérées par la Réunion des Parties comme urgentes et importantes peuvent y être ajoutées.
5. L'ordre du jour provisoire pour une session extraordinaire de la Réunion des Parties se compose uniquement des questions proposées à l'examen de cette session. L'agenda provisoire et tous documents supplémentaires nécessaires sont distribués aux Parties, en même temps que l'invitation à la session extraordinaire.
6. Toute question à l'ordre du jour d'une session ordinaire de la Réunion des Parties qui n'a pas été traitée lors de la session, sera automatiquement incluse dans l'ordre du jour de la session suivante, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par la Réunion des Parties.

### **Article 7**

#### **Documents**

Conformément à l'Article 6 paragraphe 5 et les propositions reçues des Parties, selon l'Article 12 du présent Règlement, les documents de chaque session ordinaire de la Réunion des Parties sont distribués à toutes les Parties, dans les deux langues de travail, par le Secrétariat au moins 60 jours avant l'ouverture de la réunion.

## **BUREAU**

### **Article 8**

1. A la première séance de chaque session ordinaire, le Président en exercice, ou en son absence un représentant de la même Partie, ou, en son absence, le Chef de la délégation du pays hôte de la Réunion des Parties, remplit à titre temporaire les fonctions de Président de la Réunion des Parties jusqu'à ce que celle-ci élise son Président.
2. A la séance inaugurale<sup>3</sup> de chaque réunion ordinaire, un Président ainsi que trois vice-Président au maximum sont élus parmi les représentants des Parties présentes à la réunion, sur la base de consultations informelles conduites par le Secrétariat.
3. Le Président participe à la réunion en cette qualité et ne peut exercer dans le même temps les droits de représentant d'une Partie. Cette dernière désigne un autre représentant qui est habilité à représenter la Partie à la réunion et exercer les droits de vote.
4. Si le Président et/ou un vice-Président démissionne ou est absent ou, d'une autre manière, est dans l'impossibilité de remplir ses fonctions de Président, un représentant de la même Partie est nommé par la Partie concernée pour remplacer le dit membre du Bureau pour le restant du mandat.
5. Pour les besoins de la réunion des Parties et de celle du Bureau, un des vice-Présidents fera office de rapporteur.

## **CONDUITE DES DÉBATS**

### **Article 9**

#### **Pouvoirs du Président et des Vice-Présidents**

1. Outre l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent Règlement, en sessions plénières, le Président :
  - a) déclare la séance ouverte ou close;
  - b) dirige les débats;
  - c) assure l'application du Présents Règlement intérieur;
  - d) donne la parole aux orateurs;
  - e) met les questions aux voix et annonce les décisions arrêtées;
  - f) statue sur les motions d'ordre; et
  - g) sous réserve des dispositions du présent Règlement intérieur, règle en tous points les débats et assure le maintien de l'ordre.
2. Le Président peut, au cours des débats d'une session plénière de la réunion, proposer à la Réunion des Parties :
  - a) la limitation du temps de parole imparti aux orateurs;
  - b) la limitation du nombre d'interventions des membres d'une délégation ou des observateurs d'un État non Partie, d'un Organisme ou d'une institution concernant toute question;
  - c) la clôture de la liste des orateurs;
  - d) accorder le droit de réponse à un délégué après la clôture de la liste des orateurs ;
  - e) l'ajournement ou la clôture des débats sur le sujet particulier ou sur la question en discussion; et

---

<sup>3</sup> Voir l'article VI, paragraphe 1, de l'Accord.

- f) les suspensions ou l'ajournement de la séance.
3. sans préjudice de l'Article 8, paragraphe 4, pour la conduite des débats le Président peut se faire remplacer par un Vice-Président.

**Article 10**  
Disposition des sièges, Quorum

1. L'emplacement des sièges attribués aux délégations est déterminé par la place qu'occupe leur pays dans l'ordre alphabétique français.
2. Lors des sessions plénières de la réunion, le quorum est constitué par plus de la moitié des représentants des Parties participant à la réunion. Aucune session plénière ne peut être tenue si le quorum n'est pas atteint.

**Article 11**  
Droit de parole

1. Le Président donne la parole aux orateurs dans l'ordre dans lequel ils ont manifesté le désir d'être entendus, la préséance étant donnée aux délégations des Parties.
2. Un délégué ou un observateur ne peut prendre la parole que s'il en a été autorisé par le Président. Celui-ci peut rappeler à l'ordre un orateur dont les remarques n'ont pas trait au sujet en discussion.
3. Un orateur ne peut être interrompu, sauf pour une motion d'ordre. Au cours de son intervention, il peut cependant, avec la permission du Président, céder la parole à tout autre représentant ou observateur pour lui permettre de compléter un point particulier de son intervention.
4. La préséance peut être accordée au Président d'un comité ou d'un groupe de travail afin qu'il expose les conclusions auxquelles son comité ou son groupe de travail est parvenu.

**Article 12**  
Présentation des propositions d'amendement à l'Accord et à ses Annexes

1. En règle générale, sous réserve des dispositions de l'Accord,
  - a) des propositions ont été communiquées au Secrétariat 150 jours au moins avant la session et celui-ci les a communiquées à toutes les Parties dans les langues de travail de la session<sup>4</sup>,
  - b) des propositions découlant des débats sur lesdites propositions peuvent être discutées à toute session plénière de la réunion si le texte en a été communiqué à toutes les délégations au plus tard la veille de la session.
2. Le Président peut également autoriser la discussion et l'examen de propositions urgentes présentées après le délai prescrit à l'alinéa a) du présent article si elles ont un rapport avec les amendements proposés qui ont été communiqués aux Parties selon la procédure indiquée à l'alinéa b) du présent article et si leur examen ne perturbe pas outre mesure les travaux de la réunion. De plus, le Président peut autoriser la discussion de motions de procédure, même si le texte de ces motions n'a pas été communiqué au préalable.
3. Après son adoption ou son rejet par la Réunion, une proposition ne peut être examinée à nouveau, sauf décision contraire prise à la majorité des deux tiers des représentants participant à la réunion. L'autorisation de prendre la parole à l'occasion d'une motion en vue d'un nouvel examen n'est accordée

---

<sup>4</sup> Voir l'article X, paragraphe 2, de l'Accord.

qu'à un représentant de chacune des deux Parties désirant s'opposer à la motion, après quoi celle-ci est immédiatement mise aux voix.

### **Article 13**

#### **Motions d'ordre**

1. Au cours de la discussion d'une question quelconque, un délégué peut présenter une motion d'ordre et le Président statue immédiatement sur cette motion conformément au présent Règlement intérieur. Un délégué peut faire appel contre la décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix et la décision du Président est maintenue, à moins qu'une majorité des Représentants présents et votants n'en décident autrement. Un délégué qui présente une motion d'ordre ne peut traiter du fond de la question en discussion.
2. Les motions suivantes ont priorité, dans l'ordre indiqué ci-après, sur toutes les autres propositions ou motions présentées à la Réunion :
  - a) suspension de la séance;
  - b) ajournement de la séance;
  - c) ajournement du débat sur le sujet particulier ou sur la question en discussion;
  - d) clôture du débat sur le sujet particulier ou sur la question en discussion.

### **VOTE**

#### **Article 14**

#### **Mode de scrutin**

1. Sans préjudice aux dispositions du paragraphe 1 de l'Article 4, chaque délégation dispose d'une voix. Pour les questions qui relèvent de leur compétence, les organisations d'intégration économique régionale exercent leur droit de vote en disposant d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres Parties. En pareil cas, les États membres de ces organisations ne sont pas habilités à exercer leurs droits séparément<sup>5</sup>.
2. Les Représentants des Parties qui ont un retard de trois ans ou plus dans le versement de leur contribution à la date de la séance d'ouverture de la Réunion des Parties ne sont pas autorisés à voter. Cependant, la Réunion des Parties peut leur permettre de continuer d'exercer leur droit de vote s'il est entendu que le retard du règlement résulte de circonstances exceptionnelles.
3. Les Représentants des Parties votent normalement à main levée, mais tout Représentant peut demander un vote par appel nominal. L'appel nominal se fait dans l'ordre alphabétique français. Le Président peut demander qu'il soit procédé à un vote par appel nominal sur les conseils des scrutateurs lorsque ceux-ci ont des doutes quant au nombre effectif de suffrages exprimés et que la moindre erreur risque de fausser le résultat du scrutin.
4. Tous les votes relatifs à l'élection des membres du Bureau ou au choix des pays qui pourraient accueillir la session suivante de la Réunion ont lieu à bulletin secret et, bien que cette procédure ne soit pas utilisée d'ordinaire, tout Représentant peut demander un vote à bulletin secret pour d'autres questions. Si la demande est appuyée, la question de savoir si l'on votera à bulletin secret doit être mise aux voix immédiatement. Il n'est pas nécessaire de voter à bulletin secret sur la motion demandant qu'il soit procédé à un vote à bulletin secret.
5. Le vote par appel nominal ou à bulletin secret s'exprime par "oui", "non" ou "abstention". Seules les voix pour ou contre sont comptées pour le calcul du nombre de suffrages exprimés.

---

<sup>5</sup> Voir article III, paragraphe 5, de l'Accord.

6. Les décisions de procédures sont prises à la majorité simple.
7. En cas de partage égal des voix, un deuxième vote est effectué. Si le nombre de voix est toujours égal, la motion ou l'amendement n'est pas adopté.
8. Le Président est responsable du décompte des voix et annonce le résultat du scrutin. Il peut être assisté de scrutateurs désignés par le Secrétariat.
9. Après l'annonce du commencement du vote par le Président, celui-ci ne peut être interrompu, sauf par un Représentant exprimant une motion d'ordre ayant trait à la manière dont s'effectue le scrutin en question. Le Président peut permettre aux Représentants d'expliquer leur vote, soit avant, soit après le vote et peut limiter la durée de ces explications.

### **Article 15** Majorité

Sauf dispositions contraires de l'Accord, du présent Règlement intérieur ou des règles relatives à l'administration du Fonds d'affectation spéciale, toutes les décisions concernant les questions de procédures relatives au déroulement de la session sont prises à la majorité simple et toutes les autres décisions à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

### **Article 16** Procédure de vote sur les motions et amendements

1. Tout représentant peut demander que des parties d'une proposition ou d'un amendement soient mises aux voix séparément. S'il est fait objection à la demande de division, la motion de division est mise aux voix en premier lieu. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la motion de division n'est accordée qu'à un représentant de chacune de deux des Parties en faveur et un représentant de chacune de deux des Parties opposées à la motion. Si la motion de division est acceptée, les parties de la proposition ou de l'amendement adoptées par la suite sont mises aux voix en bloc. Si toutes les parties du dispositif de la proposition ou de l'amendement ont été rejetées, la proposition ou l'amendement est considéré comme rejeté dans son ensemble.
2. Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux amendements ou plus, la Réunion vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, sur le fond, de la proposition initiale. Elle vote ensuite sur l'amendement qui vient après celui-ci dans l'ordre d'éloignement de la proposition initiale et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Toutefois, lorsque l'adoption d'un amendement implique nécessairement le rejet d'un autre amendement, ce dernier n'est pas mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, on vote ensuite sur la proposition amendée. Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle consiste simplement en une addition, une suppression ou une modification intéressant une partie de ladite proposition.
3. Si la même question fait l'objet de deux ou plusieurs propositions, la Réunion, à moins qu'elle n'en décide autrement, vote sur ces propositions dans l'ordre où elles ont été présentées. La Réunion peut décider, après avoir voté sur une proposition, si elle doit voter sur la proposition suivante.

### **Article 17** Élections

1. Si, lors de l'élection à un poste, aucun candidat n'obtient la majorité requise au premier tour de scrutin, il est procédé à un deuxième tour, mais le vote ne porte plus que sur les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour. S'il y a partage égal des voix au second tour, le Président décide entre les candidats par tirage au sort.
2. Si des candidats réunissant un nombre égal de voix se classent au deuxième rang au premier tour, un vote spécial doit avoir lieu afin de ramener à deux le nombre des candidats.

3. S'il y a égalité de suffrage entre trois candidats ou plus de trois candidats ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages au premier vote, un vote spécial a lieu parmi eux pour réduire le nombre des candidats à deux. S'il y a à nouveau partage égal des voix entre deux ou plus de deux candidats, le Président ramène le nombre des candidats à deux par tirage au sort et un autre tour de scrutin a lieu conformément l'alinéa 1 du présent Article.

## **SECRÉTARIAT**

### **Article 18**

1. Le Secrétaire Exécutif de l'Accord est le Secrétaire de la Réunion des Parties.
2. Le Secrétariat fournit et dirige le personnel en fonction des besoins requis par la Réunion des Parties.

### **Article 19**

1. Le Secrétariat doit<sup>6</sup> :
  - a) faire le nécessaire pour assurer l'interprétation lors de la réunion ;
  - b) préparer, recevoir, traduire, reproduire et distribuer les documents qui serviront pendant la réunion;
  - c) préparer le compte-rendu de la réunion, sous le contrôle du Rapporteur, soumis à l'examen par le Bureau dans un premier temps, puis à l'approbation finale par la Réunion des Parties ; et
  - d) faire le nécessaire pour l'enregistrement sonore des débats de la réunion;
  - e) faire le nécessaire pour l'archivage et la bonne conservation des documents de la réunion ;
  - f) publier et diffuser les documents officiels qui résultent de la réunion; et
  - g) en règle générale, assurer toute autre tâche nécessaire à la tenue de la Réunion des Parties.

## **LANGUES ET COMPTES RENDUS**

### **Articles 20**

#### Langues officielles et langues de travail

1. L'anglais et le français sont les langues officielles et les langues de travail des réunions.
2. Les documents officiels de la session sont distribués dans ces deux langues.
3. Les interventions effectuées dans l'une des langues de travail sont interprétées dans l'autre langue.

### **Article 21**

#### Autres langues

1. Un délégué peut prendre la parole dans une langue autre qu'une des langues de travail. Il doit assurer l'interprétation de son intervention dans l'une des langues de travail; l'interprétation de cette intervention dans l'autre langue de travail, s'appuiera sur cette interprétation.
2. Tout document présenté au Secrétariat dans une langue autre que l'une des deux langues de travail est accompagné d'une traduction dans l'une de ces langues, cette traduction faisant fois.

---

<sup>6</sup> : voir l'article IV de l'Accord.

## **Article 22**

### **Rapport**

1. Le rapport de la réunion est adressé à toutes les Parties dans les langues officielles de la Réunion.
2. Les comités et les groupes de travail décident de la forme sous laquelle leurs rapports seront présentés.

## **PARTICIPATION AUX DÉBATS**

### **Article 23**

#### **Séances plénières**

Toutes les sessions plénières de la réunion sont ouvertes au public, sauf dans des circonstances exceptionnelles, auquel cas la Réunion peut décider, à la majorité des deux tiers des Représentants présents et votants, de tenir une séance à huis clos.

### **Article 24**

#### **Séances des comités et des groupes de travail**

En règle générale, les séances des comités et des groupes de travail autres que le Comité plénier sont réservées aux représentants et aux observateurs invités par les présidents des comités ou des groupes de travail.

## **LE BUREAU, AUTRES COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL**

### **Article 25**

Pendant la Réunion des Parties, le Bureau et le rapporteur se réunissent aussi souvent que nécessaire sur requête de son Président.

### **Article 26**

#### **Comité de vérification des pouvoirs et groupes de travail**

1. La Réunion des Parties a compétence pour constituer, outre le Comité de vérification des pouvoirs, des groupes de travail pour lui permettre d'accomplir sa tâche. Ils définissent leurs modalités de travail et leur composition. Le nombre de membres peut être limité par le nombre de places disponibles dans les salles de réunion.
2. La Réunion des Parties peut décider de réunir ces groupes de travail entre les sessions ordinaires.
3. Le Comité de vérification des pouvoirs et chacun des groupes de travail procèdent à l'élection de leurs propres bureaux.
4. Le présent Règlement régit *mutatis mutandis* les travaux des comités et des groupes de travail dans la mesure où il leur est applicable; toutefois, l'interprétation n'est pas assurée dans les séances des comités et des groupes de travail.

### **Article 27**

#### **Comité scientifique**

La Réunion des Parties élit les experts compétents représentant les régions au sein du Comité scientifique, et leurs suppléants, sur proposition des représentants des régions, après consultations informelles avec les Unités de coordination sous-régionales.



**AMENDEMENTS**  
**Article 28**

Le présent Règlement peut être modifié si nécessaire par la Réunion des Parties.

## **ANNEXE III**

# **RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU BUREAU DES PARTIES A L'ACCORD SUR LA CONSERVATION DES CÉTACÉS DE LA MER NOIRE, DE LA MÉDITERRANÉE, ET DE LA ZONE ATLANTIQUE ADJACENTE**

Adopté lors de la Réunion des Parties le 28 février 2002

La composition et les fonctions du Bureau est réglée par l'Accord<sup>1</sup>.

Le Règlement intérieur du Bureau, agissant en tant que Bureau de la Réunion des Parties, est fixé dans le Règlement intérieur de la Réunion des Parties, lequel sera appliqué *mutatis mutandis* aux réunions du Bureau.

## **OBJET DU RÈGLEMENT**

### **Article 1**

Le Bureau:

- a) fournit une orientation politique générale et une direction opérationnelle et financière au Secrétariat de l'Accord et aux Unités de coordination sous-régionales concernant la mise en oeuvre et la promotion de l'Accord ;
- b) s'acquitte, entre les sessions de la Réunion des Parties, de toutes les activités temporaires qui lui sont assignées par la Réunion des Parties ou qui peuvent être dans son intérêt ; et
- c) représente les Parties vis-à-vis du Gouvernement du Pays hôte du Secrétariat de l'Accord, de la Réunion des Parties, du Dépositaire et des Parties des autres Organisations internationales sur les questions relatives à l'Accord.

## **DATE ET LIEU DES RÉUNIONS**

### **Article 2**

1. A la demande de son Président, le Bureau se réunira normalement une fois par an à l'invitation du Secrétariat de l'Accord, lequel doit informer toutes les Parties de la date, du lieu et de l'ordre du jour de ces réunions<sup>2</sup>.
2. Le Bureau se réunira au siège du Secrétariat, à moins qu'il ne soit invité dans l'un de ses pays membre.

## **ORDRE DU JOUR**

### **Article 3**

Le Secrétariat prépare l'ordre du jour provisoire de chaque réunion, en consultation avec le Président du Bureau.

## **RAPPORTS**

### **Article 4**

Le Bureau rédige un rapport sur ses activités pour chaque session de la Réunion des Parties, lequel sera transmis avant la session à toutes les Parties par le Secrétariat de l'Accord.

---

<sup>1</sup> : voir l'article VI de l'Accord.

<sup>2</sup> : voir l'article VI.3. de l'Accord.

## **OBSERVATEURS**

### **Article 5**

Le Président du Comité Scientifique est invité en tant qu'observateur aux réunions du Bureau.

## **SECRÉTARIAT**

### **Article 6**

Le Secrétariat de l'Accord assure le secrétariat des réunions du Bureau.

## **AMENDEMENT**

### **Article 7**

Le présent Règlement peut être modifié si nécessaire par la Réunion des Parties.

## **ANNEXE IV**

## LISTE DES DOCUMENTS PRÉSENTÉS À LA PREMIÈRE RÉUNION DES PARTIES

Document	Point de l'ordre du jour	Titre
<b>Documents de travail de la Réunion</b>		
MOP 1.1	5	Ordre du Jour provisoire
MOP 1.2 rev 1	5	Ordre du Jour provisoire annoté
MOP 1.3 rev 3	-	Liste des documents
MOP 1.4	-	Emploi du temps provisoire
MOP 1.5	3	Règlement intérieur des Parties
MOP 1.6	4	Règlement intérieur du Bureau
MOP 1.7	7	Liste des Observateurs
MOP 1.8	9a	Rapport du Secrétariat
MOP 1.9	9b	Rapport du Dépositaire
MOP 1.10	2	Projet de <b>Résolution n° 1.1</b> : Octroi aux Parties candidates du Droit de vote à la MOPI
MOP 1.11 rev 1	11a	Projet de <b>Résolution n° 1.2</b> : Établissement du Secrétariat Permanent <i>annexe 1</i> : Modalités concernant les arrangements relatifs au Secrétariat
MOP 1.12	11b	Note explicative pour l'Établissement du Comité scientifique
MOP 1.13	11b	Projet de <b>Résolution n° 1.3</b> : Établissement du Comité Scientifique <i>annexe 1</i> : Division du champs d'application géographique de l'Accord en quatre régions et représentation régionale
MOP 1.14	11c	Projet de <b>Résolution n° 1.4</b> : Établissement de l'Unité de coordination sous-régionale pour la Mer Méditerranée et la zone Atlantique adjacente
MOP 1.15	11c	Projet de <b>Résolution n° 1.5</b> : Établissement de l'Unité de coordination sous-régionale pour la Mer Noire
MOP 1.16 rev 1	12a	Note explicative sur le Budget 2002-2004
MOP 1.17 rev 1	12a	Projet de <b>Résolution n° 1.6</b> : Question financières et administratives <i>annexe 1</i> rev 2: Budget 2002 – 2004 <i>annexe 2</i> rev 2: Échelle des contributions <i>annexe 3</i> : Règlement relatif à l'administration du Fonds d'affectation spécial pour l'Accord <i>annexe 4</i> : Lignes directrices pour l'acceptation de contributions financières volontaires
MOP 1.18 rev 1	12b	Projet de <b>Résolution n° 1.7</b> : Création du Fonds additionnel de conservation
MOP 1.19 rev 1	13	Projet de <b>Résolution n° 1.8</b> : Établissement d'un format standard de rapports nationaux triennaux <i>annexe 1</i> rev 1 : Format pour les Rapports des Parties
MOP 1.20	14b	Projet de <b>Résolution n° 1.9</b> : Priorités Internationales de mise en œuvre pour 2002-2006 <i>annexe 1</i> rev 1 : Liste des Priorités internationales de mise en application pour 2002-2006
MOP 1.21	14b	Projet de <b>Résolution n° 1.10</b> : Création d'un Réseau d'échouage des Cétacés et d'une base de données
MOP 1.22 rev 1	14b	Projet de <b>Résolution n° 1.11</b> : Établissement de lignes directrices pour la régulation des activités de "Whale watching"

		<i>annexe 1</i> : Lignes directrices pour la régulation des activités de "Whale watching"
MOP 1.23 rev 1	14b	Projet de <b>Résolution n° 1.12</b> : Conservation du <i>Tursiops truncatus</i> de Mer Noire
MOP 1.24 rev 1	14d	Projet de <b>Résolution n° 1.13</b> : Attribution du statut "Partenaire de l'ACCOBAMS"
		<i>annexe 1</i> : Règlement d'attribution du statut
MOP 1.25	15	Projet de <b>Résolution n° 1.14</b> : Adoption d'un logo pour l'Accord
MOP 1.26	16	Projet de <b>Résolution n° 1.16</b> : Date, lieu et financement de la deuxième Réunion des Parties
<b>Documents d'information</b>		
MOP 1/ Inf.1	9b	Premier jour d'émission du Timbre monégasque de l'ACCOBAMS
MOP 1/ Inf.2	9b	Liste des Parties contractantes et des Signataires
MOP 1/ Inf.3	9a	Liste des Points focaux nationaux
MOP 1/ Inf.4	11c	Mémorandum de coopération entre le Secrétariat de l'Accord le Centre d'Activité Régionale pour les Aires Spécialement Protégées du Plan d'Action pour la Méditerranée (CAR/ASP) concernant l'Unité de coordination sous-régionale pour la Méditerranée et la zone Atlantique adjacente
MOP 1/ Inf.5	11c	Memorandum of cooperation between the Secretariat of ACCOBAMS and the Secretariat of the Commission for the Protection of the Black Sea against pollution concerning the Sub-Regional Co-ordination Unit for the Black Sea (en Anglais seulement)
MOP 1/ Inf.6	14a	Cetaceans of the Mediterranean and Black Sea state of knowledge and conservation strategies (en Anglais seulement)
MOP 1/ Inf.7 rev 1	14b	Projet de création d'un réseau régional d'échouage des Cétacés de la Méditerranée et de la Mer Noire et d'une base de données
MOP 1/ Inf.8	14b	The current status of bottlenose dolphins ( <i>Tursiops truncatus</i> ) in the Black Sea (en Anglais seulement)
MOP 1/ Inf.9	14c	ACCOBAMS et les règles pertinentes du droit national et international
MOP 1/ Inf.10 rev 1	14b	Recommandation de la Convention de Berne n°86 (2001) ; Décisions de la CITES n°11.91 et 11.139 ; Notifications de la CITES aux Parties n° 2001/029
MOP 1/ Inf.11	-	Résolution de la CITES : Conf.11.15
MOP 1/ Inf.12	-	Liste provisoire des participants
MOP 1/ Inf.13	-	GEF medium-size project concept paper (en Anglais seulement)

## **ANNEXE V**



## LISTE DES PARTICIPANTS

### PARTIES

#### ***ALBANIE***

##### ***Albania***

- **HEMA Tatiana :**

Deputy Minister  
Ministry of Environment of Albania  
RRUGA E DURRESIT, NR 27  
Tirana  
ALBANIA

Tél : 355 4 270630 /625  
Fax : 355 4 270627 / 625  
E-mail : albnea@albn.net

.....

#### ***BULGARIE***

##### ***Bulgaria***

- **KARADIMOVA Maria :**

Expert at the National Nature  
Protection Service Ministry of  
Environment and Water  
22, Maria Luisa Boulevard  
1000, Sofia  
BULGARIA

Tél : 359 2 9406629  
Fax : 359 2 9816610  
E-mail : mariakara@moew.govrn.bg

.....

#### ***CROATIE***

##### ***Croatia***

- **STRBENAC Ana :**

Expert associate  
Ministry of Environmental Protection and Physical Planning  
Biological and Landscape Diversity  
Conservation Department,  
Ul. Grada Vukovara  
78/III, 1000 Zagreb  
CROATIA

Tél : 385 1 6106522  
Fax : 385 1 6118388  
E-mail : ana.strbenac@duzo.tel.hr

.....

***ESPAGNE***  
***Spain***

- **MORILLO Cosme :**  
Head of Department in Strategies and Conservation Plans  
Directorate-General for Nature Conservation  
Ministry of Environment  
Gran Via de San Francisco, 4  
28005-Madrid  
SPAIN  
  
Tél : 34 91 597 55 59  
Fax : 34 91 597 55 66  
E-mail : cosme.morillo@dgc.n.mma.es
  
  - **PANTOJA Javier :**  
Head of Division in Marine Conservation  
Directorate-General for Nature Conservation  
Ministry of Environment  
Gran Via de San Francisco, 4  
28005-Madrid  
SPAIN  
  
Tél : 34 91 597 54 11  
Fax : 34 91 597 55 66  
E-mail : javier.pantoja@dgc.n.mma.es
  
  - **DE PABLO Maria Jesus :**  
Technical Advisor  
Directorate-General for Nature Conservation  
Ministry of Environment  
Gran Via de San Francisco, 4  
28005-Madrid  
SPAIN  
  
Tél : 34 91 597 54 11  
Fax : 34 91 597 55 66  
E-mail : mariajesus.depablo@dgc.n.mma.es
  
  - **RAGA Juan Antonio :**  
Professor  
Department of Animal Biology  
University of Valencia  
Dr. Moliner 50  
46100 Burjasot, Valencia  
SPAIN  
  
Tél : 34 963864375  
Fax : 34 963864372  
E-mail : toni.raga@uv.es
- .....

***GÉORGIE***  
***Georgia***

• **KARTSIVADZE Josef :**

Head of Biodiversity Conservation Department  
Ministry of Nature Protection  
680, Kostava Str.  
Tbilisi 380 015  
GÉORGIA

Tél : 995 32 537125  
Fax : 995 32 537124  
E-mail : [info@nacres.org](mailto:info@nacres.org)  
Site web : [www.nacres.org](http://www.nacres.org)

• **GURIELIDZE Zurab :**

Leading Specialist  
Ministry of Nature Protection  
680, Kostava Str.  
Tbilisi 380 015  
GEORGIA

Tél : 995 32 537125  
Fax : 995 32 537124  
E-mail : [zurab.gurielidze@nacres.org](mailto:zurab.gurielidze@nacres.org)

---

***MALTE***  
***Malta***

• **BALDACCHINO Alfredo :**

Principal Environment Officer  
Head of Biodiversity Unit  
Environment Protection Department  
Corradino PLA 08  
MALTA

Tél : 356 699 66122  
Fax : 356 667779  
E-mail : [alfred.e.baldacchino@magnet.mt](mailto:alfred.e.baldacchino@magnet.mt)

---

***MAROC***  
***Morocco***

• **MESKI Driss:**

Directeur  
Ministère des Pêches Maritimes  
Direction de la Coopération et des Affaires Juridiques  
B.P.476 Agdal Rabat  
MAROC

Tél : 212 37 68 81 96  
Fax : 212 37 68 81 94  
E-mail : [meski@mp3m.gov.ma](mailto:meski@mp3m.gov.ma)

---

**MONACO**  
**Monaco**

- **S.E.M FAUTRIER Bernard :**  
Ministre plénipotentiaire chargé de la Coopération  
Internationale pour l'Environnement et le Développement  
« Villa Girasole », 16 Bld de Suisse  
MC-98000 MONACO  
  
Tél : 377 93 15 83 33  
Fax : 377 93 50 95 91  
E-mail : bfautrier@gouv.mc
  
  - **ANCIAN Anne-Marie :**  
Secrétaire à la Direction des Relations Extérieures  
Ministère d'état  
Place de la Visitation  
MC-98000 MONACO  
  
Tél : 377 93 15 85 54  
Fax : 377 93 15 41 98  
E-mail : aacian@gouv.mc
  
  - **TAMBUTTE Sylvie :**  
Chargée de Recherche  
Centre Scientifique de Monaco  
« Villa Girasole », 16 Bld de Suisse  
MC-98000 MONACO  
  
Tél : 377 93 30 12 11  
Fax : 377 93 50 52 97  
E-mail : stambutte@gouv.mc
  
  - **BOISSON Michel :**  
Secrétaire Général  
Centre Scientifique de Monaco  
« Villa Girasole », 16 Bld de Suisse  
MC-98000 MONACO  
  
Tél : 377 93 15 85 96  
Fax : 377 93 15 86 74  
E-mail : mboisson@gouv.mc
  
  - **VAN KLAVEREN Patrick :**  
Conseiller Technique  
Coopération Internationale pour l'Environnement et le Développement  
« Villa Girasole », 16 Bld de Suisse  
MC-98000 MONACO  
  
Tél : 377 93 15 81 48  
Fax : 377 93 50 95 91  
E-mail : pvanklaveren@gouv.mc
- 
- **WÜRTZ Maurizio :**  
Expert Scientifique  
Responsable des Collections  
Musée Océanographique de Monaco  
Avenue Saint Martin  
MC-98000 MONACO  
  
Tél : 377 93 15 36 00  
Fax : 377 93 50 52 97  
E-mail : m.wurtz@oceano.org

***ROUMANIE***  
***Romania***

- **NICOLAEV Simion :**

General Director  
National Institute for Marine Research and Development  
"Grigore Antipa"  
B-dul Mamaia Nr 300  
Constantza  
ROMANIA

Tél : 40 41 543288  
Fax : 40 41 831274  
E-mail : nicolaev@alpha.rmri.ro

---

## NON PARTIES

---

### ***BOSNIE ET HERZEGOVINE*** ***Bosnia and Herzegovina***

- **LAGANIN Ozren :**

Professional Associate  
Ministry of Environment  
TRG SRPSKIH JUNAKA 4  
51000 Banja Luka  
BOSNIA HERZEGOVINA

Tél : 00 387 51 214 198  
Fax : 00 387 51 214 198 / 215 548  
E-mail : bj\_minurb@blic.net

---

### ***COMMISSION EUROPÉENNE*** ***European Commission***

- **RIZO José :**

Commission européenne  
200, rue de la Loi  
B-1049 Bruxelles  
BELGIQUE

Tél : 322 295 01 06  
Fax : 322 296 88 24  
E-mail : jose.rizo-martin@cec.eu.int

---

### ***ÉGYPTE*** ***Egypt***

- **GALAL Nasser :**

Assistant Director for Planning  
Nature Conservation Sector  
Egyptian Environmental Affairs Agency  
Ministry of State for Environment  
5 rue Misr-Helwan – El-Zirai  
Maadi, Cairo  
EGYPT

Tél : 202 524 8792 (EEAA)  
Fax : 202 524 8792  
E-mail : ngalal@link.net / ncs@link.net (Director Dr. M. FOUDA)

---

## ***FRANCE***

- **BIGAN Martine :**

Chef du Bureau Faune et Flore Sauvage  
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement  
20 Avenue de Ségur  
75302 Paris 07 FP  
FRANCE

Tél : 33 1 42 19 18 70  
Fax :  
E-mail : martin.bigan@environnement.gouv.fr

- **BEAUBRUN Pierre :**

Maître conférences  
Ecole Pratique des Hautes Etudes  
Université de Montpellier 2, P.O. 94  
Place Eugène Bataillon  
34095 Montpellier  
FRANCE

Tél : 33 04 67 14 47 91  
Fax : 33 04 67 63 33 27  
E-mail : beaubrun@crit.univ-montp2.fr

- **ROBERT Philippe :**

Responsable scientifique  
Parc National de Port Cros  
Castel Sainte Claire  
83418 HYERES cedex  
FRANCE

Tél : 33 4 94 12 82 30  
Fax : 33 4 94 12 82 31  
E-mail : p.robert@pnpc.com.fr

---

## ***GRÈCE*** ***Greece***

- **KOMNENOU Anastasia :**

CITES Management Authority  
Hellenic Ministry of Agriculture  
3 - 5 Ippocratus Street  
106 70 Athens  
GREECE

Tél : 30 10 2124612 / 30 945 531850  
Fax : 30 31 0994443  
E-mail : daspro1@minagr.gr  
natakomn@vet.auth.gr  
Site web : www.minagr.gr

- **SKOUNTIS Vassilios :**

Lt Cmdr Hellenic Coast Guards  
Head of Unit in Fisheries Department  
Ministry of Merchantile Marine  
150 Grig. Lambraki Street  
185 18 Piraeus  
GREECE

Tél : 30 10 4285720 / 3045 4519901  
Fax : 30 10 4191561  
E-mail : kpa@mail.yen.gr  
Site web : www.yen.gr

- **METAXATOU A. :**

Oceanographer - Ichthyologist  
Greek Ministry of Agriculture  
Acharnon 381  
Athens  
GREECE

Tél : 010 212 52 72  
Fax : 010 212 52 73  
E-mail : minasgrig@hol.gr

---

***JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE***  
***Libyan Arab Jamahiriya***

- **AMER Mohamed M. :**

Acting EGA Head  
Environment General Authority  
PO BOX 3639, Tripoli  
LYBIA

Tél : 218 21 48311316  
Fax : 218 21 48399991  
E-mail : ega@egalibya.org

---

***LIBAN***  
***Lebanon***

- **KHALAF Gaby :**

Director of the National Marine Sciences Centre  
Batroun  
LEBANON

Tél : 961 3 303 969  
Fax : 961 6 741 584  
E-mail : gkhalaf@cnrs.edu.lb  
bihar@cnrs.edu.lb

---



***PORTUGAL***

***Portugal***

- **SEQUEIRA Marina :**

Instituto da Conservação da Natureza  
Rua Ferriera Lapa 29-5<sup>th</sup>  
1150-169 Lisboa  
PORTUGAL

Tél : 351 21 316 05 20  
Fax : 351 21 352 04 74  
E-mail : sequeiram@icn.pt

---

***ROYAUME UNI***

***United Kingdom***

- **LEE-BAPTY Steve :**

Global Wildlife Division 4  
Department for Environment, Food and Rural Affairs  
1/14, Temple Quay House,  
2, The Square, Temple Quay, Bristol BS1 6EB  
UNITED KINGDOM

Tél : 44 117 372 8295  
Fax : 44 117 372 8317  
E-mail : steve.lee-bapty@defra.gsi.gov.uk

- **VAGG Robert :**

International Conservation Policy Adviser  
Global Wildlife Division  
Department for Environment, Food and Rural Affairs  
1/14, Temple Quay House,  
2, The Square, Temple Quay, Bristol BS1 6EB  
UNITED KINGDOM

Tél : 44 117 372 8110  
Fax : 44 117 372 8317  
E-mail : robert.vagg@defra.gsi.gov.uk

- **TASKER Mark :**

Scientific Advisor  
Joint Nature Conservation Committee  
Dunnet House  
7 Thistle Place, Aberdeen  
AB10 IUZ  
UNITED KINGDOM

Tél : 44 1224 655 701  
Fax : 44 1224 621 488  
E-mail : mark.tasker@jncc.gov.uk

---

***TUNISIE***

***Tunis***

• **CHOUAYAKH Ahmed :**

Directeur de la Préservation des Ressources Halieutiques  
Directeur Général de la Pêche et de l'Agriculture  
32 rue Alain Savary  
P.O. 1002  
Tunis  
TUNISIE

Tél : 216 71 89 67 84

Fax : 216 71 79 94 01

---

***TURQUIE***

***Turkey***

• **KEMALOGLU Safak :**

Head of Section  
Ministry of Environment  
Department of Animals Protection  
Eskisehiryolu 8. Km. Bilkent Kavsagi  
Ankara  
TURKEY

Tél : 90 312 287 99 63 - 24 16

Fax : 90 312 286 22 71

E-mail : safakkemaloglu@yahoo.com

---

***UKRAINE***

***Ukraine***

• **DOMASHLINETS Volodymyr :**

Head of Fauna Division  
Bioresources Department  
Ministry of the Environment and Natural Ressources of Ukraine  
5 Khreshchatyk str.  
Kyiv-1, 01601  
UKRAINE

Tél : 380 44 224 22 39

Fax : 380 44 224 22 39 / 228 20 67

E-mail : vgd@land.freenet.kiev.ua

***PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE)***  
***United Nations Environment Program (UNEP)***

- **HEPWORTH Robert :**  
Deputy Director  
Division of Environmental Conventions  
United Nations Environmental Programme  
P.O. BOX 30552, Nairobi  
KENYA  
  
Tél : 254 2 62 32 60  
Fax : 254 2 62 39 26  
E-mail : robert.hepworth@unep.org
- 

***PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT***  
***PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE (PNUE-PAM)***  
***United Nations Environment Program***  
***Coordinating Unit for the Mediterranean Action Plan (UNEP-MAP)***

- **CHABASON Lucien :**  
Coordinator  
Coordinating Unit for Mediterranean Action Plan  
P.O Box 18019  
48 Vassileos Konstantinou Avenue  
11610 Athens  
GREECE  
  
Tél : 30 10 72731 01  
Fax : 30 10 7253196 - 7  
E-mail : chabason@unep.gr  
Site web : www.unepmap.org
- 

***CONVENTION SUR LA CONSERVATION DES ESPECES MIGRATRICES***  
***APPARTENANT A LA FAUNE SAUVAGE***  
***Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals (CMS)***

- **MÜLLER-HELMBRECHT Arnulf:**  
Executive Secretary  
UNEP/CMS Secretariat  
Martin-Luther-King, Str. 8  
53175 Bonn  
GERMANY  
  
Tél : 49 228 815 24 01 / 2  
Fax : 49 228 815 24 49  
E-mail : cms@cms.unep.de
-

***CENTRE D'ACTIVITÉS RÉGIONALES DE LA CONVENTION DE BARCELONE POUR  
LES AIRES SPÉCIALEMENT PROTÉGÉES (CAR/ASP)  
Regional Activity Centre of the Barcelona Convention for Specially Protected Areas (SPA/RAC)***

- **HENTATI Mohamed Adel :**  
Directeur  
Centre Régional d'Activités pour les Aires Spécialement Protégées  
Boulevard de l'Environnement  
B.P 337  
1080 Tunis Cedex  
TUNISIE  
  
Tél : 216 71 795 760  
Fax : 216 71 797 349  
E-mail : car-asp@rac-spa.org.tn
  
  - **OUERGHI Atef :**  
Expert en Biologie Marine  
Centre Régional d'Activités pour les Aires Spécialement Protégées  
Boulevard de l'Environnement  
B.P 337  
1080 Tunis Cedex  
TUNISIE  
  
Tél : 216 71 795 760  
Fax : 216 71 797 349  
E-mail : car-asp@rac-spa.org.tn
- 

***ACCORD SUR LA CONSERVATION DES PETITS CETACES DE LA MER BALTIQUE ET  
DE LA MER DU NORD  
Agreement on the Conservation of Small Cetaceans Of the Baltic And North Seas (ASCOBANS)***

- **STREMPEL Ruediger :**  
Executive Secretary  
United Nations Premises  
Martin Luther King Str.8  
53175 Bonn  
GERMANY  
  
Tél : 49 22 88 15 24 16  
Fax : 49 22 88 15 24 40  
E-mail : rstrempel@ascobans.org  
Site web : www.ascobans.org
  
- **TASKER Mark :**  
Chair of the advisory Committee of ASCOBANS  
Joint Nature Conservation Committee  
Dunnet House  
7 Thistle Place, Aberdeen  
AB10 IUZ  
UNITED KINGDOM  
  
Tél : 44 1224 655 701  
Fax : 44 1224 621 488  
E-mail : mark.tasker@jncc.gov.uk  
Site web : www.jncc.gov.uk

**AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES**  
**Other Intergovernmental Organisations**

---

***COMMISSION BALEINIÈRE INTERNATIONALE (CBI)***  
***International Whaling Commission (IWC)***

• **ALLISON Cherry :**

The Red House  
135 Station Road  
Impington, Cambridge  
CB4 9NP  
UNITED KINGDOM

Tél : 44 12 23 23 39 71  
Fax : 44 12 23 23 28 76  
E-mail : [secretariat@iwcoffice.org](mailto:secretariat@iwcoffice.org)  
Site web : [www.iwcoffice.org](http://www.iwcoffice.org)

.....

***COMMISSION INTERNATIONALE POUR L'EXPLORATION SCIENTIFIQUE DE LA***  
***MEDITERRANEE (CIESM)***

• **BRIAND Frédéric :**

Directeur Général  
Commission internationale pour l'Exploration Scientifique de la  
Méditerranée  
« Villa Girasole », 16 Bld de Suisse  
MC – 98000 MONACO

Tél : 377 93 30 38 79  
Fax : 377 92 16 11 95  
E-mail : [fbriand@ciesm.org](mailto:fbriand@ciesm.org)  
Site web : [www.ciesm.org](http://www.ciesm.org)

.....

***CONVENTION DE BERNE***  
***Council of Europe***

• **BAUER Françoise :**

Assistante administrative principale  
Conseil de l'Europe / Convention de Berne  
Division du Patrimoine Naturel  
67075 Strasbourg cedex  
FRANCE

Tél : 33 3 88 41 22 61  
Fax : 33 3 88 41 37 51  
E-mail : [françoise.bauer@coe.int](mailto:françoise.bauer@coe.int)  
Site web : [www.coe.int](http://www.coe.int)

.....

## ***NATO SACLANT CEN***

- **CARRON Michael :**

Senior Principal Scientist  
SACLANT Undersea Research Center  
Viale San Bartolomeo 400  
19138 La Spezia  
ITALY

Tél : 39 0187 527 445

Fax :

E-mail : [carron@saclantc.nato.int](mailto:carron@saclantc.nato.int)

Site web : <http://solmar.saclantc.nato.int>

---

## ***UNION MONDIALE POUR LA NATURE (UICN) The World Conservation Union (IUCN)***

- **BEARZI Giovanni :**

Member of Cetacean Specialist Group / IUCN  
c/o Venice Natural History Museum  
Santa Croce 1730  
30135 Venezia  
ITALY

Tél : 39 041 27 50 206

Fax : 39 041 721 000

E-mail : [bearzi@inwind.it](mailto:bearzi@inwind.it)

---

**ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES**  
**Non Governmental Organisations**

---

***AMERICAN SOCIETY OF INTERNATIONAL LAW WILD LIFE INTEREST GROUP***  
***(ASIL – WIG)***

- **BURNS William C. G. :**  
Co-Chair  
American Society of International Law Wild Life Interest Group  
1702 Arlington Boulevard, El Cerrito  
CA-94530  
USA  
  
Tél : 1 650 281 9126  
Fax : 1 801 838 4710  
E-mail : [jiwlp@pacbell.net](mailto:jiwlp@pacbell.net)  
Site web : [www.eelink.net/~asilwildlife](http://www.eelink.net/~asilwildlife) / [www.jiwlp.com](http://www.jiwlp.com)
- 

***ASSOCIATION DE SAUVEGARDE DES MAMMIFÈRES MARINS (ASMS)***  
***Swiss Working Group For the Protection of Marine Mammals***

- **FREY Silvia :**  
Project Leader, “Cetacean research”  
Postfach 30  
CH-8820  
Wadenswill  
SWITZERLAND  
  
Tél : 41 17806688  
Fax : 41 17806808  
E-mail : [silvia.frey@bluemail.ch](mailto:silvia.frey@bluemail.ch)  
Site web : [www.asms-swiss.ch](http://www.asms-swiss.ch) et [www.swisswhales.com](http://www.swisswhales.com)
- 

***BLUE WORLD***

- **FORTUNA Caterina Maria:**  
Research Director  
Blue World  
Zad bone 11  
51551 Veli Losinj  
CROATIA  
  
Tél : 385 51 236406  
Fax : 385 51 520275  
E-mail : [caterina.fortuna@adp.hr](mailto:caterina.fortuna@adp.hr)  
Site web : [www.adp.hr](http://www.adp.hr)
-

## ***EUROPEAN CETACEAN SOCIETY (ECS)***

- **LOCKYER Christina :**

Chairman of European Cetacean Society  
c/o DANISH INSTITUTE FOR FISHERIES RESEARCH  
Charlottenlund Castle,  
Charlottenlund DK-2920  
DANEMARK - FRENCH

Tél : 45 33 963373  
Fax : 45 33 963333  
E-mail : chl@dfu.min.dk

---

## ***GROUPE DE RECHERCHE SUR LES CETACES (GREC)***

- **DROUOT Violaine :**

GREC  
BP 751  
06633 Antibes Cedex  
FRANCE

Tél : 33 4 93 65 89 36  
Fax : 33 4 93 65 89 36  
E-mail :

---

## ***GREENPEACE***

- **SIFAOUI Brigitte :**

c/oGREENPEACE FRANCE  
22 rue des Rasselins  
75020 PARIS FRANCE

Tél : 01 44 64 02 02  
Fax :  
E-mail : sifaoui@micronet.fr  
Site web : www.greenpeace.fr

---

## ***MAREVIVO***

- **REPETTO Nadia :**

Délégation Camogli de MAREVIVO  
Via Pini D'Aleppo 32/a  
Varazze  
ITALY

Tél : 39 01 990817 / 32 96 891329  
Fax :  
E-mail : nadia.repetto@libero.it

---



## ***MEDITERRANEAN PROTECTED AREAS NETWORK (MEDPAN)***

- **ROBERT Philippe :**  
Responsable scientifique  
Réseau des espaces protégés de Méditerranée  
PNPC, Castel Sainte Claire  
83418 HYERES cedex  
FRANCE  
  
Tél : 33 4 94 12 82 30  
Fax : 33 4 94 12 82 31  
E-mail : [p.robert@pnpc.com.fr](mailto:p.robert@pnpc.com.fr)
- 

## ***SOS GRAND BLEU***

- **SIDOIS Jean Pierre :**  
Directeur  
SOS Grand Bleu  
BP29 Quai du Vieux Port  
06230 Saint Jean Cap Ferrat  
FRANCE  
  
Tél : 33 4 93 76 17 61  
Fax : 33 4 93 76 17 61  
E-mail : [gb@sosgrandbleu.asso.fr](mailto:gb@sosgrandbleu.asso.fr)  
Site Web : [www.sosgrandbleu.asso.fr](http://www.sosgrandbleu.asso.fr)
  - **ORIOLE Murielle :**  
Chargée de Mission et du Développement Associatif  
SOS Grand Bleu  
BP29 Quai du Vieux Port  
06230 Saint Jean Cap Ferrat  
FRANCE  
  
Tél : 33 4 93 76 17 61  
Fax : 33 4 93 76 17 61  
E-mail : [murielle.oriol@sosgrandbleu.asso.fr](mailto:murielle.oriol@sosgrandbleu.asso.fr)  
Site Web : [www.sosgrandbleu.asso.fr](http://www.sosgrandbleu.asso.fr)
  - **KIWIOR Sophie :**  
Chargée de Communication  
SOS Grand Bleu  
BP29 Quai du Vieux Port  
06230 Saint Jean Cap Ferrat  
FRANCE  
  
Tél : 33 4 93 76 17 61  
Fax : 33 4 93 76 17 61  
E-mail : [sophie.kiwior@sosgrandbleu.asso.fr](mailto:sophie.kiwior@sosgrandbleu.asso.fr)  
Site Web : [www.sosgrandbleu.asso.fr](http://www.sosgrandbleu.asso.fr)
-

## ***SWISS CETACEAN SOCIETY (SCS)***

- **BOURCOUD Max Olivier :**

Swiss Cetacean Society  
Case Postale  
CH-1023 Crissier  
SUISSE

Tél : 41 21 634 2626  
Fax : 41 21 635 5858  
E-mail : [mbourcou@worldcom.ch](mailto:mbourcou@worldcom.ch)  
Site web : [www.oenology.ch/scs](http://www.oenology.ch/scs)

- **GAUTHIER Yves :**

Vice Président  
Swiss Cetacean Society  
Case Postale  
CH-1023 Crissier  
SUISSE

Tél : 41 21 634 2626  
Fax : 41 21 635 5858  
E-mail : [mbourcou@worldcom.ch](mailto:mbourcou@worldcom.ch)  
Site web : [www.oenology.ch/scs](http://www.oenology.ch/scs)

- **CUTTELOD Annabelle :**

Scientific Coordinator  
Swiss Cetacean Society  
Av. Dapples 18 private  
CH-1006 Lausanne  
SUISSE

Tél : 41 21 617 23 03  
E-mail : [annabelle.cuttelod@span.ch](mailto:annabelle.cuttelod@span.ch)

---

## ***TETHYS RESEARCH INSTITUTE***

- **BEARZI Giovanni :**

President  
Tethys Research Institute  
c/o Venice Natural History Museum  
Santa Croce 1730  
30135 Venezia  
ITALY

Tél : 39 041 27 50 206  
Fax : 39 041 721 000  
E-mail : [bearzi@inwind.it](mailto:bearzi@inwind.it)  
Site web : [www.tethys.org](http://www.tethys.org)

- **AIROLDI Sabina :**

Coordinator  
Cetacean Sanctuary Research  
Tethys Research Institute  
Via le G.B.Gadio 2.  
21121 Milano  
ITALY

Tél : 39 0184 26 10 27 / 348 694 88 13  
Fax : 39 02 72001946  
E-mail : sabina.airoldi@iol.it  
Site web : www.tethys.org
- **ZANARDELLI Margherita :**

Tethys Research Institute  
c/o Acquario Civico,  
Via le G.B. Gadio 2  
21121 Milano  
ITALY

Tél : 39 02 72 001947  
Fax : 39 02 72 001946  
E-mail : marghez@tin.it  
Site web : www.tethys.org
- **PANIGADA Simone :**

Tethys Research Institute  
c/o Acquario Civico,  
Via le G.B. Gadio 2  
21121 Milano  
ITALY

Tél : 39 02 72 001947  
Fax : 39 02 72 001946  
E-mail : panigada@inwind.it  
Site web : www.tethys.org
- **REVELLI Eletta :**

Tethys Research Institute  
c/o Acquario Civico,  
Via le G.B. Gadio 2  
21121 Milano  
ITALY

Tél : 39 02 72 001947 / 39 02 48707382  
Fax : 39 02 72 001946  
E-mail : eletta.revelli@inwind.it  
Site web : www.tethys.org

- **SIMMONDS Mark :**

Director of Science  
Whale and Dolphin Conservation Society  
Brookfield House  
38 St. Paul Street  
CHIPPENHAM  
WILTSHIRE SNISILY UK

Tél : 01 249 449 500  
Fax : 01 249 449 501  
E-mail : marks@wdcs.org

---

***WORLD WIDE FUND FOR NATURE (WWF/ - France)***

- **MOREAU Didier :**

Responsable Mission  
WWF France  
188 rue de la Roquette  
75011 Paris  
FRANCE

Tél : 33 1 55 25 84 58  
Fax :  
E-mail : ldebas@wwf.fr

- **ODY Denis :**

Program officer  
WWF France  
6 rue des Fates  
13001 Marseille  
FRANCE

Tél : 33 4 96 11 69 44  
Fax :  
E-mail : dody@wwf.fr

## AUTRES ORGANISMES OU INSTITUTS

### Other Bodies or Institutes

---

#### *ISTITUTO CENTRALE PER LA RICERCA SCIENTIFICA E TECNOLOGICA APPLICATA AL MARE (ICRAM)*

- **GIANCARLO Lauriano:**

ICRAM  
Via di Casalotti 300  
00166 Roma  
ITALY

Tél : 39 06 61570409  
Fax : 39 06 61550581  
E-mail : lauriano@tin.it

---

#### *MUSÉE OCÉANOGRAPHIQUE DE MONACO*

- **DUFRENNE Michèle :**

Directrice du Musée  
Musée Océanographique de Monaco  
Avenue Saint Martin  
MC-98000 MONACO

Tél : 377 93 15 36 00  
Fax : 377 93 50 52 97  
E-mail : m.dufrenne@oceano.mc

---

## AUTRES

### Others

---

#### ***BLUWEST***

- **M.STURLESE :**

Commandante del "Corsaro"  
Via Scarincio 12,  
18100 Imperia  
ITALY

Tél : 39 01 83 769 364  
Fax : 39 01 83 765 954  
E-mail : [info@whalewatch.it](mailto:info@whalewatch.it)  
Site web : [www.whalewatch.it](http://www.whalewatch.it)

- **MOJOLI Guido :**

Membre d'équipage "Corsaro"  
Via Cason della Guardia 60  
18100 Imperia  
ITALY

Tél : 39 01 83 29 62 01  
Fax : 39 01 83 765 954  
E-mail : [info@whalewatch.it](mailto:info@whalewatch.it)  
Site web : [www.whalewatch.it](http://www.whalewatch.it)

- **NANI Barbara :**

Researcher-Biologist  
Tethys Research Institute  
Via Delle Palme 21  
18014 Ospedaletti  
Imperia  
ITALY

Tél : 39 338 31 58 125  
Fax : 39 0184 683 581  
E-mail : [barbara.nani@tiscalinet.it](mailto:barbara.nani@tiscalinet.it)

---

#### ***WHALECRAFT***

- **LOPEZ Philippe :**

Directeur Artistique  
Avenue du Docteur Montus  
Résidence la Plage du Cap - Bat. La Daurade  
13620 Carry le Rouet  
FRANCE

Tél : 33 4 42 45 46 04 / 33 6 72 74 54 40  
Fax : 33 4 42 45 46 04  
E-mail : [whalecraft-europe@libertysurf.fr](mailto:whalecraft-europe@libertysurf.fr)  
Site web : [www.whalecraft.org](http://www.whalecraft.org)

- **CASSAR Christophe :**

Directeur Commercial  
Avenue du Docteur Montus  
Résidence la Plage du Cap - Bat. La Daurade  
13620 Carry le Rouet  
FRANCE

Tél : 33 4 42 45 46 04 / 33 6 72 74 54 40

Fax : 33 4 42 45 46 04

E-mail : [whalecraft-europe@libertysurf.fr](mailto:whalecraft-europe@libertysurf.fr)

Site web : [www.whalecraft.org](http://www.whalecraft.org)

.....

## EXPERTS

---

- **BIRKUN Alexei :**  
Laboratory of Ecology and Experimental Pathology Crimean  
Medical University  
Bevd. Lenin 5/7  
95006 - Simferopol, Crimea  
UKRAINE  
  
Tél : 380 652 253 503  
Fax : 380 652 253 503  
E-mail : AlexeiBirkun@home.cris.net
  
  - **NOTARBARTOLO DI SCIARA :  
Giuseppe**  
Expert scientifique  
Via B. Marcello 43  
20124 Milano  
ITALY  
  
Tél : 39 02 29 40 19 27  
Fax : 39 02 900 518 468  
E-mail : disciara@tin.it
  
  - **RAGA Juan Antonio :**  
Department of Animal Biology  
University of Valencia  
Dr. Moliner 50  
46100 Burjasot, Valencia  
SPAIN  
  
Tél : 34 963864375  
Fax : 34 963864372  
E-mail : toni.raga@uv.es
  
  - **SCOVAZZI Tullio :**  
professor  
Facoltà di Giurisprudenza  
Università di Milano-Bicocca  
Piazza dell'Ateneo Nuovo 1  
20126 Milan  
ITALY  
  
Tél : 39 2 761 01 49  
Fax : 39 2 761 01 49  
E-mail : tullio.scovazzi@unimib.it
-



## SECRETARIAT

---

- **VAN KLAVEREN Marie-Christine :**  
Secrétaire Exécutif  
Villa Girasole  
16 boulevard de Suisse  
MC 98000 MONACO  
  
Tél : 377 93 15 80 10  
Fax : 377 93 50 95 91  
E-mail : [mcvanklaveren@gouv.mc](mailto:mcvanklaveren@gouv.mc)  
Site web : [www.accobams.mc](http://www.accobams.mc)
  
- **FANTINEL Philippe :**  
consultant technique  
Villa Girasole  
16 boulevard de Suisse  
MC 98000 MONACO  
  
Tél : 377 93 15 87 97  
Fax : 377 93 50 95 91  
E-mail : [fantinel@club-internet.fr](mailto:fantinel@club-internet.fr)  
Site web : [www.accobams.mc](http://www.accobams.mc)
  
- **PLATINI Frédéric :**  
Rédacteur  
Villa Girasole  
16 boulevard de Suisse  
MC 98000 MONACO  
  
Tél : 377 93 15 89 63  
Fax : 377 93 50 95 91  
E-mail : [fplatini@gouv.mc](mailto:fplatini@gouv.mc)  
Site web : [www.accobams.mc](http://www.accobams.mc)
  
- **LALLEMAND Agnès :**  
support administratif  
Villa Girasole  
16 boulevard de Suisse  
MC 98000 MONACO  
  
Tél : 377 93 15 89 63  
Fax : 377 93 50 95 91  
E-mail : [alallemand@gouv.mc](mailto:alallemand@gouv.mc)  
Site web : [www.accobams.mc](http://www.accobams.mc)
  
- **BERNARDI Emmanuelle :**  
Support administratif  
Villa Girasole  
16 boulevard de Suisse  
MC 98000 MONACO  
  
Tél : 377 93 15 20 78  
Fax : 377 93 50 95 91  
E-mail :  
Site web : [www.accobams.mc](http://www.accobams.mc)

## **ANNEXE VI**

## COORDONÉES DES MEMBRES DU COMITÉ SCIENTIFIQUE

### EXPERTS QUALIFIÉS REPRÉSENTANT LES RÉGIONS

#### Méditerranée occidentale et proche Atlantique :

- M. Abdellatif BAYED :  
Professeur  
Unité d'Océanologie Biologique  
Institut Scientifique  
Avenue Ibn Battouta  
B.P 703 Agdal  
CP 10106 Rabat  
MAROC  
  
Tél : 212 37 77 45 48  
Fax : 212 37 77 45 40  
e-mail: bayed@israbat.ac.ma

- suppléant : M. Juan Antonio RAGA  
Professor  
Department of Animal Biology  
University of Valencia  
Dr. Moliner 50  
46100 Burjasot, Valencia  
SPAIN  
  
Tél : 34 963864375  
Fax : 34 963864372  
E-mail : [toni.raga@uv.es](mailto:toni.raga@uv.es)

#### Méditerranée centrale :

- M. Holcer DRASKO :  
Président - Zoologist  
Blue World - Croatian Natural History Museum  
Zad bone 11  
51551 Veli Losinj  
CNHM, Demetrova 1  
10000 Zagreb  
CROATIE  
  
Tél : 385 1 4851 700  
Fax : 385 1 4851 644  
e-mail: drasko.holcer@hpm.hr  
Site web: www.adp.hr ou www.hpm.hr
- suppléant : M. Alfred BALDACCHINO  
Principal Environment Officer  
Head of Biodiversity Unit  
Environment Protection Department  
Corradino PLA 08  
MALTA  
  
Tél : 356 699 66122  
Fax : 356 667779  
E-mail : alfred.e.baldacchino@magnet.mt

## Méditerranée orientale :

- Mme Anastasia KOMNENOU :

CITES Management Authority  
Hellenic Ministry of Agriculture  
3 - 5 Ippocratus Street  
106 70 Athens  
GREECE

Tél : 30 10 2124612 / 30 945 531850  
Fax : 30 31 0994443  
E-mail : [daspro1@minagr.gr](mailto:daspro1@minagr.gr)  
[natakomn@vet.auth.gr](mailto:natakomn@vet.auth.gr)  
Site web : [www.minagr.gr](http://www.minagr.gr)

- suppléant: Mme. A. METAXATOU

Oceanographer - Ichthyologist  
Greek Ministry of Agriculture  
Acharnon 381  
Athens  
GREECE

Tél : 010 212 52 72  
Fax : 010 212 52 73  
E-mail : [minasgrig@hol.gr](mailto:minasgrig@hol.gr)

## Mer Noire :

- M. Akaki KOMAKHIDZE :

Director  
Georgian Marine Ecology and Fisheries Research Institute  
Black Sea Regional Activity Centre for Biodiversity Conservation  
51 Rustaveli Str P.O. box 58  
384500 Batumi  
GEORGIA

Tél : 995 222 74640  
Fax : 995 222 74642 ou 43  
E-mail : [mefri@batumi.net](mailto:mefri@batumi.net)

- suppléant: M. Tzvetan STANEV :

Marine Mammals Specialist  
IFA - Institute of Fisheries and Aquaculture Varna  
4, Primorski boulevard  
9000 Varna P.O.box 72  
BULGARIA

Tél : 359 52 257876  
Fax : 359 52 257876  
E-mail : [ifr@abcis.bg](mailto:ifr@abcis.bg)

## EXPERTS DÉSIGNÉS PAR LA CIESM

**Alex AGUILAR**

Department of Animal Biology (Vertebrates)  
Faculty of Biology  
University of Barcelona  
08071 Barcelona-  
SPAIN

Tél.: + 34 93 403 45 56

Fax. :+34 93 403 45 54

[alexa@porthos.bio.ub.es](mailto:alexa@porthos.bio.ub.es)

**Pierre BEAUBRUN**

Ecole Pratique des Hautes Etudes  
Université de Montpellier 2, P.O. 94  
Place Eugène Bataillon  
34095- Montpellier-  
FRANCE

Tél.:+33 04 67 14 47 91

Fax. : +33 04 67 63 33 27

[beaubrun@crit.univ-montp2.fr](mailto:beaubrun@crit.univ-montp2.fr)

**Alexei BIRKUN**

Biotechnological Research in Ecology, Medecine and Aquaculture  
BREMA Laboratory  
Luxemburg Str. 27-2a  
95006 - Simferopol, Crimea  
UKRAINE

380 652 253 503

380 652 253 503

[AlexeiBirkun@home.cris.net](mailto:AlexeiBirkun@home.cris.net)

**Alexandros FRANTZIS**

Institute of Marine Biological ressources  
National Center for Marine Reserach  
Agios Kosmas  
GR- 166 04 Hellenikon-  
GREECE

30 1 98 21 354

30 1 98 11 713

[afrantzis@otenet.gr](mailto:afrantzis@otenet.gr)

**Giuseppe NOTARBARTOLO di SCIARA**

ICRAM (Istituto centrale per la Ricerca Scientifica e Tecnologica  
Applicata al Mare)  
Via di casalotti, 300  
00166 Roma  
ITALY  
39 06 61 57 04 12  
39 06 61 55 05 81  
[disciara@tin.it](mailto:disciara@tin.it)

## EXPERTS DÉSIGNÉS PAR LA CBI, l'UICN et l'ECS

Les membres seront désignés ultérieurement par les Organisations.

## **ANNEXE VII**

<b>LISTE DES ACRONYMES</b>
----------------------------

<b>ASCOBANS :</b> .....	Accord sur la Conservation des petits cétacés de la Mer Baltique et de la Mer du Nord
<b>CAR / ASP :</b> .....	Centre d'Activités Régionales / Aires Spécialement Protégées
<b>CBI :</b> .....	Commission Baleinière Internationale
<b>CIESM :</b> .....	Commission Internationale pour l'Exploration Scientifique de la Méditerranée
<b>CITES :</b> .....	Convention sur le Commerce International des Espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
<b>CMS :</b> .....	Convention sur la Conservation des Espèces Migratrices appartenant à la Faune Sauvage
<b>ECS :</b> .....	European Cetacean Society
<b>FAO :</b> .....	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>FEM :</b> .....	Fonds Mondial pour l'Environnement
<b>OMT :</b> .....	Organisation Mondiale du Tourisme
<b>OSPAR :</b> .....	Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du nord-est
<b>PNUD :</b> .....	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PNUE :</b> .....	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
<b>PNUE / PAM :</b> .....	Programme des Nations Unies pour l'Environnement / Plan d'Action pour la Méditerranée
<b>UICN :</b> .....	Union Mondiale pour la Nature
<b>WDCS :</b> .....	Whales and Dolphins Conservation Society
<b>WWF :</b> .....	World Wide Fund for Nature Conservation

## **DEUXIÈME PARTIE :**

### **Déclarations liminaires**

**(reproduites telles que présentées au Secrétariat)**